

Rapport

**concernant les résultats de la procédure de
consultation relative à l'utilisation d'une partie
des réserves d'or de la Banque nationale suisse**

Berne, le 24 janvier 2001

Table des matières

1	Introduction.....	5
1.1	Situation initiale	5
1.2	Contenu de la consultation	5
1.3	Indications relatives à la procédure de consultation.....	6
1.4	Vue d'ensemble du contenu	6
2	Vue d'ensemble des propositions d'utilisation reçues.....	7
3	Mesures visant à promouvoir l'éducation et prestations transitoires.....	8
3.1	Avantages et inconvénients de la proposition.....	8
3.2	Limitation des mesures dans le temps et prévention des frais consécutifs	10
3.3	Train de mesures visant à promouvoir la formation.....	11
3.3.1	Accents principaux et priorités.....	11
3.3.2	Préfinancement par le régime financier général de la Confédération	12
3.4	Versement de prestations transitoires.....	13
4	Réduction de la dette publique	15
4.1	Avantages et inconvénients de la proposition.....	15
4.2	Réduction directe de la dette publique ou fonds pour le remboursement de la dette publique?	16
4.3	Répartition entre la Confédération et les cantons et entre les cantons	16
4.4	Appel lancé aux cantons pour réduire la dette ?.....	17
5	Autres remarques	17
5.1	Disposition transitoire de droit constitutionnel relative à l'art. 99 Cst.	17
5.2	Etendue de la fortune spéciale / montant des réserves monétaires nécessaires à la BNS	18
5.3	Fondation Suisse solidaire.....	18
6	Annexe.....	19
6.1	Liste des participants à la consultation.....	19
6.2	Prise de position des participants à la consultation en réponse aux questions posées.....	22
6.2.1	Propositions d'affectation (principe)	22
6.2.2	Affectation en faveur des mesures éducatives et des prestations transitoires	34
6.2.3	Réduction de la dette	65
6.2.4	Autres remarques.....	78
6.3	Répertoire des abréviations	82

Répertoire des tabelles

Tabelle 1:	Listes participants à la consultation	19
Tabelle 2:	Prises de position des divers participants à propos du mode d'affectation	22
Tabelle 3:	Prises de position des divers participants à propos des avantages et des inconvénients d'une offensive éducative et des prestations transitoires AVS	35
Tabelle 4:	Limitation dans le temps et coûts consécutifs de l'offensive éducative et des prestations transitoires	48
Tabelle 5:	Préférences au niveau de l'aménagement de l'offensive éducative	50
Tabelle 6:	Répartition des tâches et des compétences entre la Confédération et les cantons	58
Tabelle 7:	Préfinancement des mesures éducatives	59
Tabelle 8:	Aménagement des prestations transitoires	60
Tabelle 9:	Prestations transitoires ou fonds AVS ?	62
Tabelle 10:	Avantage et inconvénients de la réduction de la dette	65
Tabelle 11:	Réduction directe de la dette ou fonds de remboursement de la dette ?	72
Tabelle 12:	Répartition entre la Confédération et les cantons, respectivement entre les cantons	74
Tabelle 13:	Appel lancé aux cantons en vue de la réduction de la dette	76
Tabelle 14:	Disposition transitoire constitutionnelle relative à l'affectation de l'or	78
Tabelle 15:	Montant des réserves excédentaires / Réserves monétaires nécessaires de la BNS	79
Tabelle 16:	Fondation Suisse solidaire	80
Tabelle 17:	Répertoire des abréviations des participants à la consultation	82
Tabelle 18:	Abréviations générales	85

1 Introduction

1.1 Situation initiale

En raison de la suppression de la parité-or du franc, la BNS détient des réserves monétaires plus importantes que celles dont elle a besoin pour remplir son mandat en matière de politique monétaire. Ainsi, près de la moitié des réserves d'or – **1'300 tonnes d'or** – peut être utilisée pour d'autres tâches publiques. Les réserves d'or non utilisées seront vendues par la BNS, probablement jusqu'à la fin de l'année 2004. En admettant un prix de l'or de 13'000 francs par kg et un intérêt réel de 3 pour cent, les 1'300 tonnes d'or correspondent à une fortune d'environ 17 milliards de francs, qui générera annuellement un revenu réel de 500 millions de francs.

Par le message du 17 mai 2000, le Conseil fédéral a proposé de compléter la Constitution fédérale par une **disposition transitoire relative à l'art. 99 Cst. (politique monétaire)**. Cette disposition transitoire doit octroyer au législateur la compétence de régler de manière particulière l'utilisation du produit de la vente des 1'300 tonnes d'or de la BNS.

500 tonnes – 7 milliards de francs au maximum – provenant des réserves d'or doivent être affectées au capital de dotation de la **Fondation Suisse solidaire**. Le Conseil fédéral a également soumis au Parlement, toujours par le biais du message du 17 mai 2000, le projet de loi fédérale sur la Fondation Suisse solidaire. Il reste à déterminer l'affectation des 800 tonnes d'or restantes. La manière dont ces **800 tonnes d'or** doivent être utilisées est une question d'une grande importance politique, économique et budgétaire. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral a décidé le 17 mai 2000 de lancer **une procédure de consultation**.

1.2 Contenu de la consultation

Les documents du Conseil fédéral à l'appui de la consultation décrivent **deux possibilités** d'affectation du produit de la vente des 800 tonnes d'or. D'une part, une utilisation par tranches est envisagée, pour des mesures visant à promouvoir la formation et pour des prestations transitoires. D'autre part, une réduction de la dette publique est proposée.

La **première proposition** prévoit de financer **dans un premier temps des mesures de formation dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication**. Trois champs d'action figurent au premier plan. Le perfectionnement des enseignants, la mise au point de logiciels éducatifs et des mesures destinées à des personnes qui n'ont pas l'accès aux filières usuelles de la formation. Les revenus générés par l'avoir particulier entre le moment où il aura été retranché des avoirs de la BNS et fin 2004 ou 2005, soit au minimum 600 millions de francs, seront affectés au financement des mesures visant à promouvoir la formation.

Ces revenus serviront **ensuite** à financer des **prestations transitoires** dans le domaine de l'AVS. Ces dernières permettront d'atténuer des effets indésirables sur le plan social, pouvant résulter des nécessaires adaptations structurelles de l'AVS. Les prestations seront versées de manière ciblée, jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite ou jusqu'à la réinsertion professionnelle, à des personnes qui ont de faibles chances sur le marché de l'emploi en raison d'un âge avancé, d'une invalidité partielle ou du fait qu'elles ont été longtemps au chômage ou qu'elles ont

cessé d'exercer une activité professionnelle pendant une longue période. Ces prestations seront financées pendant 12 ans.

Suivant la **deuxième proposition**, il s'agirait d'utiliser l'avoir particulier pour **réduire la dette de la Confédération et des cantons**. Les moyens financiers seraient répartis entre la Confédération (un tiers) et les cantons (deux tiers), conformément à l'actuelle clé de répartition des bénéfices de la BNS qui figure dans la Constitution. La réduction de la dette pourrait consister en un remboursement immédiat d'une partie de la dette publique, assorti d'un assainissement des bilans. On pourrait également imaginer d'investir le produit des ventes d'or dans un fonds afin d'obtenir un rendement supérieur au taux d'intérêt des emprunts publics. Cela permettrait ultérieurement de réduire la dette dans une plus grande mesure.

1.3 Indications relatives à la procédure de consultation

Le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation relative à l'utilisation de 800 tonnes d'or le 28 juin 2000. La procédure de consultation s'est terminée le 31 octobre 2000.

88 prises de position ont été enregistrées. Parmi les 111 organisations répertoriées et invitées à se déterminer, („participants officiels“), 63 d'entre elles ont saisi l'occasion de se prononcer sur l'utilisation des 800 tonnes d'or. Les 25 autres prises de position émanent d'organismes qui se sont spontanément annoncés afin de donner leur avis („participants inofficiels“).

1.4 Vue d'ensemble du contenu

On trouvera tout d'abord ci-après un tableau très résumé des propositions d'utilisation qui ont reçu l'appui des participants à la consultation (chi. 2, p. 7).

Puis on passe au commentaire plus approfondi portant sur la première proposition d'utilisation, à savoir l'offensive éducative et les prestations transitoires dans le domaine de l'AVS (chi. 3, p. 8).

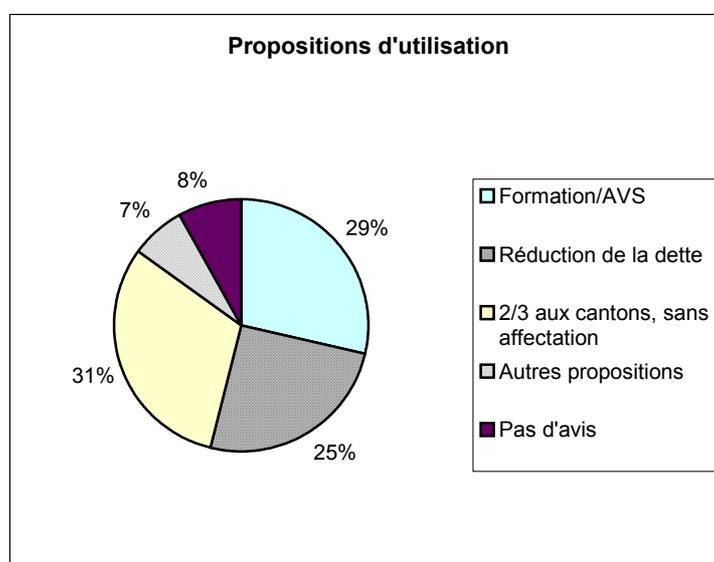
On passe ensuite à la synthèse des prises de position relatives à la deuxième proposition d'utilisation, à savoir la réduction de la dette de la Confédération et des cantons (chi. 4, p. 15).

Divers participants à la consultation ont saisi l'occasion pour s'exprimer et étendre leurs prises de position à d'autres objets tels que la disposition transitoire relative à l'art. 99 Cst. proposée par le Conseil fédéral, le montant des réserves monétaires ou encore la Fondation Suisse solidaire. Ces prises de position seront brièvement exposées au chi. 5 (p. 17).

L'annexe contient le répertoire de tous les participants à la consultation (chi. 6.1, p. 19) qui ont remis une prise de position. On trouvera ensuite (chi. 6.2, p. 22) le détail des prises de position des divers participants à la procédure de consultation. En ce qui concerne les questions de principe, les cantons se sont ralliés à l'opinion de la CdC. Leurs avis ne sont donc exposés que là où ils se sont explicitement prononcés sur un point supplémentaire. Les propositions, comme d'ailleurs les noms et les abréviations des participants à la consultation, ont été indiquées dans la langue nationale dans laquelle ils ont été rédigés et remis. Le répertoire des abréviations se trouve à la fin du rapport (chi. 6.3, p. 82).

2 Vue d'ensemble des propositions d'utilisation reçues

Si l'on confère la même pondération à tous les participants à la consultation sans égard à l'importance de l'institution ou au nombre des prises de position enregistrée pour la catégorie/branche concernée, on obtient un **tableau relativement équilibré**: 31 pour cent des participants souhaitent que les 2/3 du produit de la vente des 800 tonnes d'or ou les 2/3 des revenus provenant de la mise en valeur de cette fortune reviennent aux cantons sans qu'une affectation de ces montants ne soit imposée. 29 pour cent approuvent les mesures en faveur de la formation et/ou les prestations dans le domaine de l'AVS, ce pourcentage comprenant aussi les partisans d'un transfert exclusif des moyens financiers au fonds de l'AVS. 25 pour cent des participants approuvent une utilisation des fonds pour réduire la dette publique de la Confédération et des cantons. 7 pour cent proposent d'autres possibilités comme des rentes pour enfants, des allocations familiales ou des prestations en faveur des femmes enceintes. Enfin, 8 pour cent renoncent expressément à se prononcer ou insistent sur le fait qu'il importe en premier lieu de trouver rapidement un consensus.



Si l'on classe les avis reçus en fonction des catégories et des branches de participants, on obtient le résultat suivant:

La CdC ainsi que tous les gouvernements cantonaux soulignent que les 800 tonnes d'or constituent des bénéfices non distribués de la BNS et que **les deux tiers** du produit de la vente leur reviennent en vertu de la clé de répartition du bénéfice de la Banque nationale prévue par le droit constitutionnel en vigueur. Ils sont unanimes à penser que les cantons doivent pouvoir décider de l'affectation des fonds reçus **dans le cadre de leur compétence propre** et ils écartent donc clairement toute velléité du législateur de prescrire l'affectation de ces fonds. Simultanément, la grande majorité des cantons considère comme prioritaire la réduction de la dette publique de la Confédération et des cantons. Si l'on admet que les cantons affecteraient, dans leur majorité, la fortune qui leur serait versée à la réduction de leur dette, les partisans d'une **réduction de la dette** forment une majorité de 56 pour cent des participants à la consultation. L'opinion de la CdC et des cantons est également partagée par la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). Toutefois cette dernière estime que les deux tiers du bénéfice devraient être versés aux cantons, même en cas de financement des mesures éducatives et des prestations transitoires, voire en cas de combinaison de ces propositions avec une réduction de la dette.

Parmi les **partis politiques**, le **PRD** et le **PLS** s'expriment clairement en **faveur d'une réduction de la dette**, le PRD estimant toutefois envisageable de faire fructifier la fortune spéciale avant que ses revenus alimentent la caisse générale de la Confédération et des cantons. Le **PS** et l'**UDC** souhaiteraient par contre que le produit résultant de la vente des 800 tonnes d'or ou que les revenus dégagés par la mise en valeur de ce produit soient versés au **fonds de l'AVS**. Pour le PS et en deuxième priorité, on pourrait aussi songer à utiliser les revenus pendant une durée limitée afin de financer une **offensive éducative et des prestations transitoires** dans le domaine de l'AVS. Incluse par le Conseil fédéral dans la consultation, cette proposition est en outre soutenue par le PST. Le PDC, les Verts et le PCS ne se satisfont d'aucune des propositions faites par le Conseil fédéral. Le **PDC** estime certes qu'une offensive éducative pose certains problèmes sous l'angle du fédéralisme, mais il estime que l'on pourrait envisager de financer **des mesures éducatives** au moyen de fonds prélevés sur le tiers revenant à la Confédération. Les **deux autres tiers** doivent revenir aux cantons. Une partie du montant versé devrait être considérée comme une contribution au financement des coûts que pourraient devoir supporter les cantons dans le domaine des prestations complémentaires suite à la flexibilisation de l'âge de la retraite. **Les Verts et le PCS souhaiteraient financer une rente pour enfants** à partir du rendement de la fortune.

En ce qui concerne les organisations faîtières de **l'économie**, **toutes les associations patronales (économiesuisse, USAM, Union patronale suisse, FRSP et Association suisse des banquiers)** s'expriment clairement en faveur **d'une réduction de la dette**. La diminution de charges qui en résulterait au niveau des intérêts de la dette devrait se traduire par des allègements fiscaux en faveur des ménages privés et des entreprises. Quant aux **associations de travailleurs**, tant l'**USS** que la **FSE** préconisent un transfert de l'avoir particulier ou de ses produits au **fonds AVS**. Par contre, la **CSC** se prononce en faveur d'une nette augmentation des **allocations familiales**.

En ce qui concerne les **autres participants à la consultation**, les organisations actives dans le domaine des assurés, des bénéficiaires de prestations et des professions indépendantes ainsi que les associations issues des milieux de la formation s'expriment majoritairement en faveur des prestations transitoires ou des mesures éducatives, tandis que la proposition en faveur de la réduction de la dette recueille principalement le soutien des associations économiques régionales ou spécifiques à certaines branches. Les **Femmes socialistes suisses** et le **CSAJ** souhaiteraient que – outre les prestations transitoires proposées qui devraient pour l'essentiel profiter aux personnes d'un certain âge – des prestations ciblées soient allouées aux enfants et aux familles. „**L'Association suisse pour le droit à la vie**“ propose de fournir une aide aux femmes enceintes et **Prometerre** souhaiterait notamment créer une caisse de retraite en faveur des agriculteurs. Enfin, l'**Association de Soutien à la Fondation Suisse solidaire** et **Caritas** préconisent la recherche rapide d'une solution consensuelle, afin que la création de la Fondation Suisse solidaire ne soit ni mise en péril, ni retardée exagérément.

3 Mesures visant à promouvoir l'éducation et prestations transitoires

3.1 Avantages et inconvénients de la proposition

Sur le fond, les **participants à la consultation sont unanimes** à estimer que les **objectifs** visés par les projets proposés **méritent largement d'être poursuivis**. D'une manière générale, une bonne formation et des mesures de perfectionnement sont considérées comme des investissements importants au niveau du capital humain et donc de la capacité concurrentielle de l'économie suisse. De même, tous les participants à la procédure de consultation approuvent

le principe d'une garantie des prestations de base dans le domaine des assurances sociales. Des désaccords surgissent cependant au sujet de la mise en oeuvre (dans le cadre des instruments existants ou avec de nouvelles initiatives) et du financement (provenant des produits de l'avoir particulier ou couvert par le budget courant) de ces mesures.

En ce qui concerne **la formation, la CDAS, la Fédération suisse des femmes protestantes, la FSEA, la FET, le CTIE, la SSH et la CASS** signalent qu'un certain besoin de **rattrapage** se fait précisément sentir dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et qu'une initiative séparée relative à la formation est donc nécessaire. Les mesures mises en consultation dans le domaine des technologies de l'avenir **auraient des incidences positives sur la productivité et la croissance. En outre, il importe que la Suisse ne se trouve pas en retard par rapport aux Etats membres de l'UE**, qui ont fortement accru leurs investissements dans ce domaine au cours de ces dernières années.

Par contre, le **PRD, les Verts, economiesuisse, l'USAM, l'Union patronale suisse, la FRSP, l'ASB, l'USS, la FSE, la FPV et la VSIG** constatent que **la politique de la formation, en sa qualité de tâche essentielle de l'Etat, doit être financée à partir des recettes courantes et qu'elle doit être mise en oeuvre avec les instruments déjà existants – compte tenu des structures fédéralistes et démocratiques de la Suisse.** Avec des mesures de durée limitée en faveur de la formation, on mettrait en place de nouvelles structures dont le financement à long terme ne serait pas assuré. La FSE ajoute que dans le domaine des NTIC, et comparativement aux efforts de formation et de perfectionnement consentis dans d'autres domaines, **les possibilités de soutenir les initiatives individuelles ne sont de loin pas épuisées.** Le PDC est d'avis que les mesures de soutien proposées dans le domaine de la formation sont certes défendables, mais qu'elles poseraient un problème de politique institutionnelle au regard de certains aspects du fédéralisme. Il admet toutefois **un certain besoin de rattrapage et d'investissement** au niveau de l'école primaire et il soutiendrait donc plus particulièrement des mesures dans ce domaine.

En ce qui concerne les prestations transitoires, la CDAS, la Fédération suisse des femmes protestantes et Pro Senectute saluent particulièrement le fait que ces prestations doivent précisément revenir **de manière ciblée** aux membres les plus démunis de notre société. En revanche, le **PRD, le PLS, le PCS, economiesuisse, l'USAM, FRSP, l'ASB, la FPV et la VSIG** constatent que ces questions ne doivent être abordées **que dans le cadre plus large du financement des oeuvres sociales.** Avec la procédure ponctuelle et limitée dans le temps qui est proposée, le risque existe que la solution des futurs problèmes structurels de financement soit reportée et donc qu'une attention insuffisante soit portée au besoin urgent et fondamental d'agir dans le domaine des assurances sociales. **Les problèmes structurels ne peuvent pas être résolus par des mesures transitoires!** Pour l'Union patronale suisse il est irresponsable de parler de prestations transitoires aussi longtemps qu'aucune certitude n'existe au sujet du sort réservé à la 11e révision de l'AVS. Il serait plus judicieux **d'élaborer des solutions de flexibilisation** au lieu d'octroyer après coup des prestations transitoires pour résoudre les nombreux problèmes individuels engendrés par une réglementation déficiente ou insuffisante. Il s'agit de corriger la réglementation de base au lieu de procéder à **un bricolage socio-politique!**

Sur le fond, **les cantons notamment, mais aussi le PRD et le PLS** rejettent la création proposée **d'affectations obligatoires des moyens financiers.** A brève échéance, une telle création conduirait à **une augmentation des dépenses dans les domaines concernés et donc à un accroissement durable de la quote-part de l'Etat.** Les affectations obligatoires des moyens financiers engendrent aussi un risque **de gaspillage des ressources. En outre, la**

marge de manœuvre des pouvoirs publics serait réduite d'autant, ce qui rendrait plus difficile un traitement juridiquement égal des diverses tâches de l'Etat. C'est pourquoi la Confédération et les cantons s'efforcent de réduire les affectations obligatoires des recettes étatiques. La Nouvelle péréquation et répartition des tâches (RPT) cherche précisément à attribuer aux cantons davantage de moyens financiers libres et de ressources. Elle vise également à désenchevêtrer les tâches de la Confédération et des cantons. Les propositions en faveur de la formation et des prestations transitoires **auraient pour effet de créer de nouvelles tâches liées**, ce qui est en contradiction avec les principes et avec le désenchevêtrement des tâches recherché.

Les **cantons** soulignent en outre qu'il serait **déraisonnable au niveau de la politique budgétaire** d'utiliser un ancien poste d'actifs du bilan de la BNS pour financer des dépenses courantes. L'**ASB, les Femmes socialistes suisses et le CSAJ** constatent que d'éventuelles **mesures en faveur de la formation devraient être financées par le produit de la vente des licences UMTS**. Premièrement en effet, un produit unique conviendrait très bien au financement d'une impulsion donnée à la formation. Deuxièmement, il existerait un lien étroit au niveau du contenu entre les recettes provenant de la téléphonie mobile et les dépenses de formation prévues.

Tandis que les partisans des mesures visant à promouvoir la formation estiment que la majeure partie de la population bénéficierait d'un meilleur accès à la formation en matière de NTIC, l'**UDC** souligne **que seuls certains milieux et non pas l'ensemble de la population** pourraient profiter de cette partie du patrimoine national si les mesures en faveur de la formation et les prestations transitoires étaient acceptées.

3.2 Limitation des mesures dans le temps et prévention des frais consécutifs

En ce qui concerne les **prestations transitoires, il conviendrait selon le PS de renoncer dans tous les cas à une limitation de la durée à 12 ans**. Une limitation devrait être portée à 20 ans au moins. En ce qui concerne les **mesures éducatives**, le PS **serait par contre d'accord avec une limitation de la durée de 4 ans**; il conviendrait à cette occasion d'examiner le financement d'éventuels coûts consécutifs.

A l'opposé, le **PCS et la CDAS** proposent **une réduction du délai et une concentration des mesures dans le domaine de la formation et de l'AVS**, tandis que la **TRI S2** et la **CASS** sont d'avis qu'un **train de mesures en faveur de la formation qui serait limité à quatre ans** aurait une trop faible portée pour que ses profits à termes puissent être pleinement garantis.

Les **cantons** craignent que les mesures en faveur de la formation et les prestations transitoires ne puissent être limitées dans le temps. Si de telles tâches sont prises en charge une fois par la Confédération et les cantons, **il est hautement vraisemblable qu'elles doivent être perpétuées**. Il faut donc s'attendre à ce que les cantons doivent supporter des frais consécutifs à l'épuisement des moyens financiers issus de l'avoir particulier. L'**Association suisse des caisses de compensation professionnelle** partage ces craintes et affirme qu'il est difficile de supprimer des prestations et des privilèges accordés dans le domaine de l'AVS à des groupes de population qui se trouvent dans un environnement social et financier difficile. L'appel au **maintien de la situation acquise** risque d'être beaucoup trop fort. De leur côté, la **CDAS** ainsi que **Pro Senectute** ne voient aucun problème à la limitation dans le temps des prestations

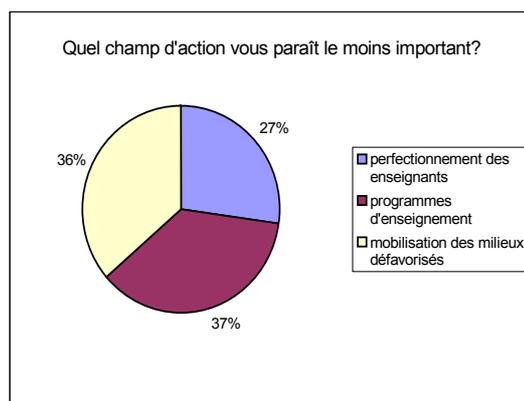
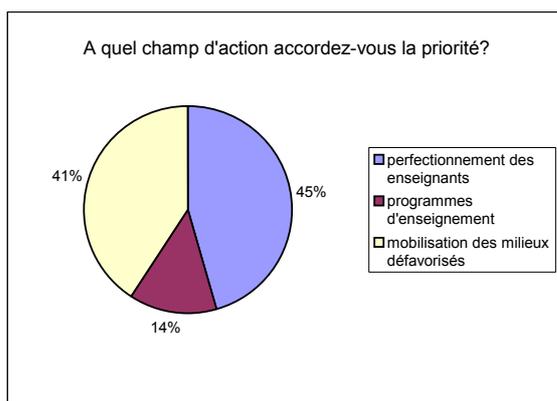
transitoires; la question d'un assouplissement général de l'âge de la retraite et de son financement devrait être intégrée à l'examen de la **12e révision de l'AVS**.

Dans le domaine des mesures de formation, l'**Association faitière des enseignantes et enseignants suisses** ainsi que la **SSH** sont d'avis que la progression des **frais consécutifs peut être jugulée** par un recours systématique aux structures existantes ainsi que par des investissements initiaux durables. Par contre, **la plupart des autres participants à la consultation** pensent que le train de mesures en faveur de la formation donnera des impulsions **qui devraient ensuite être intégrées dans les budgets ordinaires de la formation et de l'éducation**.

3.3 Train de mesures visant à promouvoir la formation

3.3.1 Accents principaux et priorités

Dans les documents de la consultation, des mesures éducatives ont été mises en discussion dans les trois champs d'action que sont „le perfectionnement des enseignants“, „l'élaboration de programmes d'enseignement virtuel“ ainsi que „la mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation“. Parmi les participants qui se sont exprimés au sujet du train de mesures en faveur de la formation, 45 pour cent sont d'avis que la priorité la plus élevée revient au perfectionnement des enseignants. Un nombre pratiquement égal – 41 pour cent – place la première priorité au niveau de la mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation. Seuls 14 pour cent des participants accordent leur préférence à l'élaboration de programmes d'enseignement virtuel. La plus faible importance – 37 à 36 pour cent – est accordée à l'élaboration de programmes d'enseignement ou à la mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation. Seuls 27 pour cent accordent au perfectionnement des enseignants la priorité la plus faible.



En ce qui concerne les **cantons**, la CDAS saluerait une limitation des mesures à la formation des enseignants et à la mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation.

Parmi les **partis**, le **PRD** accorde la priorité la plus élevée au **perfectionnement des enseignants**, alors que le **PS** et le **PDC** considèrent que **tous les champs d'action sont importants**. A cet égard, le PDC souligne la nécessité, lors de la mise au point d'un train de mesures, de tenir compte de la compétence des cantons dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire. Un train de mesures devrait en outre être élaboré en harmonie avec

l'économie privée et ne pas se limiter aux technologies de l'information. Le PS ajoute que les mesures ne devraient pas concerner que le niveau de l'école obligatoire. Le **PST** et le **PCS** accordent la priorité à **la mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation**.

Quant aux **organisations faitières de l'économie, economiesuisse** (et la structure qui en dépend) proposent une focalisation sur les champs d'action „**perfectionnement des enseignants**“ et „**élaboration de programmes d'enseignement virtuel**“. De son côté, la **CSC** accorde clairement la priorité à la „**mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation**“, tandis que l'**USS** donne de manière générale sa préférence à **la formation professionnelle initiale ainsi qu'à la formation et au perfectionnement des adultes exerçant une activité lucrative**.

Parmi les autres participants, la **Fédération suisse des femmes protestantes**, la **Conférence suisse des institutions d'action sociale**, la **FSEA**, **Caritas**, la **SSH** et la **CSAJ** jugent prioritaire la „**mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation**“. La première place est accordée au **perfectionnement des enseignants** par la **SSRV**, l'**ADF**, ainsi que l'**Association faitière des enseignantes et enseignants suisses**, le **CTIE** et la **TRI2**. L'**élaboration de programmes d'enseignement virtuel** est considérée comme prioritaire par l'**UPS** et par la **FET**. La **Fédération suisse des femmes protestantes** et l'**ADF** soulignent par ailleurs que le train de mesures devrait tenir compte spécialement **des besoins des femmes**. La **SSRV** propose un **quatrième champ d'action intitulé „personnes âgées“**, car la troisième et la quatrième génération devront avoir leur place dans la future société de l'information et elles devront pouvoir profiter de ses avantages. La **FSEA** tire un parallèle entre ce domaine et celui des prestations transitoires. Elle prévoit, dans le cadre de ces campagnes de formation, des mesures adaptées au marché du travail et destinées à des personnes peu formées, **sans travail**, et dont les chances d'insertion professionnelle sont faibles. **Prometerre** souhaiterait qu'une partie des fonds soit affectée aux mesures de reconversion professionnelle des **agriculteurs**. La **CASS** signale enfin qu'une campagne de formation ne saurait exister sans **une évaluation approfondie des résultats**.

En ce qui concerne **la répartition des tâches et des compétences**, les participants à la consultation sont unanimes à estimer qu'une étroite collaboration entre la Confédération et les cantons est nécessaire. Suivant le choix des mesures de formation concrètes envisagées, divers offices, organes et bureaux de coordination existants pourront être chargés de l'exécution.

3.3.2 Préfinancement par le régime financier général de la Confédération

Le **PRD**, la **CDAS** et l'**UPS** refusent un **préfinancement remboursable** des mesures de formation par la caisse générale de la Confédération, car cela engendrerait des frais supplémentaires si les revenus obtenus au moyen de l'avoir particulier étaient finalement moins élevés que prévu. La **CDAS** estime pour sa part qu'il serait psychologiquement et politiquement problématique que l'avoir particulier ne conduise pas en premier à une décharge, mais au contraire à une surcharge de la caisse fédérale.

De leur côté, le **PS**, le **PST**, l'**ADF** ainsi que les participants à la consultation issus **des milieux de la formation** saluent la possibilité d'un préfinancement en insistant sur le caractère urgent de la campagne de formation. Pour parvenir aux buts visés, il serait nécessaire de procéder à des investissements dans les deux prochaines années déjà.

3.4 Versement de prestations transitoires

Dans les documents soumis à la consultation, il est proposé que des prestations soient versées à différentes catégories de personnes. Les veuves partiellement invalides, les personnes âgées partiellement invalides, les personnes ayant une capacité de travail réduite ou les personnes sans travail devraient recevoir des prestations transitoires jusqu'au moment où elles atteignent l'âge ordinaire de la retraite. Les veuves ayant suspendu pendant longtemps toute activité lucrative devraient recevoir une aide au départ afin de faciliter leur réinsertion dans la vie professionnelle. Quant à la question de savoir lesquelles de ces personnes ont le plus urgemment besoin de ces prestations transitoires, la plupart des réponses à la consultation posent le principe d'une solution qui doit être trouvée pour toutes ces personnes, que ce soit dans le cadre de la révision de l'AVS ou par des prestations transitoires ou complémentaires.

Le **PS** déclare que, pour trouver une solution susceptible de recueillir l'adhésion d'une majorité, il pourrait appuyer en principe une aide au départ en faveur des veuves, des prestations transitoires destinées aux personnes âgées handicapées ainsi que des contributions générales à la réalisation de l'âge de la retraite flexible. Le **PST** est d'avis qu'avec la 11e révision de l'AVS, le but d'une rente couvrant les besoins les plus essentiels pourrait être atteint sans que cette rente ne doive être augmentée par des prestations complémentaires. Le **PCS** estime particulièrement important le financement des prestations transitoires en faveur des personnes âgées partiellement invalides ainsi qu'en faveur des personnes ayant une capacité de travail réduite.

La **CDAS** soutient également les prestations transitoires en faveur des personnes âgées handicapées, mais elle estime aussi importants les versements prévus en faveur des veuves, car les femmes pourraient bien être dans l'ensemble les perdantes de la 11e révision de l'AVS.

La **CSC** se prononcerait volontiers en faveur d'une allocation des fonds aux familles, mais elle tient en premier lieu pour justifiée une utilisation en faveur des personnes sans travail ou à capacité de travail réduite.

Les **autres participants à la consultation** soutiennent en principe les prestations prévues en faveur des personnes âgées partiellement invalides et des veuves. L'**UPS** et la **SSRV** se montrent par contre sceptiques vis-à-vis des subventions aux personnes âgées sans travail et la **SSRV** estime que l'on va trop loin en fournissant des prestations transitoires aux personnes dont la capacité de travail est réduite, car il faudrait s'attendre à des problèmes de délimitation quasiment ingérables. En lieu et place, elle propose d'affecter une très modeste part des revenus provenant de l'avoir particulier au renforcement de la politique de la vieillesse de la Confédération. L'Association des offices suisses du travail propose de ne pas limiter l'affectation des fonds aux prestations transitoires limitées dans le temps lors de la mise en œuvre de la 11e révision de l'AVS, mais d'intégrer des mesures de la 4e révision de la LAI, avec leurs conséquences par rapport à l'assurance-chômage actuellement en cours de révision. **Prometerre** souhaiterait – comme cela a déjà été dit – mettre en place avec une partie des prestations transitoires une caisse de retraite pour les agriculteurs.

Du point de vue de l'exécution, l'Association suisse des caisses de compensation professionnelles estime que l'examen des conditions posées aux ayant droits ainsi que la fixation et le versement des prestations transitoires ne devraient pas poser trop de problèmes. Cela vaut également pour la collaboration possible avec les centres régionaux de placement (octroi des allocations de départ en faveur des veuves) ainsi que pour le décompte périodique avec le fonds spécial. L'Association suisse des caisses de compensation professionnelle juge indis-

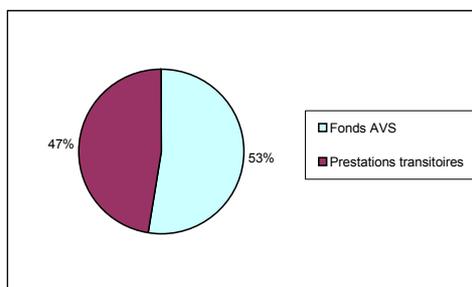
pensable une indemnisation spéciale des caisses de compensation pour cette tâche d'application.

3.5 Prestations transitoires ou fonds AVS ?

La moitié pratiquement des prises de position à ce sujet s'exprime en faveur d'un transfert à un fonds AVS ou au financement de prestations concrètes.

Tous les partis représentés au Conseil fédéral qui se sont exprimés à ce sujet (PRD, PS, UDC) approuvent le transfert sans affectation de l'avoir particulier dans le **fonds AVS**. Par contre, le **PST** se prononce en faveur d'un financement de **prestations concrètes**.

En ce qui concerne les organisations faïtières de l'économie, l'**Union patronale suisse**, la **FRSP**, l'**USS** ainsi que la **FSE** préconisent un transfert au fonds AVS, alors que la **CSC** accorde sa préférence aux **prestations transitoires**.



Parmi les autres participants à la consultation, la **CDAS**, **toutes les organisations dans le domaine des assurés et des bénéficiaires de prestations qui se sont prononcées**, les **Femmes socialistes suisses** et l'**Association faïtière des enseignantes et des enseignants suisses** approuvent le **financement de mesures transitoires concrètes**. Par contre, l'**Association suisse des caisses de compensation professionnelle** et la **CSAJ** s'expriment en faveur de l'alimentation directe du **fonds AVS**.

Les partisans d'un transfert au fonds **AVS** soulignent que, de cette manière, **l'ensemble de la population** et non pas une partie seulement pourra profiter des réserves d'or. Il serait judicieux de **constituer une réserve de l'AVS pour les temps difficiles**. Grâce à l'avoir particulier, il serait possible d'augmenter à nouveau **le degré de couverture** du fonds et de désamorcer ainsi la discussion relative au financement de l'AVS. En cas de renonciation au transfert de l'avoir particulier au fonds, le risque existe que les moyens financiers soient affectés à une multitude de buts différents. Cela aurait pour conséquence que la fortune se diluerait dans les caisses publiques sans produire d'effet notable.

Selon les partisans des **prestations transitoires** en revanche, il ne servirait à rien de transférer les moyens financiers dans le fonds AVS général, car le rentier individuel ne remarquerait rien d'un tel saupoudrage financier. C'est la raison pour laquelle seules les personnes **qui ont absolument besoin d'une telle aide financière complémentaire** devraient pouvoir bénéficier de manière ciblée du produit des réserves d'or.

4 Réduction de la dette publique

4.1 Avantages et inconvénients de la proposition

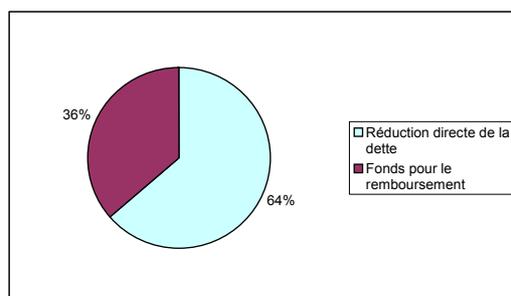
Comme **avantages** de la réduction de la dette publique, **les cantons, le PRD, economiesuisse, l'USAM, l'Union patronale suisse, la FRSP, l'ASB, l'Association suisse des caisses de compensation professionnelle, la FPV et la VSIG** soulignent le fait qu'il s'agit de **la mesure la plus durable dont profiteraient toutes les couches de la population ainsi que les générations futures**. Au cours de ces dix dernières années, la Confédération et les cantons se sont fortement endettés. Une réduction de la dette et donc un allègement des charges financières accroîtraient **la liberté d'action en matière budgétaire**. La marge de manoeuvre ainsi libérée pourrait être utilisée pour continuer à rembourser la dette, pour assumer de nouvelles tâches urgentes ou pour réduire les impôts. La possible **réduction de la charge fiscale** découlant de la diminution de la dette fournirait une contribution directe au **bien-être** et elle exercerait une action efficace contre la tendance peu souhaitable à l'accroissement de la quote-part fiscale. Elle constituerait en outre une contribution importante **au renforcement de la compétitivité internationale**, ce qui contribuerait au fait que les revenus disponibles des ménages et – partant – leur bien-être s'en trouveraient augmentés. Une réduction de la dette renforcerait concrètement l'application du principe **d'une politique budgétaire axée sur la stabilité** telle qu'elle figure dans les lignes directrices des finances de la Confédération et de nombreux cantons. Dans ce contexte, le **PRD** ajoute que l'utilisation de l'avoir particulier pour réduire la dette ne doit naturellement pas conduire à geler tout plan d'action visant à assainir le régime financier de la Confédération. Une réduction de la dette ne doit donc être envisagée que **si un frein à l'endettement peut être actionné**. Finalement, les partisans d'une réduction de la dette constatent que le moment est idéal pour lancer la mesure. Si la réduction de la dette n'est pas mise en oeuvre lorsque le climat **conjoncturel** s'y prête, la Confédération et les cantons risquent de ne plus pouvoir faire face aux nouveaux défis lors de la prochaine récession.

Par contre, le **PS, les Verts, la FSE et les Femmes socialistes suisses rejettent une réduction de la dette**, car une telle mesure conduirait, tant au niveau fédéral que cantonal, à susciter **de nouvelles demandes de réduction d'impôts** qui - l'expérience le démontre – **ont toujours des répercussions néfastes au niveau de la politique de répartition** (dégrèvements pour les hauts revenus, pour des branches économiques fortes comme les banques, la bourse, etc.). L'**UDC** constate **qu'une réduction de la dette ne profitera pas à l'ensemble de la population, mais seulement aux futurs contribuables**, car les dettes ne sont rien d'autres que des impôts du futur. Réduire les dettes n'est donc judicieux que si la Confédération ne lève pas ailleurs de nouveaux impôts comme cela est par exemple prévu pour garantir l'AVS. La **CSC** relève **le taux d'endettement étatique comme la quote-part de l'Etat en Suisse sont bas**. Les efforts consentis pour stopper l'endettement seraient suffisants pour maintenir la compétitivité internationale de la Suisse et pour consolider à terme la croissance actuelle. Le **PST, les Verts, la FET et la SSH** adhèrent à ce point de vue en précisant qu'une **réduction de la dette** n'est pas prioritaire et qu'elle doit être obtenue **non pas en puisant dans l'avoir particulier, mais dans les excédents conjoncturels du compte ordinaire**. La **SSRV, Pro Senectute et l'Association faîtière des enseignantes et enseignants suisses** craignent de manière générale qu'en cas de réduction de la dette l'avoir particulier ne soit absorbé sans effet notable dans les caisses des collectivités publiques. La **SSH** signale enfin que de gros investisseurs (telles que les caisses de retraite) **ont besoin d'un certain volume d'obligations étatiques à des fins de placement**. Un remboursement des dettes réduirait fortement cette possibilité.

4.2 Réduction directe de la dette publique ou fonds pour le remboursement de la dette publique?

Dans les documents mis en consultation, deux possibilités de réduire la dette ont été présentées. Premièrement, la substance même de la fortune peut être utilisée pour rembourser la dette. Deuxièmement, il serait possible de faire fructifier l'avoir via un fonds et de n'utiliser que les produits de cette gestion pour réduire la dette. Une majorité des participants à la consultation soutient la première proposition.

Les **cantons directement concernés par cette question préfèrent majoritairement une réduction directe de la dette**. De leur point de vue, la création d'un fonds n'est pas indiquée. Dans le cadre de la gestion de la fortune, on ne pourrait premièrement pas garantir un revenu supérieur au taux d'intérêt pour les emprunts publics. Deuxièmement, les efforts de nombreuses collectivités porteraient actuellement sur une renonciation aux patrimoines financiers dont elles n'ont pas besoin, le produit de la cession devant servir à la réduction de la dette. Seuls les cantons de Nidwald et de Bâle-Ville pourraient envisager une gestion de la fortune via un fonds axé sur le rendement.



Parmi les autres participants à la procédure de consultation, **economiesuisse, l'USAM, l'Union patronale suisse, la FRSP, l'ASB, la CSC et l'UPS marquent une préférence en faveur de la réduction directe de la dette, alors que le PRD, le PST, l'Association faîtière des enseignantes et des enseignants suisses, la FPV, la SSH et la VSIG préféreraient plutôt le recours à un fonds**. Parmi les avantages d'une réduction directe, on peut citer la fin des disputes en vue de la répartition. En outre, les dettes pourraient être réduites plus fortement que par une simple utilisation des produits. Le potentiel réservé aux baisses d'impôts serait aussi plus important. L'argument principal en faveur de la solution du fonds réside dans le fait que l'avoir particulier pourrait être géré dans une optique de rendement et que sa substance demeurerait intacte.

4.3 Répartition entre la Confédération et les cantons et entre les cantons

En rappelant que la fortune spéciale provient de bénéfices non distribués de l'institut d'émission, **les cantons s'en tiennent unanimement à leur droit aux deux tiers de la fortune ou de ses revenus**. Ils sont à ce propos soutenus **par une majorité de participants à la consultation**. Seuls le **PS et la CSAJ** sont d'avis que – si la solution de la réduction de la dette est adoptée – il conviendrait de s'écarter de la clé de répartition actuelle et rechercher **un remboursement prioritaire de la dette fédérale**. De son côté, la **FET** relève que la répartition des fonds ne doit pas nécessairement être faite selon la clé de répartition actuellement en vigueur.

En ce qui concerne la répartition entre les cantons, **OW, FR, VS, NE et JU préconisent d'appliquer la clé fixée dans la LBN** selon laquelle 5/8 des bénéfices de la BNS sont répartis en tenant compte de la population résidente ordinaire et 3/8 en fonction de la capacité financière de chaque canton. Par contre, **ZH, NW, BS et GE** recommandent de la prise en compte exclusive de la **population résidente**, car l'or est une fortune populaire qui doit être répartie par tête d'**habitant**, l'indice actuel de la capacité financière ne reflétant que de manière insuffisante la situation financière d'un canton et la RPT prévoyant la suppression de la prise en considération de la capacité financière au moment de déterminer les parts cantonales aux recettes fédérales et au bénéfice net de la BNS. **VS et GE** pourraient aussi concevoir que **la situation d'endettement de chaque canton** soit prise en compte lors du choix de la clé de répartition.

4.4 Appel lancé aux cantons en vue de réduire de la dette ?

La CSC souhaite que les moyens financiers remis aux cantons pour réduire leurs dettes publiques soient assortis d'une obligation rigoureuse. Suivant les **autres participants à la consultation**, un **appel** lancé aux cantons **afin qu'ils réduisent leur dette resterait lettre morte**, car les effets d'une telle mesure ne pourraient être ni contrôlés, ni imposés. La situation financière dans les différents cantons est par ailleurs trop différente. Les cantons soulignent en outre qu'il leur appartient en propre de définir l'affectation des fonds qui leur sont alloués et de fixer leurs propres priorités. Toute fonction de contrôle de la Confédération **constituerait une atteinte à la souveraineté cantonale** qui ne saurait être acceptée. La grande majorité des participants pourrait par contre se rallier à une simple recommandation (non obligatoire) tendant à l'affectation de la fortune spéciale au remboursement de la dette.

5 Autres remarques

Divers participants à la consultation ont saisi l'occasion de faire d'autres remarques.

5.1 Disposition transitoire de droit constitutionnel relative à l'art. 99 Cst.

Par son message du 17 mai 2000, le Conseil fédéral a proposé de compléter la Constitution fédérale par une disposition transitoire relative à l'art. 99 Cst. (politique monétaire). Cette disposition transitoire doit octroyer au législateur la compétence de régler séparément l'utilisation du produit de la vente de 1'300 tonnes d'or de la BNS.

La CdC et tous les cantons se voient contraints **de refuser le présent projet d'arrêté fédéral portant sur cette disposition transitoire** si celui-ci ne prévoit pas seulement les 500 tonnes d'or réservées à la Fondation, mais en outre un transfert de compétence au Parlement fédéral pour l'affectation liée du reste des 800 tonnes d'or. Ils proposent comme alternative le texte suivant pour la disposition transitoire : *„La loi règle l'utilisation du produit de la vente de 500 tonnes d'or de la BNS“*.

Par contre, le **PS, le PLS** et la **SSRV** expriment leur **soutien** à la disposition transitoire proposée.

Economiesuisse remet en cause la **démarche tactique consistant à fractionner en différents paquets** l'utilisation de la fortune spéciale et **Caritas** craint que la formulation ouverte de la disposition transitoire ainsi que les différentes propositions présentées par le Conseil fé-

déral ne conduisent à un litige durable au sujet de l'utilisation des 800 tonnes d'or et donc à **un nouveau report de la création de la Fondation Suisse solidaire.**

5.2 Etendue de la fortune spéciale / montant des réserves monétaires nécessaires à la BNS

Selon le **PS**, il se justifie de **poursuivre la réduction des réserves d'or de la BNS**. Le **PS** respecte cependant l'accord entre les banques centrales qui – en tenant compte du prix de l'or – admet une vente d'or planifiée, restrictive et contingentée par chaque institut d'émission. Il constate dans le même temps que la réduction des réserves d'or de la Banque nationale et une meilleure gestion des réserves de devises interviennent une décennie trop tard. Le **PST** se rallie à cette opinion.

Economiesuisse et ses associations affiliées constatent que **des réserves monétaires solides** sont importantes pour la Suisse, économie ouverte et place financière internationale. Il est cependant incontestable que la BNS a **beaucoup trop tardé à gérer de manière économique les réserves monétaires.**

5.3 Fondation Suisse solidaire

Quelques institutions et organisations ont encore une fois exprimé leur soutien ou leur refus de la Fondation Suisse solidaire dans le cadre de la présente procédure de consultation. **Les cantons soutiennent en principe la création de la Fondation.** Il faut utiliser à cet effet les revenus provenant de la mise en valeur des 500 tonnes d'or. Les cantons sont prêts à renoncer aux 2/3 de ces produits qui leur échoient en vertu de l'art. 99 al. 4 Cst. en faveur de la Fondation. Le **PS, le PLS, les Verts, CSC, Pro Senectute, Caritas, l'Association de soutien à la Fondation suisse solidaire et le CSAJ** expriment leur soutien à la Fondation. Par contre, **l'UDC, l'USAM, la FRPS et la FPV refusent la Fondation.**

6 Annexe

6.1 Liste des participants à la consultation

La tablelle contient toutes les organisations et personnes qui ont déposé une prise de position dans le cadre de la procédure de consultation. Sont désignés comme participants officiels les cantons, les partis, les organisations faîtières et d'autres organisations qui ont été enregistrées dans le cadre de la procédure de consultation. Les participants officiels ont exprimé spontanément leur opinion. Sont mentionnés comme participants officiels des associations qui se sont exprimées en plus de leurs organisations faîtières. La numérotation des participants ne constitue qu'une mesure de technique du travail permettant une saisie impeccable et elle ne se rapporte pas à une quelconque évaluation.

La dernière colonne de la liste contient quelques mots-clés résumant la proposition soutenue par le participant en question. Si l'un de ceux-ci approuve une proposition d'utilisation autre que celles du Conseil fédéral et s'il exprime simultanément sa préférence en faveur de l'une des deux propositions du Conseil fédéral, cette préférence est marquée entre parenthèse.

Tableau 1: Liste des participants

Nr.	Vernehmlasser	Verwendungsvorschlag in Stichworten
A. Offizielle Vernehmlasser		
Kantonsregierungen		
1.00	Konferenz der Kantonsregierungen (CdC)	
1.01	Kanton Zürich (ZH)	
1.02	Kanton Bern (BE)	
1.03	Kanton Luzern (LU)	
1.04	Kanton Uri (UR)	
1.05	Kanton Schwyz (SZ)	
1.06	Kanton Obwalden (OW)	
1.07	Kanton Nidwalden (NW)	Überweisung der Erträge ohne Zweckbindung zu 2/3 an die Kantone und zu 1/3 an den Bund (Schuldenabbau)
1.08	Kanton Glarus (GL)	
1.09	Kanton Zug (ZG)	
1.10	Canton de Fribourg (FR)	
1.11	Kanton Solothurn (SO)	
1.12	Kanton Basel-Stadt (BS)	
1.13	Kanton Basel-Land (BL)	Versement des produits non affectés à raison des 2/3 aux cantons et du 1/3 à la Confédération (réduction de la dette publique)
1.14	Kanton Schaffhausen (SH)	
1.15	Kanton Appenzell Ausserrhoden (AR)	
1.16	Kanton Appenzell Innerrhoden (AI)	
1.17	Kanton St. Gallen (SG)	
1.19	Kanton Aargau (AG)	
1.20	Kanton Thurgau (TG)	
1.21	Cantone Ticino (TI)	Ripartito dei capitali secondo la formula attualmente utilizzata per il rparto dell'utile annuale (1/3 alla Confederazione, 2/3 ai Cantoni)
1.22	Canton de Vaud (VD)	
1.23	Kanton Wallis (VS)	(Abbattimento dei debiti)
1.24	Canton de Neuchâtel (NE)	
1.25	Canton de Genève (GE)	
1.26	Canton du Jura (JU)	

Nr.	Vernehmlasser	Verwendungsvorschlag in Stichworten
Bundesgerichte		
2.01	Bundesgericht (BG)	Verzicht auf eine Stellungnahme
2.02	Eidgenössisches Versicherungsgericht (EVG)	Verzicht auf eine Stellungnahme
Parteien		
3.01	Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz (PRD)	Schuldenabbau
3.02	Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz (PDC)	1/3: Bildungsinitiative (mit Vorbehalten) 2/3 an die Kantone (teilweise zur Kompensation von Mehrausgaben im Zusammenhang mit der Flexibilisierung des Rentenalters)
3.03	Sozialdemokratische Partei der Schweiz (PS)	Überweisung an den AVS-Fonds (Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen)
3.04	Schweizerische Volkspartei (UDC)	Überweisung an den AVS-Fonds
3.05	Parti libéral suisse (PLS)	Réduction de la dette publique
3.07	Parti suisse du Travail (PST)	Financement de mesures visant à promouvoir la formation et de prestations tranisitoires
3.09	Grüne Partei der Schweiz (Grüne)	Versement d'une rente pour enfant
3.12	Parti chrétien-social (PCS)	Versement d'une rente pour enfant (financement de mesures visant à promouvoir la formation)
Behörden und verwandte Institutionen		
4.01	Schweizerische Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren (CDAS)	Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen kombiniert mit Schuldenabbau
4.02	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK)	Unterstützung der Position der CdC
Spitzenverbände der Wirtschaft		
5.01	economiesuisse	Schuldenabbau
5.02	Union suisse des arts et métiers (USAM)	Réduction de la dette publique
5.03	Schweizerischer Arbeitgeberverband (UNION PATRONALE SUISSE)	Schuldenabbau
5.04	Fédération Romande des Syndicats Patronaux (FRPS)	Réduction de la dette publique
5.05	Schweizerische Bankiervereinigung (ASB)	Schuldenabbau
5.07	Schweizerischer Gewerkschaftsbund (USS)	Überweisung an den AVS-Fonds / Transfer au Fonds de l'AVS
5.08	Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände (FSE)	Überweisung an den AVS-Fonds
5.09	Christlichnationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz (CSC)	Erhöhung der Kinderzulagen (Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen)
Versicherte, Leistungsbezüger, Selbständigerwerbende		
6.01	Evangelischer Frauenbund der Schweiz (FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE)	Förderung der Gleichstellung von Mann und Frau; v.a. Finanzierung von Überbrückungsleistungen
6.02	Schweizerischer Landfrauenverband (UPS)	Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen

Nr.	Vernehmlasser	Verwendungsvorschlag in Stichworten
6.03	Schweizerischer Senioren- und Rentnerverband (SSRV)	Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen
6.04	Geschäfts- und Fachstelle Pro Senectute Schweiz (Pro Senectute)	Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen
6.05	Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe (SKOS)	Bildungsinitiative; anschliessende Verwendung offen lassen
6.06	Association suisse pour les droits de la femme (ADF)	Financement de mesures visant à promouvoir la formation et de prestations transitoires
Vorsorge- und Versicherungseinrichtungen, Durchführung		
7.01	Konferenz der kantonalen Ausgleichskassen (KKA)	Verzicht auf Stellungnahme
7.02	Schweizerische Vereinigung der Verbandsausgleichskassen (ASSOCIATION SUISSE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES)	Schuldenabbau
7.03	IV-Stellen-Konferenz (IVSK)	Verzicht auf Stellungnahme
7.04	Verband schweizerischer Arbeitsämter (FSEA)	Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen (Beschränkung der Stellungnahme auf Punkte im Zusammenhang mit den von Arbeitsmarktbehörden zu vollziehenden Aufgaben)
Wissenschaft und Kultur		
8.01	Schweizerische Direktoren-Konferenz gewerblich-industrieller Berufs- und Fachschulen (SDK)	Verzicht auf Stellungnahme
8.02	Schweizerische Vereinigung für Erwachsenenbildung (FSEA)	Bildungsinitiative (und Überbrückungsleistungen)
8.03	ECH Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer (ECH)	Bildungsinitiative (und Überbrückungsleistungen)
8.04	Fédération des écoles techniques et de métiers (FET)	Financement de mesures visant à promouvoir la formation (et de prestations transitoires)
8.05	Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement (CTIE)	Financement de mesures visant à promouvoir la formation (et de prestations transitoires)
8.06	Treffpunkt Sekundarstufe 2 (TRI S2)	Bildungsinitiative (und Überbrückungsleistungen)
8.07	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)	Soutien de la prise de position des Gouvernements cantonaux
B. Inoffizielle Vernehmlasser		
9.01	Fédération patronale vaudoise (FPV)	Réduction de la dette publique
9.02	Prometerre Association vaudoise de promotion des métiers de la terre (Prometerre)	Financement de mesures visant à promouvoir la formation et de prestations transitoires en prévoyant des mesures de réorientation professionnelle et une caisse fédérale de pension pour les agriculteurs
9.03	CARITAS Schweiz (Caritas)	überzeugende Konsenslösung
9.04	Sozialdemokratische Frauen der Schweiz (PS Frauen)	„Soziale Sicherheit“: AVS-Überbrückungsleistungen und Ergänzungsleistungen für Familien
9.05	Schweizer Hotelier-Verein (SSH)	Bildungsinitiative
9.06	Gemeinschaft zur Unterstützung der Stiftung solidarische Schweiz (ASSOCIATION DE SOUTIEN À LA FONDATION SUISSE)	überzeugende Konsenslösung

Nr.	Vernehmlasser	Verwendungsvorschlag in Stichworten
	SOLIDAIRE)	
9.07	Aargauische Industrie- und Handelskammer (AIHK)	Schuldenabbau
9.08	Handelskammer und Arbeitgeberverband Graubünden (HK GR)	Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen
9.09	Industrie- u. Handelskammer Thurgau (IHK TG)	Schuldenabbau
9.10	Solothurner Handelskammer (HK SO)	Schuldenabbau
9.11	Chambre de Commerce et de l'Industrie de Genève (CC GE)	Réduction de la dette publique
9.12	Chambre de Commerce et de l'Industrie du Jura (CC JU)	Réduction de la dette publique
9.13	Walliser Industrie- und Handelskammer (IHK VS)	Schuldenabbau
9.14	Fédération de l'Industrie horlogère suisse (FH)	Réduction de la dette publique
9.15	SAP Schweizer Automatik Pool (SAP)	Bildungsinitiative
9.16	ASB Schweizerischer Baumeisterverband (SBmV)	Schuldenabbau
9.17	SGCI Schweizerische Gesellschaft für Chemische Industrie (SGCI)	Schuldenabbau
9.18	Swissmem	Schuldenabbau
9.19	Swiss Retail Federation (SRF)	Schuldenabbau
9.20	Viscom Schweizerischer Verband für visuelle Kommunikation (Viscom)	Schuldenabbau
9.21	VSIG Vereinigung des Schweizerischen Import und Grosshandels (VSIG)	Schuldenabbau
9.22	CASS Konferenz der schweizerischen wissenschaftlichen Akademien (CASS)	Bildungsinitiative (und Überbrückungsleistungen)
9.23	Association suisse pour le droit à la vie (droit à la vie)	Fonds national de solidarité pour l'aide aux mères et aux familles en difficulté suite à une grossesse
9.24	Conseil Suisse des Activités de Jeunesse (CSAJ)	financement d'une assurance maternité et de l'aide aux familles / contribution à l'AVS (mesures de formation et prestations transitoires)
9.25	Daniel Hunziker, Selzach	Überweisung an den AVS-Fonds

6.2 Stellungnahme der einzelnen Vernehmlassungsteilnehmer zu den gestellten Fragen

6.2.1 Verwendungsvorschläge (Grundsätzliches)

Frage:

Welchen Verwendungsvorschlag (Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen oder Schuldenabbau) bevorzugen Sie?

Tabelle 2: Stellungnahmen der einzelnen Vernehmlasser zur Art der Verwendung

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.00	CdC	Nach Meinung der Kantonsregierungen soll der Erlös aus dem Verkauf dieser 800 Tonnen Gold nicht für einzelne staatliche Aufgaben zweckgebunden werden. Jede Zweckbindung würde innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen führen, und der anfängliche Vermögensbestand wäre rasch aufgebraucht.

		<p>Die Kantonsregierungen vertreten mit Nachdruck die Auffassung, dass sie in eigener Kompetenz über die Verwendung der ihnen aufgrund von Art. 99 Abs. 4 BV mindestens zu zwei Dritteln zustehenden Erlöse aus dem Verkauf der 800 Tonnen Gold zu entscheiden haben. Die Anwendbarkeit der verfassungsrechtlichen Gewinnverteilregel kann nicht bezweifelt werden: Bilanzrechtlich handelt es sich beim geplanten Goldverkauf um die Realisierung stiller Reserven der BNS, was zu einem zusätzlichen Gewinn des Notenbankinstitutes führt.</p> <p>Sofern überhaupt auf einer raschen Auslagerung des entsprechenden Goldbestandes der BNS beharrt wird, sprechen sich die Kantonsregierungen für eine konzertierte Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen aus. Damit wird zusätzliche Handlungsfreiheit geschaffen, die es ermöglicht, die notwendigen staatlichen Aufgaben besser wahrzunehmen.</p>
1.01	ZH	<p>Der Kanton Zürich schliesst sich der Stellungnahme der CdC weitgehend an und spricht sich für einen Verkauf der zur Diskussion stehenden Goldreserven und für die anschliessende Verteilung des Verkaufserlöses gemäss geltendem Verteilschlüssel (Art. 99 Abs. 4 BV) zu einem Drittel auf den Bund und zu zwei Dritteln auf die Kantone aus. Die Kantone müssen über die Handlungsfreiheit bei der Verwendung der ihnen zustehenden Gewinnanteile verfügen. Eine vom Bundesgesetzgeber vorgegebene Zweckbindung für einzelne staatliche Aufgaben wird abgelehnt. Mit der zweckfreien Überweisung erhalten die Kantone finanzpolitisch erwünschte freie Mittel, was auch der NFA zwischen Bund und Kantonen anstrebt.</p>
1.02	BE	<p>Die für die Solidaritätsstiftung nicht benötigten 800 Tonnen Gold sollen nicht für einzelne staatliche Aufgaben zweckgebunden werden. Der Regierungsrat ist der Auffassung, dass die Kantone in eigener Kompetenz über die Verwendung der ihnen aufgrund von Art. 99 Abs. 4 BV mindestens zu zwei Dritteln zustehenden Erlöse aus dem Verkauf der 800 Tonnen Gold zu entscheiden haben. Die Anwendbarkeit der verfassungsrechtlichen Gewinnverteilregel kann nicht bezweifelt werden: Bilanzrechtlich handelt es sich beim geplanten Goldverkauf um die um die Realisierung stiller Reserven der BNS, was zu einem zusätzlichen Gewinn des Notenbankinstitutes führt.</p> <p>Sofern überhaupt auf einer raschen Auslagerung des entsprechenden Goldbestandes der BNS beharrt wird, sprechen sich die Kantonsregierungen für eine konzertierte Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen aus. Damit wird zusätzliche Handlungsfreiheit geschaffen, die es ermöglicht, die notwendigen staatlichen Aufgaben besser wahrzunehmen und auch für künftige Generationen den nötigen Spielraum bei der Politikgestaltung zu gewährleisten.</p>
1.03	LU	<p>Der Erlös aus dem Verkauf der Goldreserven stellt zurückbehaltenen Notenbankgewinn dar. Systemgerecht hat in einem ersten Schritt der Nachvollzug der Gewinnausschüttung an den Bund (1/3) und die Kantone (2/3) zu erfolgen. In einem zweiten Schritt ist es Sache des politischen Prozesses in den jeweiligen Gemeinwesen, über die definitive Verwendung dieser Mittel zu entscheiden. Der Erlös aus den Goldverkäufen steht somit den Kantonen ohne Zweckbindung zu.</p>
1.04	UR	<p>Der Kanton Uri will weiterhin zusammen mit den anderen Kantonen über die Verwendung der ihnen zustehenden Anteile aus dem Ertrag der Goldverkäufe verfügen können. Die zwei Drittel der Goldreserven, welche den Kantonen gehören, dürfen demnach nicht bundesrechtlich zweckgebunden werden.</p>
1.05	SZ	<p>Wir schliessen uns der Stellungnahme der CdC an und sprechen uns dafür aus, dass die zur Verteilung anstehenden 800 Tonnen Gold nicht für einzelne staatliche Aufgaben zweckgebunden werden sollen. Nach unserer Auffassung haben die Kantone Anspruch auf zwei Drittel des Erlöses aus dem Verkauf dieser 800 Tonnen Gold. Dieser Erlös soll für einen Abbau der Schulden verwendet werden.</p>
1.06	OW	<p>Für den Kanton Obwalden steht nur der Schuldenabbau zur Diskussion.</p>
1.07	NW	<p>Für die Verwendung der 800 Tonnen Gold können wir einzig und allein die Variante zum Abbau öffentlicher Schulden befürworten. Jede Zweckbindung (Bildungsinitiative / Überbrückungsleistungen AVS) lehnen wir ab. Wir fordern, dass die Kantonsregierungen in eigener Kompetenz über zwei Drittel der Erlöse, welche ihnen gemäss Art. 99 Abs. 4 BV zustehen, entscheiden können.</p>

1.08	GL	<p>Bei dem für die Solidaritätsstiftung nicht benötigten Teil der Goldreserven ist am verfassungsrechtlichen Anspruch der Kantone auf mindestens zwei Drittel des Reingewinns der BNS festzuhalten. speziell legt der Regierungsrat des Kantons Glarus Wert darauf, dass der Anteil der Kantone nicht zweckgebunden sein, sondern zur freien Verfügung der Kantone stehen soll.</p> <p>Bei den zwei vorgeschlagenen Zweckbindungen zieht der Kanton Glarus die Variante Schuldenabbau der Variante Bildungsmassnahmen und Ausrichtung von Überbrückungsleistungen vor.</p>
1.09	ZG	<p>Der Regierungsrat des Kantons Zug spricht sich wie die CdC gegen eine Zweckbindung der nicht für die Stiftung vorgesehenen 800 Tonnen Gold aus.</p>
1.10	FR	<p>Nous partageons la position émise par la CdC. Pour la part des réserves d'or non affectée à la Fondation Suisse solidaire, la répartition inscrite actuellement dans la Constitution fédérale doit s'appliquer. Le Conseil d'État rejette une modification de cette répartition. Il considère que les cantons doivent également pouvoir utiliser librement la part des revenus qui leur revient. Il n'est dès lors pas favorable à prévoir une affectation liée à des secteurs précis sur la base d'une prescription fédérale.</p> <p>Dans l'hypothèse où un transfert rapide des 800 tonnes d'or à disposition était exigé, le Conseil d'État se prononce en faveur d'une réduction concertée des dettes de la Confédération et des cantons.</p>
1.11	SO	<p>Wir halten grundsätzlich an der zweckfreien Verwendung der den Kantonen zustehenden Gewinne der BNS fest. Der Verkauf der Goldreserven ist als nachträgliche Gewinnausschüttung von in den Vorjahren zuviel einbehaltenen Gewinnen zu verstehen (Realisierung stiller Reserven) und soll deshalb gemäss Art. 99 Abs. 4 BV zwischen Bund und Kantonen verteilt werden.</p> <p>Sollte die ausserordentliche Gewinnausschüttung mit einer Auflage zur Verwendung der Mittel verbunden werden, sprechen wir uns für eine konzertierte Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen aus.</p>
1.12	BS	<p>Bei den nicht für die Stiftung vorgesehenen 800 Tonnen Gold ist der in der BV verankerte Verteilschlüssel für die Notenbankgewinne anzuwenden. Der Regierungsrat lehnt eine Zweckbindung für den Kantonsanteil ab, da die Kantone auch in Zukunft über die Handlungsfreiheit bei der Verwendung der ihnen zustehenden Erträge verfügen müssen.</p>
1.13	BL	<p>Wir unterstützen die Position der CdC und verzichten auf weitere Bemerkungen.</p>
1.14	SH	<p>Die den Kantonen zustehenden Erträge sollen nicht für staatliche Aufgaben zweckgebunden werden.</p> <p>Unter der Voraussetzung, dass die vom Bundesrat vorgeschlagene Übergangsbestimmung zu Art. 99 Abs. 4 BV zustande kommt, spricht sich der Regierungsrat für einen Schuldenabbau aus.</p>
1.15	AR	<p>Beim Erlös aus dem Verkauf von Goldreserven der BNS handelt es sich um einen ausserordentlichen Notenbankgewinn. AR ist bereit, auf die Erträge aus dem Erlös von 500 Tonnen Gold zugunsten der Stiftung zu verzichten. Hingegen stehen 2/3 der restlichen 800 Tonnen den Kantonen ohne Zweckbindung zu. Es ist nicht Sache des Bundesgesetzgebers, die Verwendung auf Kantonsebene zu bestimmen. Unabhängig davon ist AR entschieden der Ansicht, dass die Mittel für einen konzertierten Schuldenabbau auf Bundes- wie auf Kantonsebene einzusetzen sind.</p>
1.16	AI	<p>Der jährliche Erlös aus den Goldverkäufen (800 Tonnen) ist analog dem Verteilschlüssel der Nationalbankgewinne zwischen Bund und Kantonen aufzuteilen und auszuzahlen (1/3 Bund; 2/3 Kantone). Die Kantone verfügen dabei frei über den an sie jährlich ausbezahlten Anteil. Auf Bundesebene dürfen die Gewinne aus dem anteiligen Goldverkauf nur für die Schuldentilgung und nicht für neue Aufgaben verwendet werden.</p>
1.17	SG	<p>Wir stellen uns vollumfänglich hinter die Stellungnahme der CdC. Insbesondere halten wir fest, dass wir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - eine Veränderung des gültigen Verteilschlüssels von Art. 99 Abs. 4 BV für die Verwendung der von der Solidaritätsstiftung nicht benötigten 800 Tonnen Gold

		<p>strikte ablehnen;</p> <ul style="list-style-type: none"> - eine Zweckbindung der Kantonsanteile der zur Diskussion stehenden 800 Tonnen Gold ebenfalls strikte ablehnen. Dabei weisen wir speziell darauf hin, dass sich ja auch der Bundesrat in seinem Finanzleitbild vom 4. Oktober 1999 klar gegen das Instrument der Zweckbindung der Einnahmen stellt; - sofern überhaupt auf einer raschen Auslagerung des entsprechenden Goldbestandes beharrt wird, eine konzertierte Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen unterstützen.
1.19	AG	<p>Der Kanton Aargau schliesst sich der Stellungnahme der CdC an.</p> <p>Die nach Abzug der für die Stiftung solidarische Schweiz vorgesehenen 500 Tonnen noch verbleibenden 800 Tonnen Gold sind vollumfänglich für den Abbau der Schulden von Bund und Kantonen zu verwenden. Nur mit einer solchen konzertierten Aktion gelingt es, die Schulden nachhaltig zu reduzieren und für die zukünftigen Generationen neue Handlungsspielräume zu schaffen. Eine Zweckbindung für einzelne oder mehrere Aufgabenbereiche lehnen wir ab.</p>
1.20	TG	<p>Die Kantone sollen in eigener Kompetenz über die Verwendung des ihnen zustehenden Anteils aus dem Veräusserungsgewinn der 800 Tonnen Gold befinden können. Von den unterbreiteten Varianten für eine Verwendung dieses Sondervermögens geniesst für uns der Schuldenabbau ganz klar Priorität. Im Übrigen schliessen wir uns der Stellungnahme der CdC an.</p> <p>Grundsätzlich lässt sich darüber diskutieren, zur Stärkung der AVS einen Teil der Goldreserven der Nationalbank zu verwenden. Leistungsmässig wird die 1. Säule der Altersvorsorge je länger je mehr von der 2. und 3. Säule verdrängt. Angesichts der demographischen Entwicklung gerät die auf dem Umlageverfahren basierende 1. Säule immer mehr in strukturelle Schwierigkeiten, weshalb im Hinblick auf die Leistungsgarantie ein moderater Ausbau gerechtfertigt ist. Denkbar wäre es, den Bundesanteil dafür einzusetzen.</p>
1.21	TI	<p>Il nostro Consiglio ha esaminato il rapporto in oggetto e dopo attenta riflessione è giunto alla conclusione che l'utilizzo dell'intero capitale derivante dalla vendita delle 800 tonnellate per l'abbattimento dei debiti della Confederazione e dei Cantoni rappresenta il modo migliore per far approfittare dei benefici dell'operazione vaste cerchie della popolazione.</p>
1.22	VD	<p>Le Canton de Vaud est opposé à toute modification de la clé de répartition en vigueur entre la Confédération et les cantons. Ainsi le Conseil d'État approuve l'affectation des 800 tonnes d'or prioritairement à la réduction de la dette publique en souhaitant cependant que des montants soient subsidiairement octroyées à l'AVS/AI.</p> <p>Légitime sur le fond en terme de défense du fédéralisme et d'intérêt financier des cantons, l'affectation des bénéfices de la vente de 800 tonnes d'or à la seule réduction de la dette publique pourrait compromettre la création de la Fondation Suisse solidaire dans la mesure où le grand public risque de ne pas trouver un intérêt direct dans la réduction de la dette publique, contrairement à la solution visant à renflouer les caisses de l'AVS.</p> <p>Le Conseil d'État se prononce donc en faveur de la variante qui prévoit une réduction concertée des dettes de la Confédération et des cantons en proposant toutefois qu'une partie des montants soient subsidiairement affectées à l'AVS/AI pour les raisons évoquées ci-dessus.</p>
1.23	VS	<p>Der Staatsrat des Kantons Wallis teilt die Auffassung der CdC, dass der für die Solidaritätsstiftung nicht benötigte Teil des Goldes der Nationalbank (800 Tonnen) nicht für einzelne staatliche Aufgaben zweckgebunden werden darf. Eine Zweckbindung würde innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen führen, und der anfängliche Vermögensbestand wäre rasch aufgebraucht. Der Staatsrat vertritt mit Nachdruck die Auffassung, dass die Kantone in eigener Kompetenz über die Verwendung der ihnen aufgrund von Artikel 99 Absatz 4 BV mindestens zu zwei Dritteln zustehenden Erlöse aus dem Verkauf der 800 Tonnen Gold zu entscheiden haben. Die Anwendbarkeit der verfassungsrechtlichen Gewinnverteilregel nach Art. 99 Abs. 4 BV kann nicht bezweifelt werden. Bilanzrechtlich handelt es sich beim geplanten Goldverkauf um die Realisierung stiller Reserven der BNS, was zu einem zusätzlichen ausserordentlichen Gewinn des Notenbankinstitutes führt.</p>

		<p>Sofern überhaupt auf einer rascheren Auslagerung des entsprechenden Goldbestandes der Nationalbank beharrt wird, spricht sich die Walliser Kantonsregierung für eine konzertierte Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen aus. Damit wird zusätzliche Handlungsfreiheit geschaffen, die es Bund und Kantonen ermöglicht, ihre staatlichen Aufgaben besser wahrzunehmen.</p>
1.24	NE	<p>Nous considérons que les cantons devraient pouvoir disposer de ce bénéfice extraordinaire dans la proportion déterminée actuellement par l'article 99, alinéa 4, de la Constitution fédérale pour la répartition du bénéfice net de la banque, soit à raison d'au moins deux tiers, et cela sans aucune obligation d'utilisation préalablement déterminée.</p> <p>Si la disposition constitutionnelle proposée par le Conseil fédéral était néanmoins maintenue, le Parlement fédéral devra se déterminer sur l'affectation des réserves d'or disponibles. Dans cette hypothèse, le Conseil d'État donne clairement sa préférence à la réduction de la dette publique de la Confédération et des cantons.</p>
1.25	GE	<p>Le canton de Genève souscrit pleinement aux principes que la CdC a développés dans sa réponse à cette consultation. Ainsi, conformément à la position de la CdC, nous nous opposons à toute utilisation affectée du produit de la vente de l'or pour des tâches publiques particulières. Notre préférence va à la variante « réduction de la dette publique », qui allégera la Confédération et les cantons au niveau des charges d'intérêt et leur accordera de nouvelles marges de manœuvre.</p>
1.26	JU	<p>La première variante visant à promouvoir la formation et à verser des prestations transitoires est catégoriquement rejetée. Seule la deuxième variante permettant une réduction concertée de la dette publique doit être retenue. Il s'agit de respecter les dispositions légales arrêtées par la Constitution fédérale.</p>
2.01	BG	<p>Das Bundesgericht verzichtet auf eine Stellungnahme. Die Vorlage enthält keine Fragen, zu denen sich das Bundesgericht in der Regel äussert.</p>
2.02	EVG	<p>Da die Vorlage unsere Gerichtsorganisation und das Rechtsmittelverfahren nicht direkt betrifft, verzichten wir auf eine Stellungnahme.</p>
3.01	PRD	<p>In Fortführung unserer Politik des Gesamtzusammenhangs und unter Wahrung der Interessen künftiger Generationen sprechen wir uns klar für den Vorschlag eines Schuldenabbaus aus. Als Variante hierzu wäre für uns auch denkbar, die Erträge der überschüssigen Goldreserven – unter Beibehaltung des geltenden Verteilschlüssels – in die allgemeine Bundeskasse fliessen zu lassen. Die Vorhaben des Bundes zur Verbesserung der Situation im Bildungsbereich und in der AVS sind in der Sache unbestritten prioritär und im Sinne einer nachhaltigen Politik des Gesamtzusammenhangs weiter zu verfolgen und zu unterstützen. Die Finanzierung entsprechender Vorhaben hat aber auf dem ordentlichen Budgetweg und damit transparent und unter genauer Kenntnis der Auswirkungen auf die künftigen Generationen zu erfolgen.</p>
3.02	PDC	<p>Die PDC kann sich mit keinem der Bundesratsvorschläge zufrieden geben. Aus ihrer Sicht ist es wichtig, dass bei der ganzen Verwendungsdiskussion ein konkretes Ziel verfolgt wird. Der Nutzen der Verwendung soll beim Schweizer Volk liegen und der Verwendungszweck soll nicht allzu einseitig ausgerichtet sein. Sie schlägt folgende Verwendung vor:</p> <p>Da die nicht benötigten Goldreserven im Prinzip zurückbehaltene Notenbankgewinne darstellen, ist der verfassungsrechtliche Gewinnverteilungsschlüssel nach Art. 99 Abs. 4 BV anzuwenden. Damit stehen zwei Drittel des Sondervermögens den Kantonen zu. Ein Teil davon kann als Beitrag zur Flexibilisierung des Rentenalters betrachtet werden. Die PDC unterstützt die Schaffung der Möglichkeit zum Rentenvorbezug ab 62 Jahren, fordert aber, dass dieser Vorbezug kostenneutral sei. Daher unterstützt die PDC die Einführung eines Modells mit versicherungstechnischer Kürzung der Rente im Falle des Vorbezugs. Wir sind der festen Überzeugung, dass dieser Vorbezug sozialpolitisch tragbar ist. Versicherte in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen haben einen Rechtsanspruch auf Ergänzungsleistungen, auch im Falle eines Vorbezuges. Die Ergänzungsleistungs-Ausgaben der Kantone werden aus diesem Grund ansteigen. Um diese Mehrausgaben zu decken, sind die Kantone auf zusätzliche Finanzierungsmittel angewiesen. In diesem Sinne stellt ein Teil des Anteils der Kantone an den Erträgen aus den überschüssigen Goldreserven eine direkte Kompensation ihrer vorerwähnten</p>

		<p>Mehrausgaben im Bereich der Ergänzungsleistungen dar.</p> <p>Jener Drittel, der dem Bund zusteht, soll zweckgebunden für eine Bildungsinitiative verwendet werden. Die PDC unterstützt im Grundsatz die Idee der Finanzierung von Bildungsmaßnahmen, vor allem im Bereich der neuen IuK-Technologien. Sie hat dies in der jüngeren Vergangenheit bereits verschiedentlich zum Ausdruck gebracht. Auch unterstützt sie die vom Bundesrat zum Ausdruck gebrachten vier Grundsätze: chancengleicher Zugang für alle, Befähigung aller zu den neuen IuK-Technologien, Freiheit in der Ausgestaltung durch Initiative aller und freien Wettbewerb sowie das Schaffen einer breiten Akzeptanz für den verantwortungsbewussten Umgang mit den neuen Technologien.</p>
3.03	PS	<p>Die PS ist in erster Priorität für den Einsatz der 800 Tonnen Gold (resp. der Zinserträge aus dem Verkaufserlös) für die AVS.</p> <p>Subsidiär unterstützt die PS auch die erste Bundesratsvariante, die vorsieht, dass die Zinserträge aus dem Verkaufserlös zunächst für vier Jahre für eine Bildungsinitiative in IuK-Technologien eingesetzt werden und anschliessend zur Finanzierung von Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS (Witwenrente, flexible Pensionierung, Ergänzungsleistungen in Härtefällen) eingesetzt werden, wobei die PS keine zeitliche Befristung der Überbrückungsleistungen fordert.</p> <p>Auf jeden Fall lehnt die PS entschieden den Vorschlag der kantonalen Finanzdirektoren ab, die Erträge zur Schuldentilgung einzusetzen.</p> <p>Die Goldreserven der BNS sind als Bundesvermögen zu betrachten und zu behandeln. Die Kantone sind bereits Nutzniesser bei der Gewinnausschüttung im Rahmen des verfassungsmässigen Gewinnverteilungsschlüssels. Eine analoge Anwendung des Verteilungsschlüssels beim Abbau von nicht benötigten Reserven ist nicht zwingend.</p>
3.04	UDC	<p>Die UDC hat mit der Einreichung der „Goldinitiative“ ihren Vorschlag für die Verwendung der überschüssigen Goldreserven eingebracht. Sie setzt sich mit ihrem Vorschlag für die Ergänzung von Art. 99 Abs. 3 BV dafür ein, dass die Verwendung von überschüssigen Währungsreserven generell geregelt wird. Die UDC-Goldinitiative will die zur Verfügung stehenden Gold-Überschussreserven zur Sicherung der AVS-Renten und dadurch für die Entlastung der Wirtschaft und der Steuerzahler einsetzen.</p>
3.05	PLS	<p>L'utilisation des réserves d'or à fin de réduction de la dette publique, ceci selon l'actuelle clé de répartition (1/3 ;2/3) permettant ainsi l'allocation des ressources à l'allègement des charges d'intérêt de la Confédération et des cantons, représente indubitablement pour le PLS la meilleure des deux variantes proposées.</p>
3.07	PST	<p>Des deux variantes proposées, nous préférons la première (des mesures visant à promouvoir la formation et des prestations transitoires dans le domaine de l'AVS), avec des réserves.</p>
3.09	Grüne	<p>Les Verts n'approuvent aucun des projets présentés dans le document du Conseil fédéral. Nous pourrions pourtant en soutenir certains mais nous réprouvons les conséquences qui découleraient de ces choix.</p> <p>Nous souhaitons que les 300 millions de rendement issus des 10 milliards produits par cette vente – un rendement qui nous apparaît d'ailleurs bien bas au vu de ce que nous Union patronale suisse des rendements possibles sans prendre des risques – soient destinés aux enfants de notre pays. Ce serait une manière élégante de dépenser l'épargne de la nation en l'investissant dans l'avenir que représentent nos enfants. Inutile de préciser que nous pensons ici à tous les enfants qui vivent dans ce pays et pas seulement aux enfants suisses. Concrètement, puisque notre pays comprend 1,660 millions d'enfants de 0 à 19 ans, cela reviendrait à verser chaque année 180 francs à chaque enfant. Cela peut paraître peu. Mais on pourrait aussi décider que seules les familles disposant d'un petit revenu pourraient bénéficier de cette manne. Le montant par enfant en serait bien sûr augmenté. D'autres manières d'intervenir dans ce domaine ne sont pas à exclure.</p>
3.12	PCS	<p>Le PCS est en partie favorable à l'usage des réserves d'or pour financer la formation notamment continue. Il peut également accepter le financement temporaire de l'une ou l'autre prestation transitoire de l'AVS notamment en faveur de personnes dont leurs chances sur le marché du travail sont réduites en raison de leur âge ou d'un handicap.</p>

		<p>Autre proposition : Comme le proposait le PCS l'année dernière déjà, les moyens financiers dégagés par la vente des réserves d'or devraient d'abord servir à verser une rente mensuelle pour enfant de l'ordre de 500 francs qui remplacerait les allocations familiales actuelles. Cette priorité est dictée par le souci de réduire quelque peu les charges supplémentaires qui résultent du fait d'élever un ou plusieurs enfants. Vu l'évolution démographique de la Suisse, le PCS est d'avis qu'une telle contribution des pouvoirs publics est inéluctable et urgente.</p>
4.01	CDAS	<p>Vorerst halten wir fest, dass wir der Auffassung der CdC grundsätzlich zustimmen, wonach der durch die Bundesverfassung festgelegte Verteilschlüssel für die „überschüssigen“ Goldreserven der BNS im Verhältnis Kantone: Bund = 2:1 zu respektieren ist. Wir sind überzeugt, dass sich dieses Anliegen sowohl mit der Bildungsinitiative als auch mit den Überbrückungsleistungen verbinden lässt.</p> <p>Wir ziehen grundsätzlich die Variante „Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen“ (A) der Variante „Schuldenabbau“ (B) vor. Dabei könnten wir uns aber durchaus eine die beiden Versionen verbindende Lösung vorstellen. Zum einen könnte die Variante A zeitlich so begrenzt werden, dass die Variante B innert nützlicher Frist zum Zuge kommen könnte. Zum andern ist festzuhalten, dass Variante A davon ausgeht, dass lediglich die Kapitalerträge für eine bestimmte Zeit verwendet werden, dass aber das Kapital selbst nicht angetastet wird. Dieses stände zu gegebener Zeit der Variante B zur Verfügung.</p> <p>Da das Vermögen bei Variante A nicht angetastet wird, könnte zuerst die Bildungsinitiative und anschliessend die Überbrückungsleistungen folgen. Anschliessend an diese beiden grossen nationalen Massnahmen könnte das Vermögen zu zwei Dritteln an die Kantone und zu einem Drittel an den Bund zur Schuldentilgung gehen. Wir schlagen Ihnen diese kombinierte Massnahme vor, wobei politisch auszuhandeln wäre, wie lange die Frist für die Überbrückungsmassnahmen zu dauern hätte.</p> <p>Da die Kompetenzen finanziell sowohl im Bereich „gesetzliche Schulzeit“ wie auch „Ergänzungsleistungen und Sozialhilfe“ weitgehend bei den Kantonen liegen, wäre auch in dieser Übergangszeit der Aufteilungsschlüssel gemäss BV „2/3 Kantone; 1/3 Bund“ in etwa gewahrt.</p>
4.02	EDK	<p>Die EDK unterstützt die Auffassung der CdC.</p> <p>Sollte der Bundesrat im Einvernehmen mit den Kantonen eine Lösung bevorzugen, welche die überschüssigen Goldreserven nicht zur freien Verfügung der Kantone verwenden will, so stimmt die EDK der im Vernehmlassungsbericht vorgeschlagenen Bildungsinitiative zu.</p>
5.01	economiesuisse	<p>Die im Schosse der economiesuisse organisierte Wirtschaft spricht sich entschieden dafür aus, die im Zusammenhang mit der Aufhebung der Goldbindung des Frankens frei werdenden Mittel für den Abbau der Schulden bei Bund und Kantonen zu verwenden. Gleichzeitig sind die direkten Steuern im Umfang der Schuldzinsersparnisse zu senken. Diese Stellungnahme soll ausdrücklich nicht als Aussage gegen staatliche Massnahmen in der Bildungspolitik missverstanden werden. Vor dem Hintergrund des weltweiten Strukturwandels und des globalen Wettbewerbs erfordert ein qualitativ hochstehendes Bildungssystem flexible Anpassung und kontinuierliche Weiterentwicklung. Eine derart konzipierte Bildungspolitik ist aus dem laufenden Haushalt und nicht im Rahmen von improvisierten Massnahmenbündeln zu finanzieren. Der Einsatz der Erträge aus dem Sondervermögen zur Finanzierung von Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS kommt für economiesuisse nicht in Frage.</p>
5.02	USAM	<p>L'ensemble des associations membres de notre Union ayant pris position se sont prononcées en faveur du projet qui prévoit d'affecter les 800 tonnes d'or, dont la BNS n'a plus besoin pour remplir son mandat en matière de politique monétaire, à la réduction de la dette de la Confédération et des cantons. Le cas échéant, une partie de ce montant pourrait être affectée à l'AVS.</p>
5.03	UNION PATRONA LE SUISSE	<p>Die überwiegende Mehrheit aller Branchen- und Regionalorganisationen spricht sich für einen Abbau der Schulden bei Bund und Kantonen aus und lehnt die Finanzierung von Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen entschieden ab.</p>
5.04	FRPS	<p>La FRPS se prononce clairement en faveur d'une réduction de la dette de la Confédération.</p>

		tion et des cantons.
5.05	ASB	Von den beiden zur Diskussion gestellten Varianten bevorzugen wir den Schuldenabbau klar und eindeutig . Die durch den Schuldenabbau verringerte Zinsbelastung der öffentlichen Hand ist in Form von Steuererleichterungen an private Haushalte und Wirtschaft weiterzugeben.
5.07	USS	Die für die Solidaritätsstiftung nicht verwendeten Reserven sollen in den AVS-Fonds überwiesen werden. Auch vorstellbar wäre für den USS, die Goldreserven im AVS-Fonds nicht zu akkumulieren, sondern die Zinsen zur Finanzierung der laufenden Ausgaben der AVS zu verwenden . Wir gehen davon aus, dass diese Verwendung der Zinsen massgeblich dazu beitragen kann, dass die Mehrwertsteuer für die Finanzierung nicht oder weniger erhöht werden muss.
5.08	FSE	Wir lehnen sowohl einen Einsatz der Goldreserven im Bildungsbereich oder für den Abbau von Schulden bei Bund und Kantonen ab. Wir plädieren dafür, die frei werdenden Mittel vollumfänglich in den AVS-Fonds zu integrieren .
5.09	CSC	Die 800 Tonnen Gold sind für nachhaltige Zwecke einzusetzen, und nicht für einmalige Projekte. Wir erachten es als sinnvoll, die Mittel bzw. deren Erträge in die soziale Sicherheit zu investieren. Anders als vor 50 Jahren sind aber – wie neue Studien zeigen – nicht die älteren Menschen in finanzieller Bedrängnis, sondern die Jungen. Der CSC möchte mit diesen Mitteln gezielt die junge Generation unterstützen und schlägt vor, die Erträge der restlichen 800 Tonnen Gold für eine wesentliche Erhöhung der Kinderzulagen zu verwenden. Der CSC stellt sich ein eidgenössisches, einheitliches Kinderzulagensystem nach dem Grundsatz „ein Kind – eine Zulage“ vor, welches die heutigen unübersichtlichen kantonalen Familienzulagen ersetzt. Der Anspruch der Kantone auf einen angemessenen Anteil der Nationalbankerträge kann durch den Einsatz der Mittel für Kinderzulagen abgegolten werden. Da höhere Kinderzulagen ein optimales Mittel zur Senkung der Familienarmut sind, wie eine im Auftrag der Eidg. Koordinationskommission für Familienfragen kürzlich erstellte Studie aufzeigt, sparen die Kantone bei den Ausgaben für die Sozialhilfe. Von den beiden vom Bundesrat zur Diskussion gestellten Vorschlägen ziehen wir klar die Variante „Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen“ vor.
6.01	FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTES	Bei der Goldverwendung ist grundsätzlich darauf zu achten, dass die Mittel für Projekte eingesetzt werden, welche die Frauen und die Gleichstellung von Mann und Frau in der Schweiz ernsthaft fördern . Der FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE zweifelt daran, dass eine Bildungsinitiative diesen Zweck erfüllt. Er unterstützt hingegen die Finanzierung von Überbrückungsleistungen und zieht im Sinne einer nachhaltigen Sozial- und Finanzpolitik einen Schuldenabbau einer Bildungsinitiative vor.
6.02	UPS	Der UPS spricht sich für Variante 1, d.h. für eine Bildungsinitiative und für Überbrückungsleistungen aus. Es ist aber unerlässlich, diese Gelder effizient und gezielt einzusetzen. Es darf kein Giesskannenprinzip angewendet werden, sondern es muss projektbezogen gehandelt werden. Die Variante 1 hat unserer Ansicht nach auch eine grössere Breitenwirkung als die Variante 2 (Schuldenabbau).
6.03	SSRV	Der SSRV unterstützt den ersten Vorschlag (Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen), wobei er in Bezug auf die vorgeschlagenen Massnahmen Änderungen beantragt.
6.04	Pro Senectute	Wir begrüssen grundsätzlich den ersten Vorschlag (Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen) . Um mit den Erträgen aus dem Sondervermögen ein Zeichen setzen zu können, sollten daraus gesellschaftlich sinnvolle und notwendige Projekte finanziert werden.
6.05	SKOS	Für die Behandlung des Geschäfts sind aus unserer Sicht zwei Punkte wichtig : <ul style="list-style-type: none"> - Die Realisierung der Stiftung solidarische Schweiz darf nicht weiter verzögert werden. - Die 11. AHV-Revision darf nicht mit diesem Geschäft verknüpft, sondern muss zügig realisiert werden. Die überschüssigen Goldreserven sollen für Projekte von gesamtschweizerischem

		Interesse eingesetzt werden, die zukunftsgerichtet sind. Wir können uns durchaus vorstellen, dass in einem ersten Schritt, wie vom Bundesrat vorgeschlagen, eine zeitlich begrenzte Bildungsinitiative realisiert wird. Wir sind der Auffassung, dass die spätere Verwendung zum heutigen Zeitpunkt offen gelassen werden sollte. Wir sehen aber durchaus die Möglichkeit, Erträge für AVS einzusetzen, die aber zweckgebunden sein sollten.
6.06	ADF	Nous préférons la variante visant à promouvoir la formation et le financement destiné à corriger les effets de la 11^e révision de l'AVS. Une fois ces actions terminées, l'argent devrait revenir aux cantons et à la Confédération, selon la proposition de partage 2/3 – 1/3.
7.01	Ausgleichskassen	Die Stellungnahmen unserer Konferenz beschränken sich auf Durchführungsfragen. Die Frage, ob die Erträge aus dem Sondervermögen zur Finanzierung von Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS verwendet werden sollen, ist politischer Natur. Daher verzichten wir auf eine Stellungnahme.
7.02	ASSOCIATION SUISSE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES	Wir bevorzugen klar den direkten Abbau von Schulden bei Bund und Kantonen durch Mittel aus der Auflösung von Goldreserven der BNS.
7.03	IVSK	Da sich beim vorliegenden Projekt keine Fragen zur Durchführung der Sozialpolitik stellen, verzichten wir auf eine Stellungnahme.
8.01	SDK	Wir möchten auf eine Stellungnahme verzichten , da wir den Verwendungsentscheid als eine politische Angelegenheit ansehen. Sollten die eidg. Räte eine teilweisen Abführung der Goldreserven in eine Bildungsinitiative beschliessen, so werden wir uns rechtzeitig wieder vernehmen lassen.
8.02	FSEA	Die FSEA bevorzugt den ersten Vorschlag „ Finanzierung von Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen “.
8.03	ECH	Wir unterstützen mit Nachdruck die Idee einer Bildungsinitiative gekoppelt mit gezielten Überbrückungsleistungen im AVS-Bereich.
8.04	FET	La première proposition qui prévoit des mesures de formation dans le domaine des NTIC reçoit notre aval avec enthousiasme. Le développement des compétences des gens dans ce domaine est porteur de développement pour l'avenir. Il constitue un élément cadre de l'économie future qui sera hautement stratégique. Il nous semble inopportun d'envisager l'usage de ces ressources pour palier au dispositif de l'AVS ou de son financement. La Fondation Suisse solidaire pourrait assurer ce rôle palliatif dans les situations aiguës. Un accroissement éventuel des montants attribués à la Fondation Suisse solidaire pourraient être envisagés pour couvrir ces coûts. Des engagement ponctuels particuliers pourraient toutefois être envisagés.
8.05	CTIE	Les NTIC provoquent des transformations considérables inéluctables dans notre société à tous les niveaux. Les changements sont si rapides qu'il n'est pas possible de laisser la société s'adapter tranquillement. Il s'agit bien d'une révolution dans les méthodes de communication, de formation et de travail. Il est donc absolument nécessaire de procéder à l'instar des pays voisins, à une véritable offensive de formation afin de donner la possibilité à chaque habitante et chaque habitant de notre pays de se former à des NTIC.
8.06	TRIS2	Wir begrüssen die Bildungsinitiative ausdrücklich. Sie ist nötig, um dem Bildungswesen der Schweiz auf dem Gebiet der neuen IuK-Technologien einen wichtigen Impuls zu geben.
8.07	CIIP	Notre Conférence se range prioritairement à l'avis émis par la Conférence des Gouvernements cantonaux en ce qui concerne la Fondation Suisse solidaire et la disposition transitoire relative à l'article 99 de la Constitution fédérale. Notre avis s'inscrit donc exclusivement dans l'hypothèse où, néanmoins, le Conseil fédéral retiendrait, à l'issue de la

		présente consultation, la variante des mesures visant à promouvoir la formation. Dans ce sens nous apportons notre soutien aux mesures de formation proposées dans le rapport de consultation.
9.01	FPV	Nous sommes d'avis que si la vente de la moitié du stock d'or de la BNS doit être réalisée, c'est la réduction de la dette de la Confédération et des cantons qui nous semble constituer la seule solution acceptable.
9.02	Prometerre	<p>Des deux variantes proposées, nous choisissons la première qui comprend des mesures visant à promouvoir la formation destinées en particulier à la mobilisation en faveur de milieux défavorisés et des prestations transitoires dans le domaine de l'AVS notamment aux titres de rente de vieillesse anticipée et d'aide à la réinsertion professionnelle difficile. Pour les deux domaines d'affectation, nous demandons qu'une tranche soit prévue en faveur des agriculteurs.</p> <p>La difficulté majeure de l'agriculture suisse provient de l'obligation qui lui est imposée de se rapprocher des prix européens; dans le rattrapage engagé, les taux de change jouent un rôle considérable. Il n'est pas exagéré de dire que la moitié de l'écart de prix à combler a une origine monétaire; or on ne voit vraiment pas pourquoi les paysans devraient payer une surévaluation du franc suisse par un surcroît de rationalisation. Cette relation de cause à effet légitime par conséquent à nos yeux l'affectation d'une partie du produits des ventes d'or à des mesures de soutien en faveur des agriculteurs.</p> <p>En matière de prévoyance professionnelle des agriculteurs (deuxième pilier en complément de l'AVS), le domaine familial a constitué traditionnellement et jusqu'il y a quelques années la caisse de retraite des paysans. Or, consécutivement à la nouvelle politique agricole, qui a entraîné une chute des prix et une baisse générale des revenus, la valeur de transmission du domaine à la génération subséquente est la plupart du temps inférieure à la valeur de reprise du cédant lorsqu'il s'est installé. Cette perte de substance du patrimoine familial entame donc la prévoyance sociale du chef d'exploitation. Il est de ce fait tenté de s'accrocher à son domaine et aux paiements directs qui lui son associés le plus longtemps possible, au détriment de la jeune génération et d'une évolution souhaitable des structures. En bref, nous constatons le besoin évident de constituer une caisse fédérale de pension en faveur des agriculteurs avec un cofinancement de la Confédération.</p> <p>L'opportunité de disposer immédiatement d'un capital permettant le versement de rentes de vieillesse anticipées, afin de favoriser l'évolution et la rationalisation des structures en permettant, dans le meilleur délai, leur adaptation aux exigences de la nouvelle politique agricole.</p> <p>Dans notre esprit, le programme de désendettement de l'agriculture qu'évoque le Conseil fédéral dans son Rapport d'intégration 1999 pourrait être remplacé par le cofinancement par la Confédération d'une caisse de retraite en faveur des agriculteurs.</p>
9.03	Caritas	Caritas erachtet den Einsatz der Mittel sowohl im Bereich Bildung und AVS-Überbrückungsleistungen wie auch für einen Schuldenabbau als sinnvoll . Sie verzichtet daher darauf, sich für die eine oder andere Variante auszusprechen. Caritas ist der Meinung, dass die verschiedenen beteiligten staatlichen Akteure in einem politischen Ausmarchungsprozess zu einem Konsens finden sollten. Auf jeden Fall ist zu vermeiden, dass die beiden Varianten einer unfruchtbaren, öffentlichen Auseinandersetzung unterworfen werden, in der es letztlich kaum Gewinner, aber viele Verlierer geben könnte.
9.04	PS Frauen	<p>Die PS Frauen würden es begrüßen, wenn die Zinserträge aus den Goldreserven grundsätzlich unter dem Titel „Soziale Sicherheit“ eingesetzt würden. Darunter würden sowohl die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der AVS/IV fallen als auch Ergänzungsleistungen für Familien. Das Gold gehört allen Generationen und soll diesen auch zukommen. Mit dem Einsatz der Erträge aus den Goldreserven für Ergänzungsleistungen für Familien, Witwen mit erziehungsbedingten Erwerbsunterbrüchen und ältere Arbeitslose kann der Zusammenhalt der Gesellschaft gestärkt werden. Indem die Goldreserven als soziale Investition für alle Generationen eingesetzt werden, erhalten deutlich mehr Menschen in diesem Land eine Perspektive und die reale Chance, ihr Leben eigenverantwortlich zu führen. Die Gesellschaft als Ganzes wird damit gestärkt.</p> <p>Aus Sicht der PS Frauen hat der Bundesrat mit dem Verzicht auf den Vorschlag „Ergänzungsleistungen für Familien“, welche eine bundesrätliche Arbeitsgruppe</p>

		<p>eingebraucht hat, die falsche Auswahl getroffen. Sozialpolitisch besteht der grösste Handlungsbedarf bei den Familien. Sie sind diejenige Gruppe, die am meisten von Armut betroffen ist. Dass ausgerechnet für diese Bevölkerungsgruppe nichts vorgesehen ist, ist für die PS Frauen unverständlich. Mit den Ergänzungsleistungen, welche nach Schätzung der Arbeitsgruppe pro Jahr rund 125 Mio. Fr. benötigen würden, könnte mit wenig Geld eine grosse Wirkung entfaltet werden. Denn Familienarmut ist eine sozialpolitische Zeitbombe. Einerseits entstehen durch die Armut direkte volkswirtschaftliche Kosten. Andererseits ist die finanzielle Belastung durch Kinder aber auch für immer mehr Paare ein wichtiger Grund, auf (weitere) Kinder zu verzichten. Die rapide sinkende Geburtenrate mit den mittelfristigen Fragestellungen nach der demografischen Veränderung der Gesellschaft sind eine klare Antwort auf die mickrige Unterstützung der Familien durch den Staat. Aus Sicht der PS Frauen müssen deshalb die Ergänzungsleistungen mit Hilfe des Geldes aus den Goldreserven auch auf die Familien ausgedehnt werden.</p>
9.05	SSH	<p>Investitionen in Bildungsmassnahmen sind grundsätzlich sinnvoll, um den Humankapital-Bestand in der Schweiz zu heben bzw. zu fördern. Aus unserer Sicht müsste daher insbesondere in zukunftssträchtige Infrastrukturprojekte auf dem Gebiet der IuK-Technologien investiert werden. Wir bevorzugen daher die Variante „Bildungsinitiative“. Durchaus vorstellen könnten wir uns eine Kombination von Schuldenabbau und (zeitlich befristeten) Bildungsinvestitionen in die Zukunft.</p>
9.06	ASSOCIATION DE SOUTIEN À LA FONDATION SUISSE SOLIDAIRE	<p>Die ASSOCIATION DE SOUTIEN À LA FONDATION SUISSE SOLIDAIRE votiert für eine überzeugende Vorlage, die Schwerpunkte setzt und die den Konsens zwischen unterschiedlichen Ansprüchen herstellt. Unser vorrangigstes Interesse liegt bei der baldigen Realisierung der Stiftung – wenn möglich im Rahmen eines Gesamtkonzepts für die Verwendung der nicht mehr benötigten Goldreserven und auf der Basis der vorgeschlagenen Übergangsbestimmung in der BV.</p>
9.07	AIHK	<p>Wir teilen die Meinung von economiesuisse, die nicht mehr benötigten Goldreserven der Nationalbank für den Schuldenabbau bei Bund und Kantonen gemäss Art. 99 Abs.4 BV einzusetzen.</p>
9.08	HK GR	<p>Wir erachten den ersten Vorschlag, umfassend zunächst die Finanzierung von Bildungsmassnahmen im Bereiche der neuen IuK-Technologien und danach die Finanzierung von Überbrückungsleistungen im Bereiche der Sozialversicherungen vorzunehmen, als sinnvoll, zumal beide Verwendungszwecke zeitlich limitiert sind und keine Gefahr besteht, die strukturelle Verbesserung in beiden Bereichen – nämlich Bildungspolitik und Sozialversicherungspolitik – würde deswegen auf die lange Bank geschoben oder gar aufgegeben.</p>
9.09	IHK TG	<p>Die IHK Thurgau setzt sich dafür ein, dass der Erlös aus der Veräusserung der restlichen 800 Tonnen Gold gemäss dem zweiten Vorschlag des Bundesrats zur Schuldentilgung einzusetzen ist. Von den drei Vorschlägen erscheint dieser als der vernünftigste und unter dem gesamtwirtschaftlichen Standpunkt als der neutralste.</p>
9.10	HK SO	<p>Der Vorstand der Solothurner Handelskammer vertritt entschieden die Auffassung, dass das Sondervermögen aus den Reservebeständen des Goldes für den Abbau der Schulden bei Bund und Kantonen gemäss dem geltenden verfassungsrechtlichen Verteilschlüssel für Notenbankgewinne eingesetzt wird.</p>
9.11	CC GE	<p>Parmi les possibilités d'utilisation proposées par le Conseil fédéral, nous estimons que les sommes obtenues par la vente d'or devraient être consacrées en priorité à la réduction de la dette publique, aussi bien de la Confédération que des cantons. Une réduction de l'endettement public nous paraît judicieuse, car elle profitera à l'ensemble de la population.</p>
9.12	CC JU	<p>Si la vente de la moitié du stock de la BNS devait être réalisée, c'est la diminution de la dette de la Confédération et des cantons, selon le mode de répartition proposé, qui nous semble constituer la seule solution acceptable.</p>
9.13	IHK VS	<p>Der Vorschlag, im Zeitalter der New Economy eine neue Bildungsoffensive des Bundes zu lancieren, entspricht ganz und gar dem aktuellen politischen Wirtschaftsverständnis. Man kümmert sich lieber um medienträchtigen Aktivismus als um eine ordnungspolitisch</p>

		saubere und auf die Schaffung von attraktiven Rahmenbedingungen ausgerichtete Wirtschaftspolitik. Unsere Kammer spricht sich deshalb für einen Abbau der Schulden beim Bund und bei den Kantonen aus. Dabei müssen die Mittel gemäss dem geltenden verfassungsrechtlichen Verteilschlüssel für Notenbankgewinne aufgeteilt werden.
9.14	FH	Nous soutenons la position d'économiesuisse selon laquelle la partie des réserves d'or dont il est question doit être utilisée pour réduire la dette publique . Il nous apparaît en effet que cette utilisation est la plus favorable à la place économique suisse.
9.15	SAP	Die Mittel sind zukunftsgerichtet einzusetzen. Die Bereinigung alter Schulden erfüllt dieses Ziel nur, wenn gleichzeitig mindestens in diesem Umfang die Fiskalbelastung zurückgeht. Die Sozialwerke sind bereits derart gut ausgebaut, dass ein Ausgleich für Ungereimtheiten aus jenen Mitteln genommen werden muss. Angezeigt ist die Verwendung der Mittel für Bildung, und zwar konzentriert auf Volksschulen, allgemeinbildende Schulen der Sekundarstufe II und Berufsschulen. Die Mobilisierung bildungsferner Schichten ist auf diese Art nicht möglich.
9.16	SBmV	Grundsätzlich sind wir der Meinung, der Verkaufserlös aus den fraglichen 800 Tonnen Gold sei zum Abbau öffentlicher Schulden einzusetzen.
9.17	SGCI	Die frei werdenden Mittel sollen zur Schuldentilgung oder zur Vermeidung künftiger Steuererhöhungen (MWSt. für die AVS) verwendet werden. Gleichzeitig sind die direkten Steuern im Umfang der Schuldzinsersparnisse zu senken.
9.18	Swissmem	Der Schuldenabbau ist die sinnvollste und einzig richtige Verwendungsmöglichkeit der Goldreserven der BNS. Folgende Gründe sprechen dafür: <ul style="list-style-type: none"> - Der Erlös aus den Goldverkäufen der BNS ist ein einmalig anfallendes Vermögen. Es ist falsch, daraus Ausgaben zu finanzieren, die aus dem normalen Bundesbudget finanziert werden sollten. - Eine Zweckbindung der Mittel, sei es für die Bildungsinitiative oder für die Überbrückungsleistungen, ist volkswirtschaftlich gesehen nicht wünschenswert. Einnahmen sollten wenn immer möglich unabhängig von den Ausgaben betrachtet werden.
9.19	SRF	Wir sind der Meinung, dass der Erlös aus dem Verkauf der 800 Tonnen Gold aus den Reserven der BNS für einen Abbau der Schulden von Bund und Kantonen einzusetzen sei. Den Alternativvorschlag zur Finanzierung von Bildungsmassnahmen im Bereich der neuen IuK-Technologien sowie zur Finanzierung von Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS können wir nicht unterstützen. Die Bildungsmassnahmen würden, sofern sie zentral geplant und durchgeführt würden, komplizierte neue Strukturen erfordern und praktisch einem Impulsprogramm für die wahrhaftig nicht notleidende „Aus- und Weiterbildungsindustrie“ gleichkommen.
9.20	Viscom	Wir unterstützen grundsätzlich die Linie von economiesuisse, wonach der vollumfängliche Schuldenabbau bei Bund und Kantonen die sinnvollste ökonomische Verwendungsmöglichkeit darstellt.
9.21	VSIG	Wir sind der Ansicht, dass die öffentlichen Schulden abzubauen sind, damit die enormen Zinszahlungen verringert werden. Zudem ist auch dafür besorgt zu sein, dass erstens der Schuldenabbau weitergeht und zweitens keine weiteren Schulden entstehen.
9.22	CASS	Der CASS und die einzelnen Akademien wollen sich dem Anliegen, öffentliche Schulden abzubauen, nicht verschliessen. Sie meinen indessen, dass die andere Option, welche eine Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen im Bereich der Sozialversicherung ins Auge fasst, im heutigen Zeitpunkt Vorrang verdient.
9.23	droit à la vie	Nous proposons l'utilisation des moyens provenant de la vente annuelle progressive des réserves d'or excédentaires pour constituer un fonds national de solidarité pour les mères et les familles en difficultés financières suite à une nouvelle grossesse y compris les cas d'attente d'un enfant handicapé. Les revenus seraient utilisés d'une part à la formation du personnel de conseil et d'accompagnement des femmes et familles en difficultés y compris les conseils juridiques en matière de droit du travail, du droit des assurances sociales et du droit civile et d'autre part à des aides directes distribuées par les organismes cantonaux de consultation et de conseil. Si l'on compte sur un montant équivalent à une rente minimale AVS par

		<p>cas et sur un nombre de cas d'environ 15'000 par année on arrive à un montant total de l'aide directe de 150 millions de francs. Pour l'exploitation des centres de consultation avec le matériel, y compris le matériel didactique nécessaire, nous pouvons nous baser sur les expériences des nombreux SOS futures-mères déjà en activité, il faudrait tabler sur un personnel de l'ordre de 1'000 personnes réparties sur tout le territoire de la Confédération ce qui engendrerait des coûts de l'ordre de 100 millions de francs. Il y aurait lieu en outre d'étendre l'aide aux familles acceptant un enfant handicapé et nous estimons que les dernières 50 millions annuels devraient être réservés à financer du personnel d'aide et du matériel spécial pour le soutien des familles, étant bien entendu que les frais de traitement du handicap demeurent comme par le présent du domaine de l'AI.</p> <p>L'utilisation des revenus provenant des réserves d'or excédentaire de cette façon remplit des quatre critères ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit d'une tâche urgente d'intérêt national. - Les moyens profitent à l'ensemble de la population. - Il n'y a pas de déséquilibre au profit d'une couche de la population ou d'une région. - Il n'y a pas de danger de galvaudage. <p>En plus, l'utilisation des revenus proposée a un effet positif sur l'économie par freinage du recul des naissances. Le recul des naissances est un des facteurs les plus importants des difficultés actuelles. Son freinage conduit à une augmentation du nombre de consommateurs et plus tard de producteurs. Par l'effet de multiplicateur ces dépenses financées par les revenus du capital provenant des réserves d'or excédentaires induisent à leur tour des investissements qui ont un effet vivifiant sur l'économie. Même au niveau de la formation on peut attendre un effet bénéfique par augmentation de la population scolaire originaire du pays et ne nécessitant aucune formation complémentaire. L'effet positif se fait aussi sentir au niveau de l'AVS car il y aura à moyen terme plus de cotisants donc plus de cotisations. En plus de ces raisons économiques il ne faut pas oublier qu'il y a un grave devoir de solidarité de la société envers les mères et les familles en difficultés.</p>
9.24	CSAJ	<p>Le CSAJ soutient la première variante du Conseil fédéral et s'oppose fermement à la seconde.</p> <p>Par ailleurs, en lieu et place de cette variante 1, le CSAJ propose que l'attribution des ces 10 milliards soit faite de manière intergénérationnelle, à Union patronale suisse en aidant les jeunes et les aînés. En effet, aider ces deux tranches de la société revient à aider l'ensemble de la société et à préparer l'avenir. Cela peut être fait en contribuant à l'établissement et au financement durable d'une véritable assurance maternité, par l'aide aux familles, notamment par le biais d'un rehaussement des allocations familiales ainsi que par l'établissement de mesures concrètes et pratiques aidant toutes les familles, notamment les familles monoparentales et recomposées. En ce qui concerne les aînés de notre société, nous serions pour une attribution de 400 t à l'AVS, attendu que les lacunes actuelles, reconnues dans le présent projet, aient été comblées entre temps.</p>
9.25	D. Hunziker	<p>Man sollte die Erträge aus dem Verkauf der Goldreserven nur für die AVS verwenden. Wenn ich einmal pensioniert bin, möchte ich auch von einer AVS profitieren. Deshalb sollte man jetzt alles daran setzen, um diese Institution zu sichern und zu beschützen.</p>

6.2.2 Verwendung für Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen

6.2.2.1 Allgemeines

Frage:

Was spricht für bzw. gegen die Finanzierung einer Bildungsinitiative und von Überbrückungsleistungen?

Tabelle 3: Stellungnahmen der einzelnen Vernehmlasser zu den Vor- und Nachteilen einer Bildungsinitiative und von AVS-Überbrückungsleistungen

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.00	CdC	Die CdC lehnt jegliche durch den Bundesgesetzgeber vorgegebene Zweckbindung ab. Zweckbindungen führen innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen . Zwar ist vorgesehen, dass nur die Zinserträge des Goldverkaufs für gewisse Zwecke verwendet werden sollen. Allerdings kann nicht ausgeschlossen werden, dass aufgrund der schwankenden Erträge mit der Zeit die Substanz angegriffen werden muss. Dadurch wäre der anfängliche Vermögensbestand rasch aufgebraucht. Die Nachhaltigkeit des Mitteleinsatzes könnte nicht garantiert werden. Nach Erschöpfung des „Goldfonds“ müssten die allgemeinen Haushalte der Kantone für die Deckung dieser Ausgaben aufkommen; die Staatsquote würde dauerhaft erhöht . Die Verwendung eines bisherigen Aktivpostens der Bilanz für die Finanzierung von laufenden Ausgaben, was langfristig zu erwarten wäre – anfänglich sollen allerdings nur die Zinserträge zweckgebunden werden –, ist finanzwirtschaftlich unklug .
1.01	ZH	Eine Zweckbindung für einzelne staatliche Ausgaben führt zu Ausgabenerhöhungen , die der Konsolidierung der Haushalte der Gebietskörperschaften entgegenlaufen.
1.02	BE	Wir lehnen jegliche durch den Bundesgesetzgeber vorgegebene Zweckbindung ab . Jede Zweckbindung würde innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen führen, und der anfängliche Vermögensbestand wäre möglicherweise rasch verzehrt. Die Nachhaltigkeit des Mitteleinsatzes könnte dadurch nicht gesichert werden. Hingegen würde das Angebotsniveau in den betreffenden Bereichen in einem Masse erhöht, welches sich ohne diese zusätzlichen Mittel längerfristig kaum finanzieren lässt. Eine Senkung des Dienstleistungsangebots oder aber eine Zunahme der Verschuldung müsste die ebenso unvermeidbare wie unerwünschte Folge einer derartigen Entwicklung sein. Müssten die allgemeinen Haushalte nach Erschöpfung des „Goldfonds“ für die Deckung dieser Ausgaben aufkommen, würde die Staatsquote dauerhaft erhöht . Eine Verwendung eines bisherigen Aktivpostens der Bilanz für die Finanzierung von laufenden Ausgaben, was – wie bereits erwähnt – langfristig nicht ausgeschlossen werden kann, ist finanzwirtschaftlich unklug .
1.03	LU	Eine Zweckbindung für einzelne Aufgabenbereiche ist aus finanzpolitischen, finanzwirtschaftlichen und finanzrechtlichen Gründen abzulehnen . Zweckbindungen führen zu einer Immobilisierung der Haushalte und erschweren eine rechtsgleiche Behandlung der verschiedenen Aufgaben des Staates. Zudem ziehen sie einen Anstieg der Ausgaben im betreffenden Bereich nach sich. Sowohl beim Bund als auch bei den Kantonen gehen die Bestrebungen dahin, Zweckbindungen von Staatseinnahmen abzubauen. Dies gilt noch in verstärktem Mass für Staatsvermögen. Die Schaffung von Sonderfonds und Spezialvermögen ist unerwünscht, da sie eine Präjudizierung von Prioritätssetzungen bedeutet. Die Verwendung eines Aktivpostens der Bilanz für die Finanzierung von laufenden Ausgaben ist unklug. Angesichts des Ausgabenanstiegs infolge einer Zweckbindung müsste bald der anfängliche Vermögensbestand angegriffen werden. In zunehmendem Ausmass müssten die allgemeinen Haushalte für die Deckung dieser Ausgaben aufkommen. Zudem ist allgemein festzustellen, dass die Ausgabendisziplin nachlässt und die öffentliche Hand mit neuen Forderungen und Ausgabenwünschen konfrontiert wird. Mit einer Zweckbindung des Gewinns aus dem Verkauf der Goldreserven würde dieser Tendenz Vorschub geleistet.

1.06	OW	<p>Wir lehnen eine durch den Bundesgesetzgeber vorgegebene Zweckbindung ab. Wenn eine Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen bei der AVS als notwendig erachtet werden, sollen die dafür notwendigen Mittel von den Kantonen und dem Bund aus den normalen Etats budgetiert und bestritten werden. Nur so kann sichergestellt werden, dass die geplanten Ausgaben auch im Rahmen der übrigen, von den Gemeinwesen zu tätigen Aufgaben vertretbar sind.</p> <p>Wir heben insbesondere hervor, dass Zweckbindungen von Ausgaben innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betroffenen Bereichen führen. Der anfängliche Vermögensbestand wäre rasch aufgebraucht. Die Nachhaltigkeit des Mitteleinsatzes könnte nicht gesichert werden. Nach Erschöpfung des „Goldfonds“ müssten die allgemeinen Haushalte der Kantone für die Deckung dieser Ausgaben aufkommen; die Staatsquote würde dauerhaft erhöht.</p> <p>Grundsätzlich sind Zweckbindungen von Erträgen aus betriebswirtschaftlicher Sicht nicht empfehlenswert. Durch die Zweckbindung werden unter Umständen Ausgaben gefördert, die ansonsten nicht oder nicht in derselben Höhe getätigt würden. Eine Fehlallokation der Ressourcen wäre die Folge. Auch widerstrebt die Zweckbindung dem Gedanken des NFA, der ja den Kantonen gerade vermehrt zweckfreie Mittel und Ressourcen zuteilen will.</p>
1.07	NW	<p>Jede Verwendung für eine Bildungsinitiative bzw. für Überbrückungsleistungen lehnen wir ab. Eine Zweckbindung der Mittel generiert zweifelsohne wieder weitere Ansprüche. Das Vermögen würde sich rasch reduzieren.</p>
1.08	GL	<p>Sollten die Varianten "Bildung" und "Überbrückungsleistungen" wider Erwarten, wie dies vorgesehen ist, nach Ablauf einer bestimmten Zeit aufgegeben werden, ist damit zu rechnen, dass die Nachhaltigkeit fehlt. Es wurden teure Infrastrukturen aufgebaut, die plötzlich ohne Finanzierung dastehen. Die eingesetzten Mittel werden somit mehr oder weniger nutzlos verpuffen.</p>
1.09	ZG	<p>Wir lehnen die vorgeschlagenen Zweckbindungen ab. Denn Zweckbindungen würden innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen führen. Der anfängliche Vermögensbestand wäre rasch aufgebraucht. Die Nachhaltigkeit des Mitteleinsatzes könnte nicht gesichert werden. Nach Erschöpfung des „Goldfonds“ müssten die Kantone für die Deckung der Kosten aufkommen. Als Folge davon würde sich die Staatsquote dauerhaft erhöhen.</p>
1.11	SO	<p>Zweckbindungen führen innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen. Aufgrund nicht auszuschliessender schwankender Erträge kann nicht garantiert werden, dass mit der Zeit die Zinserträge des Goldverkaufs nicht mehr ausreichen werden und damit die Substanz angegriffen werden muss, auch wenn dies heute noch nicht vorgesehen ist. Nach Erschöpfung des „Goldfonds“ muss gar damit gerechnet werden, dass die allgemeinen Haushalte der Kantone für die Deckung dieser Ausgaben aufkommen müssten. Die Staatsquote würde dadurch dauerhaft erhöht, was wiederum die Position der Schweiz im internationalen Standortwettbewerb schwächen würde.</p> <p>Eine Verwendung eines bisherigen Aktivpostens der Bilanz für die Finanzierung von laufenden Ausgaben – was längerfristig zu erwarten wäre – ist finanzwirtschaftlich nicht wünschenswert. Dadurch würde der Handlungsspielraum der öffentlichen Hand zunehmend eingeschränkt.</p>
1.15	AR	<p>Der kombinierte Verwendungsvorschlag des Bundesrats ist zum grossen Teil auch deutlich gefärbt durch die in der Rezession knapper gewordenen staatlichen Mittel und durch die in etwa derselben Zeitspanne rasant gewordene technische Entwicklung auf dem Gebiet der elektronischen Kommunikation. Nach Ansicht von AR wäre es in jedem Fall verfehlt, die im Verlaufe einer langen Epoche entstandenen Reserven zu Gunsten eines Vorhabens einzusetzen, das zwar zu einem bestimmten Zeitpunkt sehr aktuell ist, sich aber durch den Lauf der Entwicklung auch sehr rasch überholt. Dies käme – auch wenn der Einsatz momentan als nachhaltig erschiene – einem Konsum gleich. AR teilt ohne Einschränkung die Ansicht der CdC, welche sagt, dass jede Zweckbindung innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen führen würde und der anfängliche Vermögensbestand rasch aufgebraucht wäre. Die</p>

		<p>Nachhaltigkeit des Mitteleinsatzes könnte somit nicht gesichert werden.</p> <p>Eine allfällige Verwendung der Goldreserven für die Finanzierung von laufenden Ausgaben ist finanzwirtschaftlich fragwürdig. Man würde sozusagen das „Tafelsilber“ für die Deckung des täglichen Bedarfs verkaufen. Wie der Bund sehen sich auch die Kantone mit neuen Ausgabenwünschen und Forderungen konfrontiert, die nur sehr schwer abgelehnt werden können. Eine Zweckbindung des BNS-Goldes für einzelne Aufgaben würde dieser unerwünschten Tendenz noch Vorschub leisten.</p> <p>Auch aus finanzrechtlicher Sicht ist die Bindung für einzelne Aufgabenbereiche abzulehnen, denn Sonderfonds und Spezialfinanzierungen bedeuten eine Präjudizierung von Prioritätssetzungen. Sie führen damit zu einer zunehmenden Immobilisierung der öffentlichen Haushalte und erschweren eine rechtsgleiche Behandlung der diversen Anliegen an den Staat.</p>
1.19	AG	<p>Eine Zweckbindung für einzelne oder mehrere Aufgabenbereiche lehnen wir ab. Zweckbindungen von Einnahmen führen zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Aufgabengebieten. Eine solche Steigerung der Staatsquote nach Versiegen der Erlösquelle ist kaum mehr rückgängig zu machen. Neue Sparmassnahmen in den betroffenen oder in anderen Bereichen sind dadurch vorprogrammiert und werden bei den Betroffenen auf Widerstand stossen.</p> <p>Zweckbindungen sind aus finanzwissenschaftlicher Sicht abzulehnen. Sie begünstigen Fehlallokationen von Ressourcen und zementieren eine bestimmte Ausgabenstruktur. Der Handlungsspielraum für die Steuerung des Staatshaushaltes geht verloren und erschwert die Anpassung der Staatstätigkeiten an die zukünftigen Herausforderungen. Mit der vorgeschlagenen Befristung der Zweckbindung werden diese Probleme noch verschärft. Es werden Versprechungen abgegeben, die langfristig nicht gehalten werden können. Die Gefahr besteht, dass mit den einmaligen Einnahmen neue Aufgaben geschaffen werden, die langfristig über das ordentliche Budget resp. über Steuererhöhungen finanziert werden müssen.</p> <p>In der heutigen guten Konjunkturlage muss es den öffentlichen Haushalten gelingen, im Sinne einer stabilitätsorientierten Finanzpolitik Einnahmenüberschüsse zu erzielen. Nur so können für eine spätere Rezession die notwendigen Reserven geschaffen werden, um die daraus entstehenden konjunkturellen Mehrbelastungen auffangen zu können. Wenn nun in einer konjunkturell guten Lage über neue Zweckbindungen noch zusätzlich neue Aufgaben geschaffen werden, wird die finanzpolitische Disziplin rasch abnehmen. Forderungen für die Übernahme von weiteren neuen Aufgaben werden mit der vorgeschlagenen Zweckbindung geradezu provoziert und dürften nur schwer abgewehrt werden können.</p> <p>Diese Haltung wird nicht nur von der Wissenschaft, sondern auch von den Politikerinnen und Politikern in den meisten Industrienationen gestützt. In den USA, Kanada und den meisten Staaten Europas ist es in den letzten Jahren gelungen, die Verschuldungsquote zum Teil massiv zu senken. Die Schweiz hinkt bis heute noch stark nach. Auch die Diskussion über die Verwendung der Versteigerungserlöse der UMTS-Lizenzen zum Beispiel in Deutschland zeigt, dass die Schuldentilgung klar im Vordergrund steht. Alle Experten warnen davor, die Erlöse für einzelne Mehrausgaben zu verwenden, da damit die Stabilisierung der Staatsquote und der Schuldenabbau verunmöglicht werden.</p> <p>Aus finanzwirtschaftlicher Sicht sollte nie die Realisierung von Vermögenswerten für laufende Ausgaben verwendet werden. Nur mit einer Bilanzbereinigung, d.h. mit einem Abbau von Passiven, kann vermieden werden, dass die einmaligen Erlöse aufgebraucht werden und anschliessend an der Substanz gezehrt werden muss.</p> <p>Mit dem Projekt NFA zwischen Bund und Kantonen wird eine Entflechtung der Aufgaben von Bund und Kantonen angestrebt. Mit der Variante Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS werden neue Verbundaufgaben geschaffen, die im Widerspruch zu den Grundsätzen und den angestrebten Aufgabenentflechtungen des NFA stehen. Die Bildung ist nach NFA eine reine Kantonsaufgabe mit Ausnahme der Fachhochschulen und Universitäten. Neu soll sich der Bund an diesen Aufgaben beteiligen. Umgekehrt geht gemäss NFA die AVS/IV und der Existenzbedarf bei den Ergänzungsleistungen AVS/IV vollständig zum Bund über. Gemäss der vorgeschlagenen Variante müssten sich aber die Kantone indirekt zu zwei</p>

		Dritteln an den Überbrückungsleistungen beteiligen.
1.20	TG	<p>Die Kantone sollen in eigener Kompetenz über den ihnen zustehenden Anteil an den 800 Tonnen Gold entscheiden können. Wenn der Bund diesbezüglich neue Verwendungsmöglichkeiten vorschlägt, riskiert er, dass nach allen Seiten Begehrlichkeiten geweckt werden. Es widerspräche auch den Zielen des NFA zwischen dem Bund und den Kantonen, wenn den Kantonen plötzlich Ressourcen entzogen würden, die sie für eine autonome Aufgabenerfüllung im föderalistischen Staatswesen der Schweiz dringend brauchen.</p> <p>Mit den vorgeschlagenen Massnahmen würden neue Zweckbindungen geschaffen, die über kurz oder lang in den betreffenden Bereichen zu neuen Ausgaben führten. Zwar ist vorgesehen, nur die Zinserträge des Goldverkaufs für gewisse Zwecke zu verwenden. Dabei kann aber gerade nicht ausgeschlossen werden, dass aufgrund der schwankenden Erträge mit der Zeit die Substanz angegriffen werden muss. Damit wäre der Vermögensbestand schnell aufgebraucht und dadurch die Nachhaltigkeit des Mitteleinsatzes gefährdet. Will man dann eine einmal begonnene Aufgabe nicht aufgeben, bliebe nichts anderes als der Einsatz von allgemeinen Haushaltsmitteln übrig, wodurch die Steuern und die Staatsquote stiegen. Aufgrund dieser allgemeinen Bemerkungen lehnen wir sowohl die Bildungsinitiative als auch die Überbrückungsleistungen ab. Es braucht keine vom Bund vorgegebene Zweckbindung für die Verwendung der 800 Tonnen Gold. Grundsätzlich haben wir auch Bedenken, dass die Umsetzung der vorgeschlagenen Varianten sowohl im bildungs- als auch im sozialpolitischen Bereich mit erheblichen administrativen Kosten und Umtrieben verbunden wären.</p> <p>Bildungsinitiative: Wir bestreiten nicht, dass bezüglich der Schulung im Umgang mit den neuen Technologien ein gewisser Handlungsbedarf besteht. Wir teilen aber weder die im Bericht zum Ausdruck gebrachte Meinung, wonach die Schweiz auf diesem Gebiet hoffnungslos hinterher hinkt, noch den zum Ausdruck gebrachten Optimismus, wonach mit der Bildungsinitiative auf diesem Gebiet alle Probleme gelöst werden könnten. Im Bereich der Informationstechnologie sind nämlich in den letzten Jahren enorme Fortschritte erzielt worden, sind PCs doch heute in weiten Bevölkerungskreisen ein verbreitetes tägliches Gebrauchsmittel. Dieselbe Feststellung gilt auch für die drahtlose Telekommunikation, sind Mobiltelefone doch bis in einkommensschwächere Bevölkerungsschichten weit verbreitet. Dabei ist die aufgezeigte Integration praktisch ohne staatliche Unterstützung erfolgt. Es fragt sich deshalb ernsthaft, weshalb der Staat auf diesem Gebiet mit substantiellen Beiträgen eingreifen soll, nachdem auf rein privater Basis bis heute soviel erreicht werden konnte.</p> <p>Im Weiteren erscheint uns die alleinige Fokussierung auf IuK-Technologien als ziemlich einseitige und vom gegenwärtigen Zeitgeist geprägte Massnahme. Mit gleichem Recht könnten nämlich auch andere Wirtschaftskreise wie beispielsweise die Landwirtschaft oder die Hotellerie unterstützungswürdige Ausbildungsbedürfnisse geltend machen.</p> <p>Schliesslich nützen Ausbildungsmassnahmen effektiv nur dann etwas, wenn bei den Lehrkräften das Interesse an deren Umsetzung besteht. Dies ist aber weitgehend eine Generationenfrage.</p>
1.22	VD	Le Conseil d'État est opposé à la variante prévoyant une affectation liée à des secteurs précis pour la totalité des revenus auxquels les cantons ont droit. Ceci conduirait rapidement à une augmentation des dépenses dans les domaines concernés entraînant à terme une mise à contribution des budgets cantonaux.
1.23	VS	Zweckbindungen führen innert kurzer Zeit zu einem Anstieg der Ausgaben in den betreffenden Bereichen. Zwar ist vorgesehen, dass nur die Zinserträge des Goldverkaufs für gewisse Zwecke verwendet werden sollen. Allerdings kann nicht ausgeschlossen werden, dass aufgrund der schwankenden Erträge mit der Zeit die Substanz angegriffen werden muss. Dadurch wäre der anfängliche Vermögensbestand rasch aufgebraucht. Die Nachhaltigkeit des Mitteleinsatzes könnte nicht gesichert werden. Nach Erschöpfung des Goldfonds müssten die allgemeinen Haushalte der Kantone für die Deckung dieser Aufgaben aufkommen. Die Staatsquote wurde dadurch dauerhaft erhöht .
1.24	NE	Le Conseil d'État s'oppose à l'affectation du produit de la vente des réserves d'or en faveur des mesures proposées par le Conseil fédéral. Nous sommes certes sensibles aux défis que

		<p>présentent l'utilisation et la diffusion des NTIC. Il faut relever toutefois que les mesures temporaires prévues dans ce domaine relèvent, pour l'essentiel, de la compétence propre des cantons ou d'une collaboration entre la Confédération et les cantons. Il nous paraît donc préférable qu'elles s'inscrivent dans les structures et les financements actuellement en place.</p> <p>Nous n'ignorons pas non plus les situations pénibles pouvant apparaître dans le domaine de l'AVS, du fait notamment des modifications prévues dans la 11^e révision de la loi (rentes de veuve, retraite à la carte de personnes handicapées ou de longue date au chômage). A notre avis, ces situations particulières devraient plutôt être résolues dans le cadre des assurances sociales et du régime des prestations complémentaires, en particulier par des dispositions transitoires adéquates de la 11^e révision AVS.</p> <p>Il faut souligner que si les cantons retrouvent une certaine marge de manoeuvre budgétaire grâce à la réduction de leur endettement, ils seront mieux en mesure de faire un effort supplémentaire en matière de formation ou dans le domaine social.</p> <p>D'une manière plus générale, nous relevons enfin que le financement de l'AVS doit être envisagé dans une perspective à long terme suivant les options déjà prises, notamment quant à l'affectation d'une partie des ressources de la TVA. Au demeurant, la question de l'affectation du produit de la vente des réserves d'or à l'AVS est posée par une initiative populaire sur laquelle le peuple et les cantons seront appelés à se prononcer.</p>
3.01	PRD	<p>Es ist unbestritten, dass das Mögliche getan werden soll, einer breiten Bevölkerungsschicht den Zugang zu den neuen IuK-Technologien zu gewährleisten. In gleicher Masse brauche wir gut ausgebildete Arbeitskräfte, damit auch künftige Generationen im internationalen Standortwettbewerb bestehen können und um so die Finanzierung der notwendigen Ausgaben und den Wohlstand des Landes zu sichern.</p> <p>Ebenso bekannt sind die Entwicklungen in der AVS; die PRD hat sich diesbezüglich schon mehrfach geäußert und ihre Haltung dargelegt. Aufgrund der zu erwartenden demografischen Entwicklung steht fest, dass die Einnahmen- und Ausgabenschere sich noch weiter öffnen wird. Der heutigen Generation obliegt die politische Verantwortung für die zukunftsgerichtete Lösung dieser strukturellen Finanzierungsprobleme der AVS.</p> <p>Bei der vorgeschlagenen Variante der Verwendung für Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen stellen sich nach Ansicht der PRD folgende grundsätzliche Fragen, deren Lösung damit aber weder realisiert, noch in sinnvoller Weise gefördert wird:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Berücksichtigung der föderativen Strukturen im Bildungsbereich und damit zusammenhängend die notwendige Koordination der Bildungsoffensive mit den bereits bestehenden oder in Ausführung begriffenen Aktivitäten von Bund und Kantonen. - Detaillierungsdichte und Zweckgebundenheit der Mittel. <p>Insbesondere die zweckgebundene Verwendung ist aus finanzpolitischen Überlegungen abzulehnen, da damit der zur Verfügung stehende und notwendige finanzpolitische Handlungsspielraum eingeschränkt und gleichzeitig die Gefahr eines Anreizsystems für neue Begehrlichkeiten, unter Erhöhung der Staatsquote, geschaffen wird. Diese Feststellungen, denen vollumfänglich zuzustimmen ist, wurden im Finanzleitbild des Bundesrats getroffen. Es ist daher nicht ersichtlich, trotz der damit nicht in Abrede gestellten Wichtigkeit der vorgeschlagenen Verwendungszwecke, warum der Bundesrat mit dieser Vernehmlassungsvariante von seiner finanzpolitisch weitsichtigen Haltung wieder abzuweichen scheint.</p> <p>Die vorgeschlagene Verwendung für Überbrückungsleistungen zur Korrektur der Auswirkungen der 11. AVS-Revision lehnen wir in grundsätzlicher Hinsicht ab. Auch wenn das Vorhaben einer gezielten Unterstützung für Angehörige der älteren Generation, die aufgrund ihrer persönlichen Situation mit existentiellen Sorgen und Nöten konfrontiert werden, sympathisch und „gerecht“ erscheint, so sind wir dennoch der Überzeugung, dass die nachhaltige und wirkungsvolle Lösung dieser Fragen nur im Gesamtzusammenhang der Finanzierung der Sozialwerke angegangen werden soll. Mit dem hier vorgeschlagenen punktuellen und zudem zeitlich befristeten Vorgehen besteht Gefahr, dass die Lösung der anstehenden strukturellen Fragen verschoben und damit dem grundsätzlichen und dringenden Handlungsbedarf im Bereich der</p>

		<p>Sozialversicherung zu wenig Beachtung geschenkt wird.</p> <p>Zusammenfassend widerspricht die vorgeschlagene Verwendung der frei werdenden Mittel aus 800 Tonnen überschüssiger Goldreserven für Bildungsmaßnahmen und Überbrückungsleistungen einer auf Nachhaltigkeit und zugunsten der Gesamtbevölkerung ausgerichteten transparenten Finanzpolitik. Zudem würde damit ein Eingriff in die bestehende Bildungs- und Sozialpolitik vorgenommen, was unseres Erachtens völlig verfehlt wäre. Die in diesen Bereichen zu lösenden Fragen sind in einem Gesamtkonzept und unter Berücksichtigung der föderativen und demokratischen Strukturen zu behandeln.</p>
3.02	PDC	<p>Bildungsinitiative: Unterstützungsmassnahmen im Bildungsbereich sind zwar grundsätzlich richtig und erstrebenswert, doch stellen sie unter föderalistischen Aspekten ein staatspolitisches Problem dar. Die Zuständigkeit für das Bildungswesen (Volksschule und Sekundarstufe) liegt bei den Kantonen. Aus Sicht der Subsidiarität und des Föderalismus soll hier der Bund keine zusätzlichen Kompetenzen erhalten. Dies betrifft neben dem Gesetzgebungs- auch den Finanzbereich. Die PDC ortet auf der Stufe der Volksschule jedoch einen gewissen Nachhol- und Investitionsbedarf. Diese soll deshalb auch zu den wichtigsten Bezüglern gehören.</p> <p>Überbrückungsleistungen: Die in der Vernehmlassung eröffnete Variante, dass aus dem Sondervermögen sogenannte Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS ausbezahlt werden, lehnt die PDC in dieser Form ab. Damit werden die Probleme der AVS-Finanzierung keineswegs gelöst, es werden lediglich falsche Erwartungen geweckt. Die AVS ist eine Volksversicherung, in der für alle Versicherten möglichst einheitliche Anspruchsvoraussetzungen aufrechterhalten werden müssen. Zudem ist die AVS bereits heute eine sehr soziale Versicherung; von zusätzlichen Sozialisierungen innerhalb der AVS ist deshalb abzusehen. Die PDC erachtet es zwar als sinnvoll, einen Teil der Golderträge im Zusammenhang mit der AVS zu verwenden, jedoch nicht innerhalb der Versicherung selbst. Die von der UDC (Goldinitiative) oder von der PS (Flexibilisierung dank Gold-Erträgen auf nationaler Ebene) gemachten Vorschläge lehnen wir kategorisch ab.</p>
3.04	UDC	<p>Bei einer Verwendung der Goldreserven für die AVS kann die gesamte Bevölkerung der Schweiz an ihrem Vermögen teilhaben. Die vom Bundesrat gemachten Vorschläge beachten diesen Punkt praktisch nicht.</p>
3.05	PLS	<p>Mis à part la Fondation suisse solidaire, le PLS s'oppose en effet à toute utilisation du produit de la vente d'or pour des tâches publiques particulières, aussi louables soient-elles (formation, AVS). Les attributions éducatives ou sociales pourront d'ailleurs se faire par les cantons grâce aux économies réalisées par la réduction de la dette. Mais au niveau national, il n'y a aucun sens à investir cet argent dans la formation informatique et dans les prestations transitoires de l'AVS. Ce sont là, bien évidemment, des questions et des problèmes très importants, mais l'idée de les régler avec l'or de la BNS est une illusion, une illusion dangereuse. En effet, les problèmes soulevés par l'AVS doivent absolument être pris en compte dans le contexte global de l'évolution démographique et économique, ce qui représente la seule voie pour assurer de façon durable le paiement des primes, ce qui est une priorité absolue pour les libéraux. Il ne faut pas perdre de vue que les montants éventuellement générés par l'or de la BNS ne sauraient régler les problèmes de l'AVS. Nous insistons encore une fois : ceux-ci doivent être pris en considération dans leur globalité. Il en va de même pour la formation informatique – nous sommes certes conscients de l'urgence qui existe aujourd'hui dans le domaine, mais ce problème là aussi doit être réglé dans sa globalité.</p>
3.07	PST	<p>Nous estimons les sommes affectées insuffisantes mais sommes d'accord avec leur affectation.</p>
3.09	Grüne	<p>On pourrait soutenir des projets de formation ou une subvention à l'AVS. Mais, là encore, nous pensons qu'il y aurait une forme de détournement de ce patrimoine national, dans la mesure où nous estimons que la sécurité sociale et la formation doivent être assurées par les recettes ordinaires du budget. Étant entendu que nous considérons le système AVS comme un élément essentiel de notre sécurité sociale.</p>
3.12	PCS	<p>Nous sommes favorables au financement de la formation notamment continue au moyen de ressources provenant des intérêts de la vente des réserves d'or. Toutefois, la formation</p>

		<p>des enseignants des degrés primaire et secondaire relève des cantons. Nous ne voyons pas très bien pourquoi cette manne céleste devrait servir à « <i>s'attaquer en priorité aux lacunes des écoles publiques</i> » (p. 13 du rapport DFF). En revanche, la production de logiciels éducatifs et le financement de mesures pour les milieux défavorisés sur le plan de la formation sont des mesures concrètes que nous appuyons sans réserve.</p> <p>D'une manière générale, nous ne sommes pas favorables au financement de prestations relevant de l'AVS, attendu que nous partageons votre avis selon lequel les problèmes du financement de l'AVS sont d'ordre structurel. Même la mise à disposition de la totalité des recettes de la vente de 800 tonnes d'or ne solutionne rien ni à moyen ni à long terme.</p>
4.01	CDAS	<p>Auf beiden vorgeschlagenen Gebieten besteht ein akuter Handlungsbedarf. Die Bildungsinitiative ist insofern aktuell, als auch in der Schweiz ein Mangel an IuK-Kenntnissen auf breiter Basis besteht. Diese Basis ist die Voraussetzung dafür, dass genügend Spitzenleute dieses Faches ausgebildet werden können. Unsere gesellschaftliche Umwelt wird immer enger vernetzt. Dadurch werden zumindest Basis-Anwender-Kenntnisse gerade auch für Arbeitslose – jüngere wie ältere – unentbehrlich, um auf dem Arbeitsmarkt überhaupt eine Chance zu haben und um gesellschaftlich nicht abgekoppelt zu werden.</p> <p>Die Überbrückungsleistungen im AVS/IV-Bereich sind für die Umstrukturierung dieser grossen nationalen Werke sozial gesehen unentbehrlich. Es geht um den Schutz der Schwächsten, in ihrer Mehrzahl Frauen (Witwen oder Alleinstehende mit langem Erwerbsunterbruch infolge Kindererziehung) und behinderte Personen.</p> <p>Die Kompetenzen, die dem Bundesrat bei den Überbrückungsleistungen eingeräumt werden, sind auf das zur Aufgabenlösung notwendige Minimum zu begrenzen. Der Vorschlag „Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen“ ist zeitlich begrenzt, so dass nach Ablauf der Frist die heute gültigen Kompetenzverteilungen auch in Bezug auf die Goldreserven wieder Gültigkeit haben werden.</p>
5.01	economiesuisse	<p>Kurzfristig konzipierte Bildungsmassnahmen kommen für uns – unbesehen der Bedeutung des Humankapitals für die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Volkswirtschaft – nicht in Frage. Grundsätzlich ist die Bildungspolitik als staatliche Kernaufgabe aus den laufenden Einnahmen zu finanzieren. Darüber hinaus sollte das Bildungssystem ständig den heutigen und zukünftigen Entwicklungen und Herausforderungen gewachsen sein.</p> <p>Bei den demographisch bedingten Finanzierungsproblemen der AVS handelt es sich um strukturelle Probleme, die sich nicht im Rahmen von Überbrückungsmassnahmen lösen lassen. Die Reform der Sozialversicherungssysteme muss ohne Beizug der Goldreserven der BNS unter Beachtung des Kriteriums der dauerhaften und nachhaltigen Tragfähigkeit bewerkstelligt werden.</p> <p>Wir lehnen auch die vorgeschlagene Mittelaufteilung zwischen Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen ab. Neben den ordnungspolitischen Aspekten, die gegen eine Ausweitung der Staatsaktivitäten und eine Erhöhung der Staatsquote sprechen, sind es auch praktische Durchführungsprobleme, welche diese Mittelaufteilung als unzweckmässig erscheinen lassen.</p>
5.02	USAM	<p>Mesures visant à promouvoir la formation : Les moyens financiers ne doivent en aucun cas servir à financer des mesures visant à promouvoir la formation dans le domaine des NTIC. Certes, dans un environnement économique en pleine mutation, il est indispensable que la Suisse se dote d'un système de formation moderne et de qualité. Mais la politique de formation doit être financée par le budget ordinaire, et non dans le cadre de programmes improvisés. Il convient en outre de relever que la formation est un domaine déjà largement soutenu par la Confédération et les cantons.</p> <p>Sans sous-estimer toute l'importance des NTIC, il faut clairement délimiter le rôle que doit jouer l'État dans ce domaine. Il n'appartient pas à ce dernier de promouvoir des moyens de communication dont tout le monde parle, ni d'expliquer aux enseignants comment utiliser un ordinateur, ce que la plupart des élèves Union patronale suisse ont déjà. L'engouement du public pour Internet ne doit pas servir de prétexte à un activisme public vain et coûteux.</p>

		<p>Prestations transitoires : L'USAM s'oppose à l'affectation des revenus générés par la vente des réserves d'or au financement de prestations transitoires dans le domaine de l'AVS. Les problèmes de financement de l'AVS sont connus et découlent d'une tendance lourde dans nos sociétés, à Union patronale suisse le vieillissement de la population. Il s'agit d'un problème structurel qu'on ne saurait résoudre par des mesures transitoires. A terme, l'AVS ne pourra échapper à de vigoureuses mesures d'assainissement et toute mesure de replâtrage visant à masquer tel ou tel aspect ne fera que rendre les échéances plus douloureuses. L'or de la BNS ne suffirait pas à combler les déficits de l'AVS, mais retarderait la mise en œuvre de solutions d'assainissements nécessaires.</p>
5.03	UNION PATRONALE SUISSE	<p>Die Bildungs- und Überbrückungsmassnahmen machen den Eindruck von Verlegenheitsvorschlägen. Es entsteht der Eindruck, dass ohne konzise Strategie Geldverwendungsmöglichkeiten zusammengesucht wurden, die man ohne Goldverkauf niemals ins Auge gefasst hätte. Unsere Mitglieder stehen unter dem starken Eindruck, mit diesen Vorschlägen würde das Geld nicht verwendet, sondern verschwendet. Die einzeln aufgeführten Programmteile passen nicht zusammen, es ist kein schlüssiges Programm ersichtlich, die praktischen Durchführungsschwierigkeiten lassen sich nicht einmal erahnen, geschweige denn benennen.</p> <p>Bildungsinitiative: Wir halten die Bildungsinitiative pauschal für verfehlt und verzichten daher auf eine detaillierte Stellungnahme. Wir gestatten uns den Hinweis, dass das Parlament diese Fragen zur Zeit ohnehin untersucht und sich über Bildungsaktionen Gedanken macht. Es wäre für uns überraschend, wenn Bundesrat oder Parlament der Wirtschaft Bildungsprogramme aufnötigen wollten, die die Wirtschaft gar nicht verlangt. Vermehrte Anstrengungen im Bereich der IuK-Technologien sind selbstverständlich erwünscht, und im Rahmen der gegebenen Aufgabenteilung zwischen Staat und Wirtschaft erwarten wir weiterhin das nötige Engagement. So unterstützen wir zum Beispiel durchaus Aktivitäten wie „Internet an die Schulen“, Lehrerweiterbildung, usw., aber in den dafür vorgesehenen Kanälen. Hier sind vor allem die Kantone gefordert. Wird ihnen ein Schuldenabbau ermöglicht, gibt dies auch Handlungsfreiheit für solche Aktivitäten.</p> <p>Überbrückungsleistungen: Diese Vorschläge werden von keiner einzigen Mitgliedorganisation unterstützt. Solange über das Schicksal der 11. AVS-Revision noch keine Gewissheit besteht, ist es fahrlässig, bereits von Überbrückungsmassnahmen zu sprechen. Falls solche wirklich nötig wären, müssten sie in die Revision eingebaut werden. Zudem handelt sich unter allen Titeln um einen höchst unerwünschten Leistungsausbau.</p>
5.04	FRPS	<p>Nous ne sommes pas favorables à une utilisation des revenus issus du capital provenant de la vente de l'or de la BNS pour des mesures en matière de formation et pour des prestations transitoires dans le domaine de l'AVS.</p> <p>En effet, il nous paraît que ces deux domaines doivent être traités et financés dans le cadre des budgets ordinaires de la Confédération et des cantons et non pas en s'appuyant sur des ressources extraordinaires, dont l'affectation engendra des débats et des complexités supplémentaires. Ajouter à ces complexités la possibilité d'un préfinancement remboursable, assuré par le biais du budget général de la Confédération, ne ferait que rendre encore plus obscure la gestion de ces mesures.</p> <p>Les mêmes remarques sont valables s'agissant de la proposition de prestations transitoires en faveur de l'AVS, dont le financement doit trouver sa cohérence dans les dispositions qui la régissent – en particulier dans le cadre de la 11^{ème} révision – et non avoir recours, pour en corriger certains effets induits, à des ressources extraordinaires.</p>
5.05	ASB	<p>Bildungsinitiative: Die rasche Verbreitung und Weiterentwicklung von IuK-Technologien stellt hohe Anforderungen an die Qualifikation der Bevölkerung im Allgemeinen und die Erwerbstätigen im Besonderen. Zahlreiche Studien zeigen, dass sich Bildungsmassnahmen im Bereich zukunftsorientierter Technologien positiv auf die Produktivität und das Wachstum auswirken. Die Länder der EU haben ihre diesbezüglichen Investitionen in der letzten Zeit deutlich erhöht. Um gegenüber diesen wichtigen Konkurrenten nicht ins Hintertreffen zu geraten, muss die Schweiz ihre Anstrengungen ebenfalls verstärken. Mit dem Ziel, einen möglichst grossen Beitrag zu nachhaltigem Wirtschaftswachstum zu leisten, sollte der Bundesrat die Bildung im</p>

		<p>Bereich der IuK-Technologien nachhaltig fördern. Die Finanzierung der Massnahmen sollte allerdings nicht durch die Verwendung der Goldreserven der BNS erfolgen, sondern über eine Umfinanzierung zu Lasten anderer Ressorts.</p> <p>Damit die entsprechenden Gelder die gewünschte Wirkung erzielen, ist die Auswahl der Massnahmen bezüglich Effizienz und Nachhaltigkeit noch genauer zu prüfen. Entsprechende Aktionen müssen im Rahmen eines noch zu prüfenden bildungs- und forschungspolitischen Gesamtkonzepts durchgeführt werden.</p> <p>Sollte es sich als unmöglich erweisen, überzeugende Bildungsmassnahmen aus dem laufenden Staatshaushalt zu finanzieren, wäre allenfalls an einen Rückgriff auf die Erträge aus der Versteigerung von Mobilfunklizenzen zu denken.</p> <p>Überbrückungsleistungen: Die sich abzeichnenden Finanzierungsprobleme der AVS werden primär durch die Demographie verursacht. Diese sind dauerhaft zu lösen, unabhängig vom einmalig anfallenden Sondervermögen der BNS. Darüber hinaus wären die Erträge aus den überschüssigen Goldreserven der BNS zu gering, um die strukturellen Probleme der AVS dauerhaft zu lösen.</p> <p>Der zur Diskussion gestellte gezielte Einsatz der Erträge aus den überschüssigen Goldreserven zur Korrektur eines Teils der sozialpolitisch unerwünschten Auswirkungen aus der 11. AVS-Revision überzeugt nicht, weil deren Wirkung nur vorübergehend wäre, bis die Erträge aufgebraucht sind. Demgegenüber trägt der Schuldenabbau dauerhaft zu einem höheren Wirtschaftswachstum bei und verringert dadurch auch längerfristig den zur Finanzierung der AVS notwendigen MWSt-Anteil.</p>
5.07	USS	<p>Die vorliegenden Vorschläge für die Goldverwendung bestätigen unsere bereits früher geäusserten Befürchtungen, dass die Reserven auf verschiedenste Zwecke aufgeteilt werden und auf diese Art in den Haushalten des Bundes und der Kantone wirkungslos versickern. Die Vorschläge sind wenig durchdacht – es ist offensichtlich, dass hier in Zeitnot ein Alternativ-Ausgabenpaket zusammengeschustert wurde, nur um dem AVS-Goldvorschlag ein Gegenprojekt gegenüberstellen zu können.</p> <p>Zwar sind die Ziele, die mit den verschiedenen Projekten angestrebt werden, durchaus unterstützungswürdig – es wird aber nicht geprüft, ob diese mit den ordentlichen Budgets und den bereits bestehenden politischen Instrumenten nicht besser erreicht werden können:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Die Kantone verfügen bereits über erhebliche finanzielle Mittel für die Lehrerfortbildung. Nirgends wird jedoch der Frage nachgegangen, ob die notwendige Ausbildung der Lehrer zur Anwendung der neuen Technologien nicht im Rahmen der bisherigen zahlreichen Institutionen stattfinden kann. (Auch wird nicht sichtbar, ob wirklich ein „Fortbildungsnotstand“ bei den Lehrkräften besteht, der einen Einsatz des Bundes notwendig machen würde.) - Das gleiche gilt für einige Vorschläge im Bereich der Sozialpolitik: Ein bedeutender Teil der Ziele kann ganz einfach erreicht werden, indem die Witwenrente nicht auf die Art abgeschafft wird, wie dies innerhalb der 11. AVS-Revision geplant ist. Es macht wenig Sinn, das Gold nicht in den AVS-Fonds zu legen, dafür bei der AVS auf extreme Art zu sparen und dann die soziale Not ausserhalb der AVS mit den gleichen Golderträgen lindern zu wollen.
5.08	FSE	<p>Bildungsinitiative: Alle drei in den Vernehmlassungsunterlagen erwähnten Aktionsfelder sind wichtige Aufgabenfelder, die aber mit Mitteln des laufenden Budgets und mit Eigenanstrengungen der betreffenden Wirtschaftssegmente finanziert werden müssen. Im Vergleich zu Aus- und Weiterbildungsanstrengungen in anderen Bereichen sind die Möglichkeiten zur Eigeninitiative bei weitem nicht ausgeschöpft. Reservemittel, die der Allgemeinheit gehören, müssen mit einem universelleren Anspruchs- und Nutzerkreis als hier vorgesehen eingesetzt werden. Wir lehnen daher diesen Verwendungsvorschlag – auch wenn er zeitlich befristet ist – aus grundsätzlichen Erwägungen ab.</p> <p>Überbrückungsleistungen: Dem Einsatz von Überbrückungsleistungen stehen wir aus prinzipiellen Überlegungen – und nicht weil wir sie etwa als materiell nicht begründet erachteten – sehr skeptisch gegenüber. Mit ihnen würde das Versicherungsprinzip der 1. Säule tendenziell geschwächt und einer Annäherung des</p>

		<p>Grundcharakters der AVS in ein Bedarfsleistungssystem Vorschub geleistet. Die (finanzielle) Sicherung von Grundleistungen – und dazu zählen wir auch die Folgekosten des Strukturwandels in Wirtschaft und Gesellschaft – ist und bleibt eine Aufgabe der 11. AVS-Revision. Dem Grundcharakter der AVS entsprechend wäre es mit Blick auf die Rentenaltersregelung zentral, eine (gute) allgemeine Flexibilisierungslösung auszuarbeiten, statt nachträglich mit Überbrückungsleistungen die vielen Einzelprobleme und –schicksale aufzufangen, die aus einer fehlenden oder völlig unzureichenden Regelung resultieren. Dieselbe Argumentation gilt in Bezug auf die Angleichungen von Witwer- und Witwenrenten. Wenn bei diesen Elementen der 11. AVS-Revision mit zahlreichen Problemfällen gerechnet werden muss, soll die Hauptregelung verbessert und nicht ein sozialpolitisches Flickwerk eingeleitet werden. Wir lehnen es ab, allenfalls einen Leistungsabbau hinnehmen zu müssen, der anschliessend im Einzelfall durch Fürsorgemassnahmen aus Mitteln der Goldreserven gemildert würde. Die Verwendung von in langen Jahren angesammelten Reserven soll die Würde der Beteiligten sichern – und nicht mindern.</p>
5.09	CSC	<p>Bildungsmassnahmen verfolgen nachhaltige Zwecke und kommen, wie unser Vorschlag für Kinderzulagen, hauptsächlich der jüngeren Generation zu.</p> <p>Etwas mehr Mühe bereitet uns die Idee, die Mittel den AVS-Rentnerinnen und Rentner zukommen zu lassen. Es gilt aus den jüngsten Armutsstudien die Konsequenzen zu ziehen. Die Gewichte der künftigen Sozialpolitik müssen zugunsten der Familien verschoben werden.</p>
6.01	FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTES	<p>Wir begrüssen, dass im Rahmen einer Bildungsinitiative ganz junge Frauen – unsere Töchter und Enkelinnen – davon profitieren sollen, dass ihre Lehrkräfte für die IuK-Technologien fit gemacht werden und entsprechende Technologien gefördert und eingekauft werden sollen – die Kantone mit ihren Bildungsaufträgen bei leeren Kassen werden es danken. Aber es stört uns sehr, dass keine besonderen Anstrengungen unternommen werden, flankierende Massnahmen bei der Ausbildung von Frauen bei den Kantonen zu monieren. Für Frauen macht es nur Sinn, eine Berufsausbildung nachzuholen oder die vorgeschlagenen „Learning Centers“ zu nutzen, wenn die ausserhäusliche Kinderbetreuung in allen Kantonen an die Hand genommen wird. Ansonsten läuft die ganze „Mobilisierung bildungsferner Schichten“ ohne die Frauen.</p> <p>Die Finanzierung von Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS ist für alle Kundinnen des FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE ein wichtiges Thema. Wir begrüssen diesbezüglich eine kluge Planung.</p>
6.04	Pro Senectute	<p>Zur Bildungsinitiative wollen wir uns hier nicht näher äussern. Unser Hauptaugenmerk richtet sich verständlicherweise auf den zweiten Themenbereich – die Finanzierung von Überbrückungsleistungen im Rahmen der 11. AVS-Revision. Wir begrüssen die Einsicht des Bundesrats, dass verschiedene im Rahmen der 11. AVS-Revision von ihm vorgeschlagene Massnahmen „aus sozialpolitischer Sicht negativ zu bewerten sind“ (S. 28 des Vernehmlassungsberichts) sowie dessen Vorschlag, durch Überbrückungsleistungen soziale Härten im Einzelfall abzumildern.</p> <p>Mit dem vorliegenden Vorschlag wäre ein Einstieg in die sozial abgedeckte Flexibilisierung des Rentenalters gemacht. Pro Senectute hat in ihren öffentlichen Stellungnahmen der vergangenen Monate und Jahre immer wieder die Notwendigkeit einer solchen Flexibilisierung betont. Sie käme gerade denen zu Gute, die sie am Dringendsten benötigen: diejenigen älteren Frauen und Männer, die kaum mehr Chancen auf dem Arbeitsmarkt haben bzw. die von ihrer lebenslangen Arbeit so ausgelaugt sind, dass sie lieber heute als morgen in die Rente gehen möchten. Studien zeigen, dass am Ende des Berufslebens körperliche Probleme vielen Menschen die Erfüllung der beruflichen Anforderungen erschweren, und dass die individuelle Lebensdauer in enger Verbindung mit dem gesellschaftlichen Ansehen sowie den Belastungen des jeweiligen Berufs steht. Solche sozialen Ungerechtigkeiten dürfen nicht einfach hingenommen werden. Deshalb unterstützen wir alle Flexibilisierungsmassnahmen, die gerade den wirtschaftlich schwächeren Teilen des Volkes entgegenkommen.</p>
6.06	ADF	<p>Les personnes touchées par ces aides payeront davantage d'impôt que si elles ne les ont pas. Partant de ce constat, les collectivités publiques profiteront indirectement de ces aides.</p>

7.02	ASSOCIATION SUISSE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES	<p>Goldreserven stellen unseres Erachtens einen Teil des Volksvermögens dar, welches im Falle einer Versilberung wenn immer möglich an die ganze Bevölkerung zurückfliessen sollte. Dieses Ziel lässt sich im Rahmen eines Schuldenabbaus bei Bund und Kantonen oder allenfalls noch mit der skizzierten Bildungsinitiative ausgewogener und umfassender erreichen als mit Überbrückungsleistungen im Rahmen der AVS, die nur einem äusserst geringen Teil der Bevölkerung zu Gute kämen. Zudem sollten unserer Meinung nach die im Zuge der 11. AVS-Revision (neu) entstehenden Lücken durch bessere und systemgebundene Lösungen bereits mit der bevorstehenden AVS-Revision oder dann mit Hilfe der Ergänzungsleistungen geschlossen werden.</p>
8.02	FSEA	<p>Weiterbildung ist einer der Schlüsselfaktoren für die gesellschaftliche und wirtschaftliche Entwicklung der Schweiz. Die Weiterbildungsbeteiligung der erwachsenen Bevölkerung ist in der Schweiz zu tief (jährlich ca. 38 %). Zudem belegen Studien, dass rund 18 Prozent der erwachsenen Bevölkerung mit Lese- und Schreibschwierigkeiten konfrontiert sind; diese Quote liegt im internationalen Vergleich relativ hoch.</p> <p>Ein Engagement des Bundes ist dringend notwendig, um den Zugang zur Bildung bei der breiten Bevölkerung und insbesondere bei den bildungsfernen Schichten zu verbessern.</p>
8.03	ECH	<p>Eine zweckgebundene Verwendung der Erträge aus dem Goldverkauf hat den Vorteil, dass der Nutzen für alle sichtbar und für viele spürbar ist. Der Einsatz der IuK-Technologien im Bildungswesen der Volks- und Mittelschulen wird in den kommenden Jahren zweifellos weiter zunehmen, auch ohne eine Bildungsinitiative, wie sie in den Vernehmlassungsunterlagen skizziert ist. Der Bund könnte aber mit den vorgeschlagenen Massnahmen entscheidend dafür sorgen, dass dieser Einsatz einerseits beschleunigt wird und andererseits unterstützende Dienstleistungen aus den Mitteln des Goldertrags erbracht werden, die von den Kantonen alleine nicht geleistet werden können, die aber einen sinnvollen Umgang mit IuK-Technologien an den Schulen wesentlich erleichtern würden (z.B. Vollausbau des nationalen Bildungsservers, Entwicklung stufengerechter schweizerischer Teachware, Aufbau eines nationalen Netzes von Fachleuten für den pädagogischen Einsatz von IuK-Technologien, subsidiäre Leistungen im Weiterbildungsbereich, etc.).</p> <p>Besonderen Wert legen wir auf die Feststellung, dass es sich bei den Geldern für die Bildungsinitiative um echte Investitionen handelt, die sich langfristig gesehen auch für Bund und Kantone in Franken und Rappen niederschlagen (vgl. Resultate des NFP 33 zur Wirksamkeit unserer Bildungssysteme).</p>
8.04	FET	<p>D'une manière générale nous proposons que le domaine de la formation puisse évidemment bénéficier des moyens les plus étendus qu'il se peut. Le domaine des NTIC est opportun et exige un engagement important pour pallier aux retards accumulés par les systèmes éducatifs et de formation professionnelle.</p>
8.05	CTIE	<p>L'offensive de la formation ne peut être menée à bien sans un engagement financier très conséquent des pouvoirs publics (Confédération, cantons et communes) et de l'économie. Il s'agit de mettre sur pied et de financer de réelles mesures d'apprentissage et de rattrapage afin de permettre à toute la population d'avoir accès à ces technologies. Cette offensive dépasse de loin les capacités budgétaires des collectivités publiques habituelles.</p> <p>Dans ce contexte la proposition d'affecter une partie des réserves d'or à la promotion de la formation dans le domaine des NTIC se justifie pleinement. Nous saluons cette proposition car elle répond à de réels besoins et aux attentes des milieux de la formation.</p>
9.01	FPV	<p>Les tâches de formation doivent être financées par les budgets ordinaires des la Confédération et avant tout des cantons. Il est en effet curieux de financer par des ressources extraordinaires des programmes de formation dès lors qu'ils sont considérés comme indispensables. Si par contre ils ne le sont pas, on peut y renoncer.</p> <p>A ce qui concerne notre système d'assurances sociales nous sommes d'avis qu'il doit trouver sa cohérence dans les dispositions qui le régissent et non avoir recours, pour en corriger quelques effets pervers, à des sources extraordinaires de financement dont la pérennité pourrait d'ailleurs se révéler aléatoire. Le calcul de la rentabilité du capital résultant de la vente d'or de la BNS est basé sur un taux d'intérêt réel de 3 % qui n'est pas garanti à</p>

		<p>long terme. L'AVS ne pourra échapper à un assainissement et toute mesure de replâtrage visant à masquer la situation réelle ne fait que repousser les échéances qui n'en seraient alors que plus douloureuses.</p>
9.04	PS Frauen	<p>Das Projekt scheint uns noch nicht sehr ausgereift. Wir befürchten auch, dass es daran scheitern könnte, dass im Bildungsbereich praktisch keine Strukturen auf Bundesebene bestehen, auf denen eine solche Bildungsinitiative aufgebaut werden könnte. Wir empfehlen daher auf jeden Fall, die Bildungsinitiative über die Erträge aus den UMTS-Lizenzen-Versteigerung zu finanzieren. Einerseits weil es sich bei der Bildungsinitiative inhaltlich um eine Input-Finanzierung handelt, für die sich ein Einmalertrag viel besser eignet, als regelmässig eintreffende Erträge. Und andererseits, weil die Bildungsinitiative inhaltlich sehr eng mit der Versteigerung der Lizenzen verbunden ist und damit auch eine innere Logik erreicht würde: Der Ertrag aus dem Technologieschub würde genutzt, um in breiten Bevölkerungskreisen die Befähigung zu stärken, diese Technologie überhaupt zu nutzen und weiterzuentwickeln,</p>
9.05	SSH	<p>Eigentliche „<i>No-Gos</i>“ stellt für uns die Verwendung des Sondervermögens für staatliche Konsumausgaben im Sinne von „Nicht-Investitionen“, wie etwa Überbrückungsleistungen dar, da diese das Problem nur vorübergehend, nicht jedoch grundsätzlich zu lösen vermögen. Wir erachten deshalb die vorgeschlagenen Massnahmen im Bereich der AVS-Überbrückungsleistungen als ungeeignet. Vielmehr sind wir der Meinung, dass der Senkung bzw. Stabilisierung der Lohnnebenkosten volkswirtschaftliche Bedeutung zukommt. Dies um so mehr als sämtliche in der jüngsten Vergangenheit diskutierten Lösungsansätze im Bereich der Sozialversicherung auf Erhöhungen der Mehrwertsteuer hinauslaufen und eine international ausgerichtete Branche wie die Hotellerie extrem empfindlich auf Erhöhungen der Mehrwertsteuer reagiert.</p> <p>Die vorgeschlagene Mittelaufteilung bevorteilt aber gerade die Überbrückungsleistungen, indem die Erträge des Sondervermögens nur gerade bis Ende 2004 bzw. 2005 der befristeten Bildungsinitiative zufließen (jedoch mindestens 600 Mio. Franken) und alle späteren jährlichen Erträge von rund 300 Mio. Franken dem Bereich der AVS zugute kommen sollen. Unseres Erachtens stellt aber gerade die Finanzierung der Bildung eine unerlässliche Investition in eine erfolgsversprechende Zukunft unseres Landes – auch gerade im Bereich des Tourismus – dar. Dazu kommt die Förderung der anwendungsorientierten Forschung und Entwicklung, deren Stellung im „System der Fachhochschulen Schweiz“ gegenüber heute noch deutlich gestärkt werden muss. Insofern müssten mehr und längerfristige Gelder in den Bereich der Bildung sowie zusätzlich in den Bereich der angewandten Forschung gelangen, als im Vernehmlassungs-Vorschlag aufgezeigt.</p>
9.21	VSIG	<p>Den Vorschlag zur Finanzierung von Bildungsmassnahmen im Bereich der neuen IuK-Technologien sowie zur Finanzierung von Überbrückungsleistungen im AVS-Bereich können wir nicht unterstützen.</p> <p>Die Bildungsmassnahmen würden, sofern sie zentral geplant und durchgeführt werden, komplizierte neue Strukturen erfordern und praktisch einem Impulsprogramm für die wahrhaftig nicht notleidende „Aus- und Weiterbildungsindustrie“ gleichkommen.</p> <p>Die Überbrückungsleistungen sehen die Behebung gewisser in sozialer Hinsicht unerwünschter Auswirkungen der Strukturanpassungen der AVS vor. Auch hier müssen Massnahmen, die sich als notwendig erweisen, unter Aufrechterhaltung der Kohärenz des Sozialversicherungssystems finanziert werden, d.h. unter Rückgriff auf die betreffenden Budgets und nicht mit Nutzung ausserordentlicher Ressourcen, deren Fortbestand sich im Übrigen über kurz oder lang als ungewiss erweisen könnte. Es sei unterstrichen, dass die AVS nicht um eine Sanierung herumkommen wird, und dass jede Massnahme, die darauf abzielt, diesen oder jenen Aspekt zu flicken, das Erwachen um so schmerzhafter machen wird. Sind die Ressourcen einmal ausgegeben, ist dieser Teil des Schweizerischen Volksvermögens nicht mehr vorhanden.</p>
9.22	CASS	<p>Bildungsinitiative: Die schweizerische Volkswirtschaft hängt – als Bedingung für eine erspriessliche Zukunft unseres Landes – ganz entscheidend davon ab, dass Forschung und Bildung einen hervorragenden Platz in der Politik auf allen staatlichen Ebenen einnehmen, und dies gerade auch im internationalen Vergleich. Es ist kein Geheimnis, dass, jedenfalls was den Bundesstaat angeht, bei der Entwicklung von Bildung und</p>

		<p>Forschung ein Nachholbedarf besteht. Dies betrifft keineswegs nur die von den neuen IuK-Technologien beschlagenen Bereiche. Indessen kommt gerade ihnen für die wirtschaftliche Zukunft unseres Landes hohe Bedeutung zu. Wenn nun, unerwartet, beachtliche öffentliche Mittel frei werden und nach deren sinnvoller Verwendung gesucht wird, so steht für den CASS der Bildungs- und Forschungsbereich unmittelbar im Vordergrund.</p> <p>Die Akademien teilen die seit längerer Zeit und verschiedentlich untermauerte These, dass die fortschreitende Veränderung unserer Gesellschaft zu einer Wissensgesellschaft Bildung, Forschung, Wirtschaft, Politik, ja Kultur schlechthin vor immer grössere Herausforderungen stellt. Dies gilt beliebt nicht nur für unser Land, viel mehr weltweit. Wir stellen fest, dass ein immer grösserer Anteil der Weltbevölkerung sich mit der Vermehrung des Wissens befasst und dass ein wichtiger Teil dieses Wissens für die Erhaltung und Erweiterung der wirtschaftlichen Kraft einer politischen Gemeinschaft unerlässlich ist. In diesem Zusammenhang kommen wir auf den oben geltend gemachten Nachholbedarf zurück: Während viele der Länder, mit denen wir auf dem Weltmarkt konkurrieren, ihren Aufwand für Forschung und Entwicklung signifikant erhöht, ja eigentliche Bildungs- und Forschungsinitiativen ausgelöst haben, beschränkten wir uns in der Schweiz darauf, der neuen Herausforderung mit Steigerung von Wirkung und Effizienz in Forschung und Ausbildung zu begegnen. Das ist seit gut zehn Jahren so. Wenn wir auch feststellen dürfen, dass unsere Anstrengungen nicht ohne Erfolg blieben, vermögen sie doch heute nicht mehr zu genügen und werden kurzfristig unsere Leistungs- und Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen.</p> <p>Statistiken zeigen, dass in wichtigen Fächern die schweizerische Forschung Spitzenpositionen hält. Untersucht man die einschlägigen Bereiche, stellt man allerdings fest, dass es sich oft um eher traditionelle Gebiete handelt. Dort, wo wir glauben, dass in Zukunft entscheidende und für das Wirtschaftsleben bedeutende Durchbrüche gelingen, nimmt sich unsere Position weniger günstig aus. Etwas anders mag sich die Lage bei der Beurteilung der Bildungssysteme in der Schweiz ausnehmen. Diese gelten nach wie vor als ausgezeichnet. Diesen Stand müssen wir halten, und wenn dabei die besondere Förderung der in Ausbildung und Lehre wichtiger werdenden neuen IuK-Technologien erforderlich ist, dann drängt sich eine Sonderaktion, wie sie in den Vernehmlassungsunterlagen dargestellt wird, geradezu auf.</p>
9.23	droit à la vie	<p>Les utilisations envisagées ne nous semblent pas opportunes ou moins adaptées. La formation professionnelle ne fait pas partie des tâches primordiales de l'État qui ne doit intervenir que selon les règles découlant du principe de la subsidiarité. L'État ne doit pas s'immiscer de telle façon dans l'économie. Il doit se borner à réglementer les conditions cadres de façon à ce que les forces du marché fonctionnent de la façon la plus adéquate possible. C'est elles qui doivent présider à l'allocation des ressources y compris les ressources humaines et le financement.</p> <p>L'utilisation pour les mesures proposées en matière d'AVS n'est pas non plus raisonnable. Il est incontestable que l'évolution démographique pose un sérieux problème à l'AVS. Mais il est évident que les mesures transitoires proposées ne sont qu'un palliatif à court terme. Il y a donc risque de galvauder ainsi presque en pure perte un élément important du patrimoine national.</p>
9.24	CSAJ	<p>Nous tenons à dire que si nous trouvons bon nombre des propositions faites dans la variante 1 intéressantes et dignes de soutien, nous remarquons quelles sont en fait des failles béantes existant au sein d'un système social que certains veulent encore réduire. Cela montre la précarité de notre « filet social » et nous souhaitons vivement qu'en tous les cas ces manques soient comblés au plus vite. Il ne nous semble en effet pas normal qu'en l'an 2000, dans du monde, il y ait des personnes qui ne puissent « nouer les deux bouts ».</p> <p>Concernant la formation aux NTIC, en tant que représentants de la jeunesse nous Union patronale suisse nous estimons mieux que personne leur importance puisque nous sommes nés avec ces outils. Nous estimons en revanche que le financement de cette formation ne doit pas être pris sur les réserves d'or, mais sur les profits réalisés par la vente de licence d'exploitation des réseaux de téléphonie mobile ou d'autres profits y relatifs.</p>

Frage:

Was halten Sie von der vorgeschlagenen Befristung der Bildungsinitiative und der Überbrückungsleistungen? Wie beurteilen Sie die Gefahr des Entstehens von Folgekosten?

Tabelle 4: Befristung und Folgekosten von Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.01	ZH	Durch die vom Bundesrat vorgeschlagene Zweckbindung sind spätere Folgekosten bei den Kantonen zu erwarten.
1.03	LU	Die Kombinationsvariante ist mit erheblichen zusätzlichen finanziellen Lasten verbunden . Bei der Bildungsinitiative fallen den Kantonen sowohl hohe Beteiligungskosten als auch hohe Folgekosten an. Einerseits werden zusätzliche Investitionen in die Infrastruktur notwendig, andererseits ist die Bildungsinitiative ein befristeter Impuls mit hohen Folgekosten aus dem Betrieb und dem Unterhalt sowie der Aktualisierung der realisierten Aktionen . Bei der Verwendung der Mittel für Überbrückungsleistungen ist ebenfalls mit hohen Folgekosten nach Ablauf des Überbrückungsprogramms zu rechnen. Zudem dürfte diese Massnahme negative finanzielle Auswirkungen auf die nachfolgenden AVS-Revisionen haben. Schliesslich sei diesbezüglich angemerkt, dass die Umschreibung der Bezugsvoraussetzungen für leistungsgeschwächte Personen im Vernehmlassungsbericht zu offen und unbestimmt ist, womit ein grosser Kreis Bezugsberechtigter oder aber hohe Abklärungskosten entstehen würden.
1.08	GL	Gegen die Variante "Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen" spricht vor allem, dass diese Aufgaben, wenn sie einmal von den Kantonen übernommen worden sind, mit grosser Wahrscheinlichkeit weitergeführt werden müssen. Die kantonalen Haushalte haben somit nach Ablauf der Ausschüttungen aus dem Goldfonds und nachdem dieser aufgebraucht ist, diese Ausgaben aus ihren Mitteln zu tragen. Damit wird die Staatsquote dauerhaft erhöht. Genau dieser Effekt ist unerwünscht und hat zur Folge, dass immer mehr finanzielle Mittel gebunden werden. Damit sinkt einerseits der Spielraum der öffentlichen Hand und andererseits steigt die Steuerbelastung für den Bürger.
1.20	TG	Überbrückungsleistungen: Eine zeitliche Befristung der Massnahmen zur Stärkung der 1. Säule scheint uns nicht angebracht, weil sich aufgrund der bereits verfügbaren demografischen Daten eine weitere Überalterung der Wohnbevölkerung der Schweiz abzeichnet.
1.24	NE	Il est peu probable que les mesures ponctuelles proposées par le Conseil fédéral puissent être interrompues après quelques années . A terme, une fois tarie la source de recettes provenant des réserves d'or, ces mesures entraîneront vraisemblablement des dépenses supplémentaires à la charge des budgets courants des cantons . Le rapport mis en consultation souligne expressément la probabilité d'une telle issue.
1.26	JU	Vu d'aujourd'hui, stopper les mesures proposées apparaît comme une opération difficilement réalisable . Par un rejet de celles-ci, nous désirons justement ne pas devoir faire face à ces coûts consécutifs.
3.03	PS	Sollte das Bundesratsmodell mit der Zweckbindung der Erträge für Überbrückungsleistungen im AVS-Bereich zur Anwendung kommen, ist auf jeden Fall auf eine zeitliche Begrenzung auf 12 Jahre zu verzichten. Wenn eine Beschränkung gesetzlich verankert werden soll, dann mindestens auf 20 Jahre . Eine zeitliche Befristung der Bildungsinitiative auf ca. 4 Jahre wird hingegen befürwortet. Die Frage der Folgekosten ist aber hier nicht zu klären . Wenn sich die Weiterführung der Informatikprogramme sachlich und fachlich rechtfertigt, ist eine Finanzierung dannzumal zu suchen . Der Begriff „Folgekosten“ ist in diesem Zusammenhang auch falsch gewählt.
3.07	PST	Ces mesures devraient étre inscrites dans le budget normal de la Confédération, il s'agit en effet de tâches essentielles pour un État moderne et riche comme l'est le nôtre.
3.12	PCS	L'échelonnement dans le temps nous paraît trop long . Notre préférence va à une concentration tant des mesures (ponctuelles) que de la durée. A moyen terme, ces tâches doivent

		relever des compétences législatives ordinaires et de leurs budgets respectifs.
4.02	CDAS	<p>Befristung: Bei der von der CDAS vorgeschlagenen Kombinationsvariante würden zuerst die Bildungsmassnahmen – befristet auf ca. 2 Jahre – initiiert. Anschliessend würden die Überbrückungsleistungen folgen. Anstelle der vorgesehenen zwölf Jahre wäre eine kürzere Periode (z.B. vier bis sechs Jahre) denkbar. Die genaue Dauer bleibt auszuhandeln. Schliesslich könnte das Vermögen zu zwei Dritteln an die Kantone und zu einem Drittel an den Bund zur Schuldentilgung gehen.</p> <p>Vermeidung von Folgekosten: Bezüglich der Bildungsmassnahmen wird der Schwerpunkt auf den Faktor Bildung zu legen sein und nicht auf Infrastrukturen oder EDV-Geräte. Im übrigen handelt es sich hier um einen Impuls, der einen der Schweiz drohenden Bildungsrückstand gegenüber den übrigen Industrieländern verhindern oder mildern soll. Die Folgenutzen sollten allfällige Folgekosten überwiegen.</p> <p>Bei den Überbrückungsleistungen geht es unseres Erachtens um eine zeitlich begrenzte soziale Milderung der tiefgreifenden Umstrukturierungen der 1. Säule. In diesem Sinne sind Folgekosten längerfristig nicht zu erwarten. Im Rahmen der 12. AVS-Revision wird die Lage sowohl bezüglich Leistungen wie auch Finanzierungsmöglichkeiten neu beurteilt werden müssen.</p> <p>Demgegenüber können bei der Variante Schuldenabbau Folgekosten nicht ausgeschlossen werden, da Einnahmen à fonds perdu die Begehrlichkeit der Parlamente wecken könnten, und dies besonders dort, wo die Kantone nur wenig oder keine Schulden aufweisen.</p>
5.03	UNION PATRONALE SUISSE	In der Regel können Folgekosten nicht vermieden werden , und bei diesem diffusen Programm sind Folgekosten ohnehin unabsehbar. Auf jeden Fall entstehen mit Abbruch der Aktivitäten Lücken, deren Schliessung wieder neue Mittel erfordern würde.
5.04	FRPS	Notre opposition aux mesures en faveur de la formation comme aux mesures en faveur de prestations à l'AVS s'explique par le fait que, dans l'un et l'autre cas, les dispositifs mis en place créeront des structures permanentes qui, au terme des périodes proposées par le projet, ne pourront plus être remises en cause et devront alors être absorbées par le budget ordinaire.
6.02	UPS	Folgekosten können nicht ganz vermieden werden. Man muss sich aber bemühen, diese Kosten so niedrig als möglich zu halten und es darf sich auch kein Rechtsanspruch ableiten lassen, weder für die AVS noch für die Bildungsmassnahmen.
6.04	Pro Senectute	Mit der vom Bundesrat vorgeschlagenen zeitlichen Befristung der Überbrückungsleistungen sind wir grundsätzlich einverstanden . Unseres Erachtens sollte die Frage einer umfassenden Flexibilisierung des Rentenalters sowie deren Finanzierung spätestens in der 12. AVS-Revision angepackt werden.
6.06	ADF	Les coûts consécutifs doivent être évités en confiant la gestion de la promotion aux organes des cantons s'occupant de la scolarisation. Pour les prestations complémentaires à l'AVS, les caisses de compensation nous semblent habilitées à traiter de la question.
7.02	ASSOCIATION SUISSE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES	Einmal eingeführte, zusätzliche Leistungen bzw. Privilegien in der AVS für Bevölkerungsteile in einem schwierigen sozialen und finanziellen Umfeld können später nicht mehr beseitigt werden . Der Ruf nach Besitzstand wird laut werden und zieht einen ergänzenden, zusätzlichen Finanzierungsbedarf mit sich. Wir glauben nicht daran, dass die Überbrückungsleistungen in späteren Jahren wieder eliminiert werden können, werden durch die 11. AVS-Revision doch immer wieder zahlreiche neue Härtefälle geschaffen, die sich nicht auf eine Übergangszeit beschränken lassen.
8.03	ECH	Die Entstehung von Folgekosten bei der geplanten Bildungsinitiative kann durch die konsequente Anbindung an bestehende Strukturen vermieden werden. Dies gilt für die Weiterbildung von Lehrpersonen, die an regionalen Kompetenzzentren erfolgen soll, ebenso wie für die Mobilisierung bildungsferner Schichten: Neben öffentlichen Bibliotheken könnten in peripheren Gebieten auch Schulen bzw. Schulbibliotheken diese Aufgaben bei entsprechender personeller Ausstattung übernehmen. Die Schule würde dabei zu einem „Learning Center“ nicht nur für Schülerinnen und Schüler, sondern auch

		für Eltern und weitere bildungsfernere Schichten. Schliesslich ist der Unterrichtseinsatz der IuK-Technologien möglichst bald in die Lehrpläne der Pädagogischen Hochschule aufzunehmen, so dass die nachrückende Generation der Lehrpersonen bereits über entsprechende Kompetenzen verfügt.
8.02	TRI S2	Bei der Bildungsinitiative müsste die notwendige Weiterentwicklung und Wartung der Bildungssoftware, aber auch die Bereitstellung der nötigen personellen Ressourcen über das Jahr 2004 hinaus aus dem Golderlös mitfinanziert werden. Die bloss auf vier Jahre angesetzte Bildungsinitiative greift unseres Erachtens zeitlich zu wenig weit, als dass ihr Nutzen auf Dauer garantiert werden könnte.
9.01	FPV	Ces programmes, prévus sur une durée de 6 ans, ne sauraient certainement se faire sans créer ici et là des structures permanentes dont le coût se répercuterait ensuite sur les budgets ordinaires.
9.05	SSH	Folgekosten können dadurch vermieden werden, dass die Anfangsinvestitionen nachhaltiger Natur sind, d.h. die angestrebten bildungspolitischen Projekte auf eine vernünftige finanzielle Basis gestellt sowie entsprechend koordiniert und propagiert werden.
9.15	SAP	Der Bund soll mit einer Bildungsinitiative Impulse vermitteln. Die Kantone sind gehalten, diese Impulse aufzunehmen und in ihr ordentliches Erziehungswesen zu übernehmen. Multimediale Lerntechniken sind demzufolge später in das ordentliche Budget für Bildung und Erziehung einzubauen.
9.22	CASS	Die schweizerische Position in Bildung und Forschung soll nicht mehr nur durch Steigerung von Wirksamkeit und Effizienz gehalten werden, sondern der Staat soll sie durch Bereitstellung vermehrter Mittel vorantreiben. Dies muss auch geschehen, wenn es nicht möglich würde, einen Teil der Goldreserven der Nationalbank diesem Ziel zu widmen. Damit ist zugleich gesagt, dass eine einmalige, zeitlich befristete Massnahme nicht ausreicht . Förderung von Bildung und Wissenschaft ist ein nachhaltiges Geschäft, es muss gerade in unserer Zeit langfristig und mit Nachdruck betrieben werden.

6.2.2.2 Bildungsinitiative

Frage:

In welchem der drei Aktionsfelder "Lehrerweiterbildung", "Bildungsinhalte im virtuellen Lernraum" und "Mobilisierung bildungsferner Schichten" sehen Sie die höchste Priorität?

Tabelle 5: Präferenzen bei der Ausgestaltung der Bildungsinitiative

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
3.01	PRD	Sollte aufgrund der Vernehmlassungsergebnisse einer Bildungsinitiative der Vorzug gegeben werden, wäre u.E. die Priorität im Aktionsfeld „ Lehrerweiterbildung “ zu setzen.
3.02	PDC	Bei der Ausgestaltung der Bildungsinitiative sind folgende Grundsätze zu respektieren: <ul style="list-style-type: none"> - Die Kantone sind und bleiben verantwortlich für die Bildung im primären und sekundären Bereich. Sie sind auch in der Lage, die notwendigen Schritte schnell und kompetent einzuleiten. Wir erachten grundsätzlich Investitionen mit Folgekosten für die Kantone als nicht opportun. - Jede zukunftsgerichtete Weiterbildungsinitiative muss in feiner Abstimmung mit der Privatwirtschaft erfolgen und darf nicht nur den IT-Bereich beinhalten. - Wir stellen aber durchaus Defizite fest: Nach Ansicht vieler Fachleute ist heute der grösste Mangel die noch fehlende Informatik-Ausbildung der Lehrkräfte in der Primar- und Sekundarschule. Die Anstrengungen, die mit den sogenannten „Netdays“ gemacht werden, könnten vom Bund zusätzliche Unterstützung erfahren, denn diese steuern zur Behebung dieses Mangels bei. Unterstützungskredite für bauliche Massnahmen im Zusammenhang mit der Netztauglichkeit der Schulen sollten ebenfalls in Betracht gezogen werden. Ferner könnte sich der Bund in Zusammenarbeit mit der EDK auch bei der Entwicklung adäquater Lehrmittel

		<p>(Hard- und Software für die Volksschulen) engagieren. Schliesslich sollte er die Schaffung von Zertifikationen im Weiterbildungssektor (Sicherstellung der Qualität) ermöglichen.</p> <p>Die Mobilisierung bildungsferner Schichten ist ein wichtiges Anliegen. Doch ist dies ein gesellschaftliches und ein integrationspolitisches Anliegen. Die Wirtschaft und die staatlichen Institutionen haben eine wichtige Funktion in diesem Bereich wahrzunehmen, denn es muss im Interesse aller liegen, dass möglichst viele die Entwicklung mitprägen und davon profitieren können. Das vorhandene Angebot muss allen zustehen und allen zugänglich sein.</p>
3.03	PS	<p>Alle drei vorgesehenen Aktionsfelder sind wichtig. Sie sollten alle drei verfolgt werden. Vorläufig wird der in den Vernehmlassungsunterlagen vorgesehene Finanzierungsschlüssel unterstützt. Im Rahmen der parlamentarischen Beratungen und Hearings werden sicher noch differenziertere und fachlich besser abgestützte Lösungen gefunden werden müssen.</p> <p>Zur Grundsatzfrage der Informatikförderung durch den Bund sind hier einige grundsätzliche Bemerkungen anzubringen:</p> <p>Die Bildungsinitiative, wie sie die Vernehmlassungsunterlagen skizzieren, betrifft nur den Grundschulbereich, also den Bereich der kantonalen Schulhoheit. Diese Informatik-Ausbildung ist auf dem Arbeitsmarkt unmittelbar und direkt ohne Auswirkung. Es wäre eine Täuschung, wenn aus der Initiative eine Behebung des aktuellen und akuten Informatikermangels in der Wirtschaft abgeleitet würde. Wir regen an, dass der Bund als Akteur in der Informatikbildung und -ausbildung vier verschiedene Ebenen auseinanderhält:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Ebene der obligatorischen Schule (bis 16jährige), die in die Kompetenz der Kantone fällt. Auf dieser Stufe konzentriert sich im Wesentlichen die vom Bundesrat vorgesehene Informatikbildungsinitiative. 2. Die Ebene der beruflichen Erstausbildung wie Berufslehre und Fachhochschulstufe, die eine Verbundaufgabe von Bund, Kantonen und Wirtschaftsverbänden darstellt (16- bis 24jährige). 3. Die Ebene der Umschulung und Weiterbildung von erwachsenen Erwerbstätigen, von Betroffenen des Strukturwandels und von Quereinsteigern (über 25jährige). 4. Die Ebene der Universitätsbildung und der ETH <p>Bei aller Wertschätzung der Informatikinitiative an der obligatorischen Schulstufe halten wir auch auf den anderen Ausbildungsebenen zusätzliche Anstrengungen des Bundes für unerlässlich. Es wäre fatal, wenn der Bund auf Zusatzmassnahmen im Bereich Berufsbildung und Umschulung von Informatikpersonal verzichten würde, weil nun die Informatikinitiative auf der Grundschulstufe in den Vordergrund geschoben wird. Die zusätzlichen Anstrengungen im Lehrstellenbeschluss II (Basisjahr für Informatiklehrlinge, Informatikausbildung für Frauen, Ebene 2) und eine Umschulungsinitiative (Ebene 3) wie sie von den Parlamentarischen Initiativen Simoneschi, Strahm und Theiler gefordert werden, sind absolut unabdingbar.</p>
3.07	PST	<ol style="list-style-type: none"> 1. mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation 2. perfectionnement des enseignants 3. programmes d'enseignement virtuel, ce type d'enseignement ne remplacera jamais l'enseignement donné en direct dans une école. <p>Nous ne serions pas gênés de voir une priorité aux points un et deux.</p>
3.12	PCS	<p>Nous favorisons prioritairement des mesures pour les milieux défavorisés et subsidiairement la production de logiciels éducatifs.</p> <p>Le PCS entend que l'utilisation des moyens financiers dégagés par la vente des réserves d'or soit concentrée sur un nombre minimum de mesures. Un saupoudrage visant à satisfaire le plus nombre ne présente aucun intérêt.</p>
4.01	CDAS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Priorität: Lehrerweiterbildung 2. Priorität: Mobilisierung bildungsferner Schichten

		<p>3. Priorität: Bildungsinhalte im virtuellen Lernraum</p> <p>Die drei Aktionsfelder scheinen uns im bundesrätlichen Vorschlag grundsätzlich gut gewichtet. Dennoch würden wir eine Beschränkung auf die ersten beiden Prioritäten vorziehen.</p>
5.01	economiesuisse	<p>Die vorgeschlagene Bildungsinitiative erweckt eher den Eindruck eines kurzfristig improvisierten Massnahmenbündels als eines durchdachten konsistenten Programms. Es ist ein Sammelsurium von Massnahmen, die von der Chancengleichheit in der Informationsgesellschaft, über die Lehrerweiterbildung, die Mobilisierung bildungsferner Schichten bis zur Medienkompetenz mehr oder weniger alles abdecken wollen.</p> <p>Falls Bundesrat und Parlament beschliessen sollten, das überschüssige Notenbankgold für eine Bildungsoffensive einzusetzen, so müsste das vorgeschlagene Massnahmenbündel wesentlich umgestaltet werden. Aus unserer Sicht wäre eine Bildungsinitiative auf die zwei Aktionsfelder „Lehrerweiterbildung“ und „Bildungsinhalte im virtuellen Lernraum“ zu fokussieren, wobei den multimedialen Lernmethoden besondere Bedeutung beizumessen ist. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Stellungnahme des Schweizer Automatik Pool (SAP).</p>
5.07	USS	<p>Wenn Ausgaben für die Aus- und Weiterbildung beschlossen werden, soll das Geld primär für die ordentlichen Bundesaufgaben in diesem Rahmen ausgegeben werden, also für die berufliche Erstausbildung wie die Berufslehre und Fachhochschulen, oder für die Aus- und Weiterbildung von erwachsenen Erwerbstätigen.</p>
5.09	CSC	<p>Der CSC sieht eine klare Priorität im Aktionsfeld „Mobilisierung bildungsferner Schichten“. Um am gesellschaftlichen, politischen und wirtschaftlichen Leben teilzunehmen und selbständig leben zu können, braucht es die folgenden zentralen Voraussetzungen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - eine Landessprache sprechen können - lesen und schreiben können - über einen Ausbildungsabschluss verfügen - IuK-Technologien anwenden können - Zugang haben zu den IuK-Technologien <p>Nimmt man die Mobilisierung bildungsferner Schichten wirklich zum Ziel, so wird mit Blick auf die Erfahrungen in Grossbritannien und Schweden klar, dass man hier nur vorwärts kommt, wenn Mittel in der Grössenordnung von gegen 500 Mio. Franken eingesetzt werden. Da der Gesamtbetrag für den Bildungsbereich mit 600 Mio. veranschlagt ist, ist eine Konzentration absolut erforderlich.</p>
6.01	FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTES	<p>Der FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE sieht beim Aktionsfeld „Mobilisierung bildungsferner Schichten“ höchste Priorität und verlangt, dass die Situation der Frauen im Wirtschaftsleben umfassend geändert wird, d.h. dass in einer Bildungsinitiative zugunsten der ganzen Bevölkerung mit der ausserhäuslichen Betreuung von Kindern als flankierende Massnahme ernst gemacht wird.</p>
6.02	UPS	<p>1. Priorität: Bildungsinhalte im virtuellen Lernraum 2. Priorität: Lehrerweiterbildung 3. Priorität: Mobilisierung bildungsferner Schichten</p> <p>Die zur Verfügung stehenden Mittel sollten auf ein Aktionsfeld konzentriert werden, da sonst die Gefahr einer Verzettlung zu gross wird.</p> <p>Es ist ein „Muss“, dass die bestehenden Angebote mit den im Rahmen der Bildungsinitiative finanzierten Tätigkeiten koordiniert werden. Es muss auf dem bestehenden Angebot aufgebaut werden. Doppelspurigkeiten müssen nach Möglichkeit vermieden werden.</p>
6.03	SSRV	<p>Der SSRV stimmt den Absichten, wie sie mit den drei Aktionsfeldern in den Vernehmlassungsunterlagen umschrieben werden, zu. Er ist indessen der Meinung, dass diese drei Aktionsfelder um das Aktionsfeld „ältere Menschen“ zu erweitern sind.</p>

		<p>Zunächst fällt auf, dass in den Vernehmlassungsunterlagen im Zusammenhang mit der Bildungsoffensive von älteren Menschen kaum die Rede ist. Sie können – wie wir meinen – nicht zum Aktionsfeld „bildungsferne Schichten“ gezählt werden. Doch auch die dritte und vierte Generation müssen ihren Platz in der kommenden Informationsgesellschaft einnehmen und deren Vorteile nutzen können. Ein sehr grosser Teil der älteren Menschen verfügt heute noch über keine oder zu geringe Kenntnisse im Umfeld der IuK-Technologien. Der SSRV beantragt deshalb, die Bevölkerungsgruppe der älteren Menschen zusätzlich zu den drei vorgeschlagenen Aktionsbereichen als viertes Aktionsfeld in die Planung der Bildungsoffensive aufzunehmen. Dafür sollten ebenso viele Mittel aufgewendet werden wie für das Aktionsfeld „Mobilisierung bildungsferner Schichten“ (d.h. 25- 30 Mio. Fr.).</p> <p>Der SSRV misst der Lehrerweiterbildung allerdings die höchste Priorität bei.</p>
6.05	SKOS	Wir sehen die höchste Priorität im Aktionsfeld „ Mobilisierung bildungsferner Schichten “.
6.06	ADF	<p>Notre association aurait cependant une remarque à faire concernant les destinataires de l'aide à la formation. En plus des élèves et des enseignants que vous proposez d'aider, il nous paraîtrait essentiel d'aider aussi une catégorie de la population, dont la formation professionnelle est encore inférieure à celle de leurs collègues de travail : les femmes. En investissant dans leur formation, vous permettriez aux femmes de trouver des emplois mieux payés. Avec des salaires plus élevés, une partie du retard qu'ont les femmes au point de vue salarial serait comblée et leur participation aux financement de l'AVS augmenterait en même temps que leur cotisations.</p> <p>D'ailleurs, il nous semble que la priorité devrait être donnée au perfectionnement des maîtres primaires et secondaires des écoles publiques en leur remettant les outils nécessaires à leur perfectionnement (ordinateurs et logiciels).</p>
7.04	FSEA	<p>Der FSEA unterstützt die Stossrichtung bei den Bildungsmassnahmen im Bereich der neuen IuK-Technologien, die schwergewichtig auf die Weiterbildung von Lehrkräften sowie auf den Ausbau von Supportstrukturen und regionalen Kompetenz- oder Didaktikzentren ausgerichtet sind. Bei den Umschulungs- und Weiterbildungsmassnahmen der ALV besteht die Einschränkung, dass die Grundausbildung und die allgemeine Förderung der beruflichen Weiterbildung nicht finanziert werden dürfen. In Abstimmung mit den weiteren vorgeschlagenen Überbrückungsleistungen im Bereich der AVS schlagen wir vor, entsprechende arbeitsmarktllich indizierte Massnahmen für bildungsschwächere arbeitslose Personen mit erschwerten Eingliederungschancen ebenfalls vorzusehen.</p>
8.02	FSEA	<p>Eine Weiterbildungsinitiative mit wenig qualifizierten Personen kostet nach Erfahrungen in England und Schweden zwischen 400 bis 500 Mio. Franken auf zwei bis drei Jahre verteilt. Die vorhandenen Ressourcen sollten deshalb nicht vorrangig in die Lehrerbildung fliessen, sondern zu mindestens zwei Dritteln in die anderen beiden Aktionsfelder. Die gravierenden Bildungsdefizite der erwachsenen Bevölkerung (z.B. wenig Qualifizierte, Wiedereinsteigerinnen, Immigranten, Randregionen, Arbeitslose, u.s.w.) können nicht dadurch behoben werden, dass Schulen mehr Informatikwissen vermitteln.</p> <p>Die FSEA sieht deshalb den Schwerpunkt im Aktionsfeld „Mobilisierung bildungsferner Schichten“. Als zweite Priorität schätzen wir „Bildungsinhalte im virtuellen Lernraum“ ein. Die FSEA würde eine Konzentration der Mittel auf diese beiden Aktionsfelder begrüßen.</p> <p>Es ist zu beachten, dass ein grosser Teil der Schweizer Wohnbevölkerung nicht über die Fähigkeiten verfügt, virtuelle Lernräume zu nutzen. Damit Bildungsmassnahmen im Bereich der neuen IuK-Technologien effektiv genutzt werden können, muss sichergestellt werden, dass die breite Bevölkerung über die entsprechenden Fähigkeiten verfügt (Lesen, Schreiben, Computer Literacy, usw.). Andernfalls ist damit zu rechnen, dass die Kluft zwischen gut Ausgebildeten und wenig Qualifizierten sich weiter vertieft.</p> <p>Entsprechend muss auch die Bildungssoftware nicht nur für Kinder und Jugendliche, sondern ebenfalls für Erwachsene entwickelt werden, die keine oder wenig Erfahrung mit Bildung im „virtuellen Lernraum“ haben. Folglich ist es auch wichtig, beim Aktionsfeld „Lehrerweiterbildung“ Auszubildende zu berücksichtigen, die mit Erwachsenen</p>

		<p>arbeiten. In der Schweiz arbeiten ca. 60'000 Auszubildende jährlich mit rund 2 Mio. erwachsenen Lernenden. Diese werden in der Förderung ihrer Fähigkeiten regelmässig vergessen.</p> <p>Koordination mit bestehenden Angeboten: Damit eine Bildungsinitiative nicht nur die Schulen erreicht, sollte sie mit gesamtschweizerischen und regionalen Kampagnen und Projekten verbunden werden. Auf gesamtschweizerischer Ebene könnte die Initiative mit der Weiterbildungskampagne „Lernfestival“ verbunden werden; das Lernfestival kann 2001 und/oder 2003 die IuK-Technologien als Schwerpunkt setzen.</p>
8.03	ECH	<p>Die höchste Priorität hat u.E. ganz klar der Bereich Lehrerweiterbildung. Nicht von ungefähr investieren verschiedene Länder wie Deutschland, Grossbritannien, Finnland oder Norwegen in die Lehrerweiterbildung, weil diese die nachhaltigste und breiteste Wirkung erzeugt.</p> <p>Falls die Notwendigkeit besteht, sich bei der Bildungsinitiative auf ein oder zwei Aktionsfelder zu beschränken, dann müsste am Ehesten auf die Schulung bildungsferner Schichten verzichtet werden. Wir würden diesen Schritt allerdings ausdrücklich bedauern. Die beiden auf die Schule bezogenen Aktionsfelder stehen aber in einem direkten Abhängigkeitsverhältnis zueinander, so dass darauf nicht verzichtet werden kann.</p> <p>Wichtig ist zudem, dass für eine sorgfältige Evaluation des pädagogischen Einsatzes der IuK-Technologien genügend finanzielle Mittel eingeplant werden.</p> <p>Der ECH und einige seiner Mitgliedorganisationen legen zudem Wert auf die Feststellung, dass sich mit zunehmendem Einbezug des Computers in den Unterricht die Gefahr vergrössert, dass sich die Schule je länger je mehr auf rein kognitive Fähigkeiten ausrichtet. Eine ganzheitliche Menschenbildung ist aber nur möglich, wenn Denken und Fühlen gemeinsam in den Prozess des Lernens einbezogen werden.</p> <p>Der ECH erachtet die folgenden fünf Rahmenbedingungen für die Umsetzung der Bildungsinitiative als notwendig:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Die Aus- und Weiterbildung erfolgt an regionalen Kompetenzzentren und ist auf die stufenspezifischen Bedürfnisse der Lehrpersonen ausgerichtet. - Die zu erwerbenden Abschlussqualifikationen sind modular aufgebaut. Damit wird unnötiger Leerlauf vermieden und auf die bereits vorhandenen und sehr unterschiedlich entwickelten IuK-Kompetenzen Rücksicht genommen. - Sämtliche Kosten, die im Zusammenhang mit dieser Aus- und Weiterbildung anfallen, sind von den Schulträgern bzw. vom Bund zu übernehmen. Der Bund könnte z.B. die Kosten für den Kurs und die Spesen während der Ausbildungszeit übernehmen, während die Kantone bzw. die Gemeinden die Stellvertretungskosten übernehmen könnten. - Beim Aufbau der IuK-Infrastruktur kann Sponsoring durchaus eine Rolle spielen. Der ECH hat dazu einen Handweiser mit Empfehlungen zum Umgang mit Fundraising und Sponsoring an öffentlichen Schulen herausgegeben. Diese Empfehlungen sind zu beachten. - Die Aus- und Weiterbildung im Bereich der IuK kann nicht auch noch in der unterrichtsfreien Arbeitszeit durchgeführt werden. Die Belastung der Lehrpersonen hat ein kritisches Mass erreicht, das eine Stellvertretungslösung bei längeren Kursen erfordert.
8.04	FET	<p>Le domaine des « programmes d'enseignement virtuels » nous semble prioritaire car il permet des déploiements à divers niveaux et donc des effets « boule de neige » pour former tout d'abord les enseignants au travers d'une dynamique nouvelle qui pourrait exiger d'eux une saine réactivité pédagogique à ces nouveaux types d'acquisition de connaissances et compétences. Toute implication rapide des enseignants dans des projets pédagogiques liés aux NTIC nous semble apporter des avantages considérables dans la dynamisation de leur engagement (motivation). D'autre part cette solution permet un engagement à large échelle que le perfectionnement institutionnalisé ne permet pas de reproduire. De la notion de consommateur de formation, on pourrait envisager proposer aux enseignants un rôle partagé de leader. D'autre part les multiples interactions d'enseignants sur des projets</p>

		<p>pilotes permettraient des ajustements profitables avant le déploiement "tous publics".</p> <p>L'appui d'un serveur national de la formation/éducation permettrait un déploiement immédiat des instruments exploités.</p> <p>La concentration des moyens sur le domaine cité ci-dessus nous semble préférable à un saupoudrage entre les trois domaines proposés.</p> <p>L'impulsion doit être donnée à un serveur national performant au titre de la Confédération en créant par ce biais de fait un réseau performant entre tous les cantons, les institutions de formation et en finalité entre tous les enseignants. Ce nouveau moyen d'échanges et de coordination doit devenir le vecteur du déploiement de ces projets et des formations proposées.</p>
8.05	CTIE	<p>Perfectionnement des enseignantes et des enseignants en vue de la société de l'information: Il est juste de donner la priorité au perfectionnement des enseignantes et enseignants car il est très important d'intégrer les NTIC dans la formation scolaire des enfants et des jeunes. Pour pouvoir réaliser cette intégration, il est nécessaire tout d'abord de former les enseignantes et les enseignants à l'utilisation des NTIC dans le cadre de l'enseignement de toutes les branches, tant au niveau de la scolarité obligatoire (écoles primaires et enseignement secondaire du premier degré) qu'au niveau des écoles du secondaire 2 dispensant un enseignement général et aux écoles professionnelles. Pour cela, il est nécessaire de former les enseignantes et les enseignants non seulement à l'utilisation des outils informatiques mais aussi et surtout au niveau de la didactique, des utilisations pédagogiques des NTIC et aux nouvelles méthodologies engendrées par les NTIC. Il est également nécessaire d'assurer une aide par la suite sur les lieux d'enseignement en mettant en place des structures de supports tant techniques que pédagogiques. Dans ce cadre, les actions proposées répondent bien aux besoins de formation des enseignantes et enseignants. Nous proposons que la coordination des mesures axées sur les processus d'apprentissage soit assurée par la Task Force « ICT et formation ». Cette Task Force, constituée le 22.9.2000 s'est fixée deux hautes priorités : La formation de base et formation continue des enseignantes et des enseignants et la coordination des initiatives de financement afin de développer une stratégie cohérente pour la Confédération et les cantons.</p> <p>Élaboration et application de programmes d'enseignement virtuel (logiciels éducatifs) : Afin d'éviter une « américanisation » des matières enseignées, il est indispensable de mettre à disposition des logiciels d'apprentissage et d'enseignement dans les langues officielles du pays. Dans les mesures prévues, il est nécessaire d'ajouter le développement du serveur suisse de l'éducation (portail suisse de l'éducation).</p> <p>Mobilisation des milieux défavorisés sur le plan de la formation : Nous soutenons les mesures proposées que permettront l'accès des adultes, des personnes défavorisées en matière de formation au NTIC.</p>
8.06	TRI S2	<p>Wir empfehlen Ihnen, die folgenden Prioritäten zu setzen:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Lehrerweiterbildung 2. Mobilisierung bildungsferner Schichten 3. Entwicklung von Unterrichtsmitteln <p>Zu dem von uns an dritter Stelle genannten Ziel müssen wir aus den folgenden Gründen gewichtige Vorbehalte anbringen: Die Herstellung von Bildungssoftware für den virtuellen Lernraum ist ausserordentlich kostspielig, nicht zuletzt auch wegen der Mehrsprachigkeit unseres Landes und wegen der Vielfalt unserer Kantone. Zudem veraltet Bildungssoftware sehr schnell. Sie muss deshalb laufend und mit grossem Aufwand auf dem aktuellen Stand gehalten werden.</p> <p>Bei der Umsetzung der Initiative empfehlen wir das folgende Verfahren zu wählen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Die finanziellen Mittel des Bundes werden Projekten zugeteilt, welche durch Kantone, Schulen oder Gruppierungen von Schulen, kantonalen und nationalen Weiterbildungsinstitutionen, Lehrerverbände oder Schulleiterkonferenzen unterbreitet werden. - Eine zuständige Stelle beurteilt die Finanzierungsgesuche und entscheidet aufgrund transparenter Kriterien über die Zuteilung der Mittel.

		<ul style="list-style-type: none"> - Die bestehenden Kompetenzzentren stellen die Koordination sicher und machen die auf lokaler, kantonaler oder interkantonaler Ebene ausgearbeiteten Angebote breiten Kreisen zugänglich. - Um den Erfahrungsaustausch zu ermöglichen, werden die Informationen über die laufenden Projekte über eine Internet-Adresse allgemein zugänglich gemacht. - Der Virtuelle Campus der Hochschulen wird an diesem Projekt beteiligt, um den Lehrkräften aller Stufen breite Möglichkeiten zur Weiterbildung zu gewähren.
8.07	CIIP	<p>Nous nous rangeons à l'attente de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique d'être prise en considération en qualité de représentante des cantons dans la gestion des projets.</p> <p>Nous signalons toutefois que notre Conférence pourrait être en mesure d'offrir plusieurs plates-formes coordonnées à l'échelle de la Suisse romande pour la mise en œuvre des projets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une structure dite « médias et nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement » - une structure de politique coordonnée en matière de ressources didactiques (moyens d'enseignement, y compris logiciels), - une structure de coordination des Hautes Écoles pédagogiques (formation et formation continue des enseignants).
9.03	Caritas	<p>Sollte der Bildungsbereich in den Genuss zusätzlicher Mittel kommen und "einer breiten Bevölkerungsschicht Zugang zu den neuen IuK-Technologien" ermöglicht werden, empfehlen wir, das Aktionsfeld 3 "Mobilisierung bildungsferner Schichten" ins Zentrum zu stellen. Der Ausschluss der genannten Zielgruppen von diesen Technologien ist häufig die Folge wirtschaftlicher Benachteiligung, sozialer Ausgrenzung, fehlender Integration, usw. Mit den vorgeschlagenen Massnahmen erhalten viele Betroffene die Möglichkeit, auf dem Arbeitsmarkt und damit in der Gesellschaft (wieder) Fuss zu fassen. Die beiden anderen Aktionsfelder – Investitionen in die spezifische Weiterbildung der Lehrkräfte und die Entwicklung von Bildungssoftware – sollen nicht ausgeschlossen werden, sie stellen aber reguläre Aufgaben des heutigen Bildungswesens dar, die in erster Linie mit dessen ordentlichen Budgetgeldern anzugehen sind. Innerhalb dieser Aktionsfelder empfehlen wir daher, vor allem finanzschwache Regionen zu unterstützen.</p>
9.02	Prometerre	<p>L'administration fédérale envisage des mesures temporaires de réorientation professionnelle. Sans doute que les réformes de structures attendues de l'agriculture dans les années à venir vont entraîner de nombreux recyclages professionnels dans des conditions difficiles. L'affectation à l'agriculture d'une partie des moyens provenant de la BNS destinés à promouvoir la formation et notamment la réinsertion professionnelle difficile serait donc pertinente et bienvenue.</p>
9.05	SSH	<p>Die Schweizer Tourismuswirtschaft ist ein wichtiger Arbeitgeber. Ungefähr jeder elfte Berufstätige in der Schweiz ist direkt oder indirekt im Tourismus beschäftigt, wobei dieser Anteil im Berggebiet wesentlich höher liegt, als in den städtischen Agglomerationen. Gerade aufgrund gewisser Standortnachteile, des branchenbedingten vergleichsweise tiefen Aus- und Weiterbildungsniveaus und eines Ausländeranteils von über 40 Prozent erachten wir die „Mobilisierung bildungsferner Schichten“ für den Schweizer Tourismus mit seinen rund 300'000 Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern als absolut höchst prioritär.</p> <p>Wir begrüßen – in Anlehnung an die obige Argumentation – ebenfalls die Förderung von „Bildungsinhalten im virtuellen Lernraum“, die insbesondere auch Akzente im Weiterbildungsbereich von Erwachsenen setzen sollten. Sowohl die Mobilisierung bildungsferner Schichten wie auch die Förderung von Bildungsinhalten im virtuellen Lernraum müssten als Massnahmen Hand in Hand geplant und sich gegenseitig ergänzend durchgeführt werden.</p> <p>Im Sinne einer umfassenden Vernetzung des schweizerischen Bildungsangebots und dessen Ergänzung ist eine optimale Einbettung der Bildungsinitiative in die bereits bestehenden Angebote wünschenswert.</p>
9.15	SAP	<p>Bei der Bildungsinitiative sind nur zwei Aktionsfelder, nämlich „Lehrerweiterbildung“</p>

		<p>und „Bildungsinhalte im virtuellen Lernraum“ möglich und sinnvoll. Die IuK-Technologien dürfen nicht überschätzt werden. Sie eignen sich nicht besser als andere Mittel, Bildungsferne (eine akademische Wortschöpfung!) Personen zu befähigen, Zugangsbarrieren zu Bildungsangeboten zu überwinden. Von einer Bildungsinitiative auch einen sozialen Ausgleich zu erwarten, ist zuviel des Guten. Die entsprechenden Schichten wie Arbeitslose, Wiedereinsteigerinnen, Invalide, Behinderte, Ältere und Fremdsprachige müssen mit anderen Mitteln in Gesellschaft und Wirtschaft integriert werden. Bildungsferne Schichten können nicht mit Grundbildungsabschlüssen, Bildungsberatern, Brückenbauprojekten und Bildungsvouchers an die Bildung herangeführt werden. Solche Angebote würden schliesslich nur von „Bildungsnahen“ in Anspruch genommen.</p> <p>Die Bildungsinitiative ist auf Volksschulen, allgemeinbildende Schulen der Sekundarstufe II und Berufsschulen auszurichten. Zeitlich sind multimediale Module vorzuziehen.</p> <p>Die zur Verfügung stehenden Finanzmittel sind auch für die beiden Aktionsfelder „Bildungsinhalte im virtuellen Lernraum“ und „Lehrerweiterbildung“ knapp. Wir empfehlen, im Rahmen der Bildungsinitiative die Mittel auf ein oder zwei Projekte zu beschränken und diese richtig umzusetzen. Erfolg haben derartige Projekte nur, wenn sie von den Betroffenen, hier also den Lehrern, mitgearbeitet werden. Notwendig ist dabei eine landesweite Zusammenarbeit und eine völlige Unabhängigkeit von behördlichen Eingriffen (keine Weisungen von Erziehungsdirektoren!). Es geht um ein Projekt von Lehrern für Lehrer, eine „Learn-Factory“. Die Projektidee einer „Learn-Factory“ liesse sich in folgenden Schritten umsetzen:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Bildung einer kompetenten Projektgruppe</i> 2. <i>Definition der technischen Plattformen:</i> Eine gute computer- und webbasierte Lernplattform bietet nicht nur Wissensvermittlung und Wissensdatenbank, sondern auch Werkzeuge zur Kommunikation und Planung. Sie soll auch die Möglichkeit enthalten, den Lernbedarf zu ermitteln und den Lernerfolg zu kontrollieren. 3. <i>Erarbeitung von Konzepten, Modulen und Inhalten</i> 4. <i>Bildung von „Learn-Factories“:</i> Anschliessend an die Pilotprojekte sind in den drei verschiedenen Sprachgebieten „Learn-Factories“ als Kompetenzzentren aufzubauen. Diese unterstützen die Schulen mit Dienstleistungen in folgenden Bereichen: Bereitstellung, Installation und Weiterentwicklung von Plattformen, Auswahl und Einbau multimedialer Lernmodule in den Schulunterricht, Support und Weiterbildung der Lehrer, Festlegung und Überwachung von Qualitätsstandards. Solche „Learn-Factories“ müssen längere Zeit Bestand haben. Die Bildungsinitiative des Bundes ist lediglich der Impuls. „Learn-Factories“ sind später in die allgemeine Bereitstellung der Lehrmittel zu integrieren und aus dem ordentlichen Budget für Bildung und Erziehung zu finanzieren.
9.22	CASS	<p>Die drei in Aussicht genommenen Aktionsfelder entsprechen dem, was wir für wichtig erachten, in hohem Masse. Die geplante Lehrerweiterbildung kann Entscheidendes dazu beitragen, auf vorgelagerten schulischen Ebenen Kompetenzen zu vermitteln, die individuelle Zufriedenheit und Erfolg in einer wissensbasierten Gesellschaft ermöglichen und erleichtern. Dass die „Mobilisierung bildungsferner Schichten“ als dritte Massnahme ins Auge gefasst wird, passt gut zu dieser Zielsetzung. Wir sind auch der Meinung, dass „Entwicklung und Anwendung von Bildungsinhalten im virtuellen Lernraum“, und zwar schweizspezifische Inhalte, wichtig sind. Aufgrund von Einsichten, zu die uns eine eben abgehaltene Klausurtagung führte, bitten wir aber auch, dafür zu sorgen, dass diese Unternehmungen nicht ohne einschlägige Begleitforschung vonstatten gehen. Hier bestehen nämlich nicht nur Lücken, sondern wir sind mit einem weitgehend noch unerforschten, sozial wie kulturell höchst bedeutsamen Problemfeld konfrontiert.</p>
9.24	CSAJ	<p>Pour nous, les priorités sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mobilisation des couches de la population défavorisée en matière de formation 2. Élaboration et application de programmes d'enseignement virtuel 3. Perfectionnement des enseignants en vue de la société de l'information. <p>Nous pensons d'ailleurs que cette troisième priorité devrait déjà maintenant faire par-</p>

		tie intégrante et de la formation de base des enseignants et de leur formation continue. Ces mesures devant selon nous exister de toute manière, nous ne comprenons pas que des dépenses soient envisagées par ce biais. Quant au deux premières priorités, nous les considérons comme indispensables, avec une très nette préférence pour la première.
9.25	D. Hunziker	Prioritär ist ganz klar die Lehrerweiterbildung

Frage:

Wie beurteilen Sie die vorgeschlagene Aufgaben- und Kompetenzverteilung auf Bund und Kantone?

Tabelle 6: Aufgaben- und Kompetenzverteilung auf Bund und Kantone

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
3.03	PS	Die Koordination mit den bestehenden Bildungsangeboten, mit den kantonalen Anstrengungen und zwischen den Ebenen der Grundschulstufe, Berufserstausbildung und Umschulung muss durch das federführende Bundesamt für Berufsbildung und Technologie und durch eine schweizerische Informatik-Bildungskonferenz gewährleistet werden.
3.07	PST	Difficile d'écarter les cantons et leurs compétences si l'on pense que les revenus de la BNS leur reviennent de droit. Il faudra veiller toutefois à une application répartie de façon équitable sur tout le territoire de la Confédération et à un accès garanti à tous , quelque soit leur lieu de résidence.
4.02	EDK	Im Falle eines Entscheids für eine Bildungsinitiative erwartet die EDK, dass sie als Vertreterin der Kantone deren Interessen in der Projektorganisation wahrnehmen kann.
5.04	FRPS	Les dispositions constitutionnelles sont aujourd'hui insuffisantes pour mettre sur pied le programme de formation prévu.
5.09	CSC	Der CSC schlägt vor, dass das neu eingerichtete Forum Weiterbildung die nationale Planung für die Mobilisierung bildungsferner Schichten übernimmt. Im Forum Weiterbildung arbeiten Bund, Kantone, Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen zusammen. Sie sollen miteinander die strategischen Ziele und den Rahmen für die Umsetzung festlegen sowie die eingegebenen Projekte begutachten und bewilligen.
6.02	UPS	Wir sind mit dem gemachten Vorschlag einverstanden.
6.06	ADF	Vu qu'il s'agit des écoles publiques cantonales, il faudrait que l'organe de décision soit cantonal , mais que les directives soient fédérales . La coordination avec les offres actuelles devrait être fait par le canton.
8.02	FSEA	In der Weiterbildung kann die Aufteilung auch in Bezug auf die gültige Rechtslage wie in der Berufsbildung durchgeführt werden: nationale Strategien werden vom Bund bestimmt; die operative Umsetzung liegt bei den Kantonen (vgl. dazu die Antwort des Bundesrats auf das Postulat 97.3249: Bericht des Bundesrates über Elemente einer Bundespolitik für die Weiterbildung).
8.03	ECH	Eine Bildungsinitiative des Bundes, wie sie der Vernehmlassungsbericht vorschlägt, kann nicht ohne enge Absprache mit den Kantonen bzw. der Schweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz erfolgen . In einer Erklärung der EDK zu den IuK-Technologien werden die künftigen Schwerpunkte der Koordinationsarbeit genannt. In der Zwischenzeit hat das Generalsekretariat eine Task Force zu diesem Themenbereich eingesetzt, in der auch der ECH Einsitz genommen hat.
8.06	TRI S2	Die Rolle der Kantone sehen wir wie folgt: - Die Kantone ermuntern die Lehrkräfte, die Schulen sowie die Weiterbildungsinstitutionen zur Ausarbeitung von Projekten . - Die Kantone intensivieren die Bereitstellung der nötigen materiellen Infrastruktur und stellen den allgemeinen Zugang für die Schüler- wie die Lehrerschaft zu den neuen

		<p>Technologien, insbesondere zum Internet sicher.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Die Kantone erleichtern den Lehrkräften die Teilnahme an den Weiterbildungsaktivitäten (Teilnahme auch während der Schulzeit). - Die Kantone erleichtern die Verwirklichung von Projekten, welche die Verbesserung der interkantonalen Zusammenarbeit zum Ziel haben.
9.01	FPV	Les dispositions constitutionnelles sont aujourd'hui insuffisantes pour donner à la Confédération les compétences nécessaires à la mise sur pied de tout le programme et il faudrait ainsi les compléter. L'opération aurait donc aussi pour conséquence d'hypothéquer encore le rôle des cantons en matière d'enseignement, ce que nous ne saurions évidemment accepter.
9.05	SSH	Mit der vorgeschlagenen Aufgaben- und Kompetenzverteilung auf Bund und Kantone sind wir einverstanden.
9.15	SAP	Die Koordination der Aktivitäten aus der Bildungsinitiative mit den bestehenden Angeboten ist Aufgabe einer entsprechenden Projektgruppe und der Erziehungsdirektoren .

Frage:

Wie beurteilen Sie die Möglichkeit einer rückzahlbaren Vorfinanzierung über den allgemeinen Bundeshaushalt?

Tabelle 7: Vorfinanzierung von Bildungsmaßnahmen

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
3.01	PRD	Auf die Möglichkeit einer rückzahlbaren Vorfinanzierung über den allgemeinen Bundeshaushalt ist zu verzichten . Die Auswirkungen einer negativen Veränderung der heute prognostizierten Golderträge auf den Bundeshaushalt wären verheerend.
3.03	PS	Eine Vorfinanzierung über den allgemeinen Bundeshaushalt halten wir für zweckmässig , damit rasch Massnahmen für die Informatikinitiative eingeleitet werden können.
3.07	PST	Dans le budget, le plus vite possible!
4.01	CDAS	Die Einräumung einer Möglichkeit zur Vorfinanzierung scheint uns psychologisch und politisch problematisch und sollte nicht in Erwägung gezogen werden . Die Reaktion der Bürgerinnen und Bürger könnte sehr negativ ausfallen. Der Volksgewinn der BNS löst in ihren Augen zuerst einen Griff in die stark belastete Steuerschatulle aus respektive erhöht zuerst noch die Schulden. Hiervon ist abzuraten.
6.02	UPS	Der UPS ist gegen eine rückzahlbare Vorfinanzierung über den allgemeinen Bundeshaushalt, da dadurch unweigerlich zusätzliche Kosten für den Bund entstehen.
6.06	ADF	Il ne faut pas attendre que le fonds ait généré des bénéfices pour mettre en œuvre cette campagne de perfectionnement, mais créer un poste au budget de la Confédération, compte qui ferait les avances et serait ensuite remboursé par le fonds de la BNS.
8.02	FSEA	Die FSEA begrüss den Vorschlag, die Bildungsinitiative durch den allgemeinen Bundeshaushalt vorzufinanzieren .
8.03	ECH	Um die Ziele im Bereich Weiterbildung zu erreichen, wird es notwendig sein, bereits in den beiden kommenden Jahren Investitionen zu tätigen. Dies gilt prioritär im Bereich „Ausbildung der Ausbilder“ und bei der Konzeptarbeit für die regionalen Kompetenzzentren, die für die Weiterbildung der Lehrpersonen zuständig sind. Eine Vorfinanzierung dieser Leistungen aus der laufenden Rechnung scheint uns unumgänglich , wenn nicht wertvolle Zeit verloren gehen soll. Diese Investitionen sind aber sowieso notwendig, auch wenn die Bildungsinitiative im vorgesehenen Umfang nicht zustande kommen würde. Solange es sich bei den Vorbereitungsarbeiten um Vorarbeiten für die Ausbildung der Lehrpersonen an pädagogischen Hochschulen handelt, können die Mittel gemäss Art. 63 Abs. 2 bzw. Art. 67 Abs. 2 BV aus der laufenden Rechnung genommen werden.

8.04	FET	Le préfinancement proposé nous semble nécessaire pour offrir rapidement des actions pertinentes et dynamiques. Nous souscrivons à cette proposition.
9.05	SSH	Angesichts der raschen Entwicklung im Bereich der Bildungssoftware-Möglichkeiten könnte mit Rücksicht auf eine angemessene Verzinsung bereits vor Inkrafttreten der Verfassungsgrundlage zur Goldverwendung eine rückzahlbare Vorfinanzierung über den allgemeinen Bundeshaushalt ins Auge gefasst werden.
9.15	SAP	Um mit der Entwicklung mithalten zu können, muss die Bildungsinitiative sofort gestartet werden. Die SAP hofft, dass der allgemeine Bundeshaushalt die Mittel vorfinanziert.
9.24	CSAJ	Si un programme nécessite un préfinancement de la Confédération, nous tenons à ce que cela soit fait de manière à ce que ce dernier puisse voir le jour au plus vite, étant donné que dans le domaine des NTIC, un mois en égale 7 « normaux ».

6.2.2.3 Überbrückungsleistungen im AHV-Bereich

Frage:

In welchen Bereichen erachten Sie den Bedarf für die Ausrichtung von Überbrückungsleistungen als am Dringendsten?

Tabelle 8: Ausgestaltung der Überbrückungsleistungen

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
3.03	PS	Subsidiär (um eine mehrheitsfähige Lösung anzustreben) unterstützt die PS den zweckgebundenen Einsatz für Überbrückungsleistungen und Starthilfen an Witwen , für behinderte ältere Personen und für die Realisierung des flexiblen Rentenalters. Es ist festzuhalten, dass die vollständige Zuführung der Zinserträge aus den veräusserten 800 Tonnen Gold schon die Hälfte der vom Bundesrat vorgesehenen Mehrkosten des flexiblen Rentenalters (62 Plus), wie es die Initiative des Schweizerischen Kaufmännischen Verbandes vorsieht, sicherstellen würde.
3.07	PST	Suppression des injustices prévues dans la 11^{ème} révision de l'AVS et ambition de permettre à l'AVS de correspondre enfin à son but constitutionnel : assurer une rente qui couvre les besoins essentiels . La priorité doit aller aux plus modestes avec un accent particulier mis sur la situation des femmes. Il faudrait parvenir à n'avoir pas à compléter les rentes par des PC car elles permettraient de vivre sans aumône.
3.12	PCS	Nous préférons le financement de prestations complémentaires concrètes mais surtout ponctuelles dans le domaine de l'AVS. Dans ce domaine, il y a lieu d'accorder une aide financière aux plus déshérités notamment aux personnes âgées handicapées et à celles dont les chances sur le marché du travail sont réduites .
4.01	CDAS	Wir erachten den Bedarf für die beiden Bereiche „ Überbrückungsleistungen an Witwen und behinderte ältere Personen “ und „ Starthilfen an Witwen “ als am dringlichsten und psychologisch am nötigsten , da die Frauen im Rahmen der 11. AVS-Revision insgesamt doch eher die Verliererinnen sind. Aber auch die Erleichterung des flexiblen Rentenalters für ältere Arbeitslose hat eine sehr hohe Priorität.
5.09	CSC	Der CSC würde zwar die Mittel lieber den Familien zukommen lassen, doch sehen wir auch eine passende Verwendung in der AVS. Der grösste Handlungsbedarf besteht im Bereich des flexiblen Rentenalters. Die Frauen sind durch die bereits in der 10. AVS-Revision beschlossene Heraufsetzung des Rentenalters besonders betroffen. Es ist daher gerechtfertigt, die Mittel gezielt für die zusätzliche soziale Abfederung des flexiblen Rentenalters zu verwenden. In den Genuss von Überbrückungsleistungen sollten in erster Linie arbeitslose oder leistungsgeschwächte Personen kommen.
6.01	FÉDÉRATI ON SUISSE DES FEMMES PROTESTA NTE	Es sind insbesondere Überbrückungsleistungen und Starthilfen an Witwen und Erleichterungen für einen flexiblen Eintritt ins Rentenalter für ältere Arbeitslose und Frauen zu finanzieren. Diese Leistungen gelten zwar aufgrund der politischen Weichenstellung als zusätzlich, sind aber eigentlich in der letzten Sparrunde unüberlegt gestrichen worden und müssen jetzt wieder eingebaut werden.

6.02	UPS	Die Überbrückungsleistungen sollen in Härtefällen für Witwen (Witwer) oder geschiedene Personen, die den Beruf zugunsten der Familie aufgeben mussten , verwendet werden. Wir sind aber gegen ein flexibles Rentenalter für ältere Arbeitslose , da dies zu weit führen würde.
6.03	SSRV	<p>Der SSRV unterstützt die vorgeschlagenen Leistungen an teilinvalide Witwen und zur Erleichterung des Wiedereinstiegs der Witwen ins Erwerbsleben. Dadurch werden vorübergehende Schwierigkeiten dieses Bevölkerungsteils im Umfeld von AVS-Revisionen sozial abgefedert. Ferner befürwortet er Überbrückungsleistungen an teilinvalide Personen in fortgeschrittenem Alter (59 – 65 Jahre) mit einem Invaliditätsgrad zwischen 40 und 66 1/3 Prozent, denn diese Personen haben auf dem Arbeitsmarkt praktisch keine Chance mehr.</p> <p>Der SSRV lehnt indessen solche Überbrückungsleistungen für sogenannt „Leistungsgeschwächte Personen“ ab, denn daraus entstünden kaum zu bewältigende Abgrenzungsprobleme und deshalb auch Missbräuche. Die IV klärt heute Invaliditätsgrade von 30 Prozent nicht ab. Daraus ergäben sich deshalb auch administrative Probleme sowie die Gefahr, dass – IV-fremd – allein auf ärztliche Befunde abgestellt würde. Das Problem der „Leistungsschwäche“ muss auf dem Weg von Revisionen der IV oder der EL gelöst werden.</p> <p>Aus ähnlichem Grund lehnt der SSRV auch Überbrückungsleistungen für ausgesteuerte arbeitslose Personen in fortgeschrittenem Alter ab. Dieser soziale Bedarf ist nachhaltig nur auf dem Wege der Revision der ALV zu decken.</p> <p>Der SSRV beantragt indessen Leistungen aus dem Ertrag der Goldreserven für eine intensivere Alterspolitik des Bundes. Damit die ältere Bevölkerung in der kommenden „Gesellschaft des langen Lebens“ auch im Umfeld der Informationstechnologien und der Freiwilligenarbeit einen wirksamen Beitrag leisten kann, müssen die bestehenden, gesamtschweizerisch tätigen Dachverbände der Seniorinnen und Senioren finanziell unterstützt und die Schaffung eines schweizerischen Seniorenrates ermöglicht werden. Ohne die sowohl wirtschaftlich (wachsender Seniorenmarkt) wie politisch (Stimmkraft) bedeutsame Bevölkerungsgruppe der älteren Menschen kann unser Land die künftigen gesellschaftspolitischen Probleme nicht bewältigen. Daraus entstünden keine wesentlichen zusätzlichen Kosten. Ein Beitrag von rund 1 Mio. Franken würde voraussichtlich ausreichen.</p>
6.05	SKOS	Für uns steht die gezielte Erhöhung der Renten von einkommenschwachen Personen im Vordergrund.
7.02	ASSOCIATION SUISSE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES	<p>Sollte die Realisierung von Überbrückungsleistungen im Vordergrund stehen, ergibt sich für uns keine Priorisierung der vorgesehenen Leistungen. Alle aufgeführten Bevölkerungsteile werden mit der 11. AVS-Revision mit Nachteilen konfrontiert, die es unseres Erachtens bereits mit der bevorstehenden AVS-Revision oder dann im System der Ergänzungsleistungen abzufedern gilt.</p> <p>Aus durchführungstechnischer Sicht ergeben sich unserer Auffassung nach für die Prüfung der Anspruchsvoraussetzungen sowie für die Festsetzung und die Auszahlung von Überbrückungsleistungen keine nennenswerten Probleme. Dies gilt auch für die mögliche Zusammenarbeit mit den regionalen Arbeitsvermittlungszentren (Zusprechung von Starthilfen für Witwen) sowie für die periodische Abrechnung mit dem Sonderfonds. Die besondere Entschädigung der Ausgleichskassen für diese Durchführungsaufgabe erachten wir als zwingend, muss doch unbedingt verhindert werden, dass die Kassenmitglieder (Arbeitgeber, Selbständigerwerbende, Nichterwerbstätige) mit ihren Verwaltungskostenbeiträgen zur Finanzierung der Durchführung dieser Leistungen herangezogen werden. Besonders zu bedenken ist aber auch, dass sich bei der Einführung von Überbrückungsleistungen infrastrukturelle und besonders informatikbezogene einmalige und wesentliche Aufwendungen ergeben werden, die den Durchführungsstellen ebenfalls zu vergüten sind.</p>
7.04	FSEA	Die vorgeschlagenen Überbrückungsleistungen sind für Personen vorgesehen, welche aus Gründen, die sie nicht zu vertreten haben, ihre Erwerbsfähigkeit nicht oder nicht voll realisieren können und trotzdem keine Leistungen einer Sozialversicherung beziehen können. Wir begrüßen die im Zusammenhang mit der Umsetzung der 11. AVS-Revision vorgesehenen Massnahmen. Darüber hinaus stellen sich jedoch in der Praxis häufig kaum

		<p>lösbarer Finanzierungsfragen für Massnahmen im Schnittstellenbereich der IV und der ALV. So sind beispielsweise Massnahmen zur Aufrechterhaltung der betrieblichen Integration leistungsverminderter Personen bei gleichzeitiger Abklärung einer IV-Berechtigung – die den Eintritt einer Arbeitslosigkeit verhindern könnten – nicht möglich.</p> <p>Mit dem Entwurf der 4. IVG-Revision wird nun eine verbesserte Zusammenarbeit zwischen IV-Stellen, Durchführungsorganen der ALV und für die Förderung der beruflichen Eingliederung zuständigen kantonalen Durchführungsstellen angestrebt (Art. 68b). Wir erachten die Umsetzung solcher neuer Regelungen als wichtig und weiterführend. Erfahrungen mit wirkungsorientierten Projekten wie sie beispielsweise am interdepartemental organisierten Symposium „Alle an die Arbeit“ vom 5./6. September 2000 in Zürich vorgestellt wurden, sollten noch vertieft werden. Wir schlagen deshalb vor, die vorgesehene Mittelverwendung nicht nur auf befristete Überbrückungsleistungen bei der Umsetzung der 11. AVS-Revision zu beschränken, sondern Massnahmen der 4. IVG-Revision mit ihren Schnittstellen zu der ebenfalls in Revision stehenden ALV einzubeziehen. Dazu sollten insbesondere projektorientierte Beiträge zur Verfügung gestellt werden können. Gerne stellen wir uns für die nötigen weiteren Konkretisierungsarbeiten zur Verfügung.</p>
8.03	ECH	Wir sehen den dringendsten Bedarf bei der Ausrichtung von Überbrückungsleistungen an teilinvalide ältere Personen bzw. bei den auf dem Arbeitsmarkt nicht mehr zu vermittelnden älteren Witwen .
9.02	Prometerre	Afin de procurer ses premières ressources à une Caisse fédérale de pension en faveur des agriculteurs et de lui permettre de verser, dès son institution, des rentes de vieillesse anticipées, nous demandons la mise à disposition de cette caisse d'une partie de la dotation des réserves d'or de la BNS affectées à des prestations supplémentaires AVS .
9.04	PS Frauen	Die Frage erinnert etwas an die Kinderfrage: „Wärs Du lieber blind oder taub?“ Eine Antwort auf die Frage spielt beinahe zynisch mit den realen Problemen der Menschen in diesen Bevölkerungsgruppen. Insofern ist die Antwort aus unserer Sicht klar: Ein Land wie die Schweiz muss das Geld aufbringen, um allen drei Zielgruppen die nötige Unterstützung zukommen zu lassen, wenn vielleicht nicht in allen Fällen über die Goldreserven, dann doch auf jeden Fall über die ordentlich dafür zuständige Sozialversicherung (AVS und ALV). Wie bereits mehrfach erwähnt, müssen daneben aber vor allem auch die Familien unterstützt werden.
9.24	CSAJ	Pour nous, les cas mentionnés sont des cas de détresse et méritent donc de fait d'être traités sur un pied d'égalité .
9.25	D. Hunziker	Am Wichtigsten sind Überbrückungsleistungen an Witwen und ältere behinderte Menschen .

Frage:

Bevorzugen Sie die Finanzierung von konkreten, zusätzlichen Leistungen im AHV-Bereich oder würden Sie die Erträge oder gar die Substanz des Sondervermögens lieber ohne zusätzliche Zweckbindung dem AHV-Fonds überweisen (analog UDC-Initiative)?

Tabelle 9: Überbrückungsleistungen oder AHV-Fonds?

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
3.01	PRD	Im AVS-Bereich wären die Leistungen ohne Zweckbindung in den AVS-Fonds einzuschiessen. Ihre Verwendung wäre damit richtigerweise der Sozialpolitik als Ganzes belassen.
3.03	PS	Die PS unterstützt prioritär die Zuführung der Zinserträge aus dem Sondervermögen in die AVS, konkret durch Zuführung in den AVS-Fonds . Für den vorrangigen Einsatz der überschüssigen Goldreserven zu Gunsten der AVS sprechen zwei Argumente: Erstens erhöht die Reservierung der Mittel für die AVS die Akzeptanz in einer Volksabstimmung, und zweitens erleichtert der Einsatz die Realisierung der 11. AVS-

		Revision und gewährleistet die finanzielle Sicherung der AVS. Die Zuführung des gesamten Zinsertrages aus den Verkaufserlösen der 800 Tonnen Gold zur AVS würde gemäss PS den Verzicht auf eine Mehrwertsteuererhöhung um etwa ein Drittel MWSt-Prozent erlauben.
3.04	UDC	Die UDC-Goldinitiative fordert, dass die Erträge oder die Währungsreserven selber sämtlicher nicht mehr zu Währungszwecken verwendeten Goldreserven der AVS und nur der Finanzierung der AVS zugute kommen. Die UDC verlangt, dass das Volksvermögen dort eingesetzt wird, wo es der gesamten Bevölkerung zugute kommt. Mit der Übertragung des Notenmonopols an die Zentralbank hat jeder einzelne Bürger auf die Möglichkeit verzichtet, ein eigenes Emissionsinstitut zu betreiben und aus dem angelegten Geld Erträge zu erzielen. Die sogenannte Monopolrente der BNS – oder vielmehr die daraus gebildeten Währungsreserven – gehören daher nicht eigentlich der mit der Notenausgabe beauftragten Institution oder den Politikern, sondern der gesamten Bevölkerung. Die AVS kommt allen zugute. Den Älteren, da die Renten gesichert werden, den Jungen und Alten, da keine Mehrwertsteuererhöhung bis 2008 notwendig ist. Somit kann die gesamte Bevölkerung vom Nationalbankgold profitieren und von den Steuererhöhungsplänen des Bundesrats verschont werden. Diesem Anspruch werden die Vorschläge des Bundesrats nicht gerecht. Die bundesrätliche Aufteilung kommt nur einem Teil der Bevölkerung zugute.
3.07	PST	Première proposition bien sûr, mais surtout pas d'accord avec la proposition de l'UDC.
4.01	CDAS	Das vorgeschlagene Konzept „Bildung – Überbrückungsleistungen – Schuldenabbau“ sollte nicht noch mit einer neuen Grundvariante „angereichert“ werden, indem ein weiterer Teil für den AVS-Fonds abgezweigt würde. Dies wäre weder für den AVS-Fonds noch für die Schuldentilgung hilfreich, würde doch das Projekt der Goldverwendung zu stark verzettelt. Wir befürworten nur eine Verwendung der Vermögenserträge . Wir sind der Auffassung, dass die vorgeschlagene Verwendung der Goldreserven durch Bund und Kantone der UDC-Initiative als Gegenvorschlag gegenübergestellt werden sollte. Dadurch könnte das Volk über klare Alternativen entscheiden.
5.03	UNION PATRONALE SUISSE	Auf keinen Fall dürfen Golderträge für zusätzliche Leistungen irgendwelcher Art ausgegeben werden, nur um die Konsequenzen einer AVS-Revision abzufedern. Wenn schon Gold für die AVS-Revision eingesetzt werden sollte, müsste es ausschliesslich eine nicht zweckbestimmte Einlage in den AVS-Fonds sein. Dieser Fonds hat bereits heute nicht mehr die gesetzlich vorgeschriebene Höhe von 100 Prozent einer Jahresausgabe. Die Korrektur dieser Unterdeckung wäre die einzig denkbare Verwendung von Gold für die AVS. Die Abstimmung über die UDC-Goldinitiative wird der Bevölkerung ohnehin Gelegenheit geben, sich zu dieser Frage zu äussern.
5.04	FRPS	Au cas où, malgré tout, la solution d'un apport au financement de l'AVS devrait être retenue, nous préférons alors que cet apport soit transféré au fonds AVS , plutôt qu'au financement de mesures transitoires.
5.07	USS	Die nicht benötigten Reserven sollen in den AVS-Fonds überwiesen werden. Dafür sprechen die folgenden Argumente: - Die Reserven der BNS wurden in den letzten Jahrzehnten angespart. Sie gehören der schweizerischen Bevölkerung. Es wäre falsch, diese Reserven in den nächsten Jahren, bei voraussichtlich besserer Wirtschaftslage, aufzulösen. Ebenso wäre es nicht sinnvoll, diese Reserven in der BNS zu belassen, da die Anlagemöglichkeiten der BNS durch das Nationalbankgesetz stark eingeschränkt werden. Eine Verschiebung des Vermögens in den AVS-Fonds erlaubt es, eine Reserve der AVS für schwierige Zeiten zu bilden. Bekanntlich gerät die AVS immer in wirtschaftlichen Rezessionszeiten in Finanzierungsschwierigkeiten. Gerade in solchen Situationen ist es wirtschaftlich unerwünscht, die Beiträge (oder Mehrwertsteuer) zu erhöhen. Deshalb ist die Ausstattung der AVS mit einer zusätzliche Reserve sinnvoll. - Das Kapitalkonto der AVS deckte 1998 mit einem Vermögen von 21.8 Mrd. Franken rund 82 Prozent einer Jahresausgabe. 10 Mrd. zusätzliche Franken würden die „Deckung“ auf fast 120 Prozent erhöhen. Dieser Kapitaltransfer würde die im

		<p>Rahmen der 11. AVS-Revision vorgesehene Senkung der gesetzlichen Vorgabe für die Deckung auf 70 Prozent überflüssig machen. Allenfalls könnte der gesetzlich vorgeschriebene Deckungsgrad sogar erhöht werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eine grössere Reserve entschärft die Finanzierungsdiskussion über die AVS. - Wird das Vermögen nicht in den AVS-Fonds transferiert, droht eine Koalition von verschiedenen Interessen, die alle „ein bisschen vom Geld“ wollen, eine Aufteilung der Mittel für verschiedenste Zwecke durchzusetzen. Eine solche Aufteilung hätte zur Folge, dass das Vermögen in den öffentlichen Haushalten versickert. - Wenn 10 Mrd. Franken der AVS zugute kommen, dürfte die Bevölkerung eher bereit sein, 7 Mrd. Fr. der Solidaritätsstiftung zukommen zu lassen.
5.08	FSE	<p>Wir plädieren für eine Überweisung der frei werdenden Mittel an den AVS-Fonds. Die heute nicht mehr benötigten Reservemittel der BNS wurden in den vergangenen Jahrzehnten angespart und gehören der Bevölkerung in der Schweiz. Eine Verschiebung dieses Vermögens in den AVS-Ausgleichsfonds hätte für die Gesamtheit der heutigen und zukünftigen Versicherten Vorteile. Die Einzahlung von rund 10 Mrd. Franken würde den Deckungsgrad des AVS-Fonds auf rund 120 Prozent der Zielvorgabe erhöhen. Damit könnte die im Rahmen der 11. AVS-Revision vorgesehene Senkung des Deckungsgrades dieses Fonds auf 70 Prozent vermieden und ein auch psychologisch sehr wichtiges Zeichen für die Altersvorsorge gesetzt werden. Die bessere Dotierung dieses Schwankungsfonds würde es ermöglichen, die in konjunkturell ungünstigeren Zeiten einsetzenden Beitragsschwankungen besser aufzufangen bzw. gegebenenfalls auf Beitragserhöhungen in einem konjunkturpolitisch heiklen Zeitpunkt zu verzichten.</p>
5.09	CSC	<p>Der CSC bevorzugt die Finanzierung von konkreten Leistungen. Die Golderträge in die allgemeine AVS-Kasse fliessen zu lassen, macht wenig Sinn. Von einer solchen Giesskannensubvention merkt die einzelne Rentnerin, der einzelne Rentner nicht viel. Vielmehr sollen diejenigen Personen in den Genuss der Golderträge kommen, die eine zusätzliche finanzielle Unterstützung dringend notwendig haben.</p>
6.01	FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE	<p>Der FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE bevorzugt die Finanzierung von konkreten Leistungen im AVS-Bereich.</p>
6.02	UPS	<p>Der UPS ist für die konkreten zusätzlichen Leistungen im AVS-Bereich. Sie sollen in Härtefällen für Witwen (Witwer) oder geschiedene Personen, die den Beruf zugunsten der Familie aufgeben mussten, verwendet werden. Sollte dies nicht möglich sein, ziehen wir den allgemeinen AVS-Fonds vor.</p>
6.05	SKOS	<p>Die Erträge sollten zweckgebunden insbesondere zur gezielten Erhöhung der Renten von einkommenschwachen Personen für die AVS eingesetzt werden.</p>
6.06	ADF	<p>Nous préférons le financement de prestations AVS supplémentaires. Le versement dans le fonds AVS ne ferait pas changer les effets néfastes engendrés par la 11^e révision que, rappelons-le, sont surtout faits sur le dos des femmes.</p>
7.02	ASSOCIATION SUISSE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES	<p>Falls ein Schuldenabbau bei Bund und Kantonen verworfen wird, betrachten wir eine rasche Einlage ohne zusätzliche Zweckbindung des ganzen Erlöses in den AVS-Fonds als die zielorientierteste Lösung. Auf diese Weise gereichten diese zusätzlichen Gelder mittel- bis langfristig der ganzen Bevölkerung zum Nutzen und Folgekosten können vermieden werden.</p>
8.03	ECH	<p>Wir bevorzugen die Finanzierung von konkreten zusätzlichen Leistungen im AVS-Bereich aus dem Ertrag des Goldverkaufs. Würde man die Substanz ohne Zweckbindung dem AVS-Fonds überweisen, würde dieses Sondervermögen ähnlich wie bei der Variante Schuldenabbau mit einem Schlag verschwinden, ohne das Problem nachhaltig zu lösen.</p>

9.04	PS Frauen	Wir unterstützen die konkreten zusätzlichen Leistungen im AVS-Bereich . Allerdings schlagen wir vor, alle diese Leistungen als Ergänzungsleistungen zu konzipieren . Dies nicht zuletzt deshalb, weil dabei auf einem sehr effizienten und leistungsfähigen System aufgebaut werden könnte und weil auch neuste Studien wieder belegen, dass die bereits bekannten Ergänzungsleistungen eine sehr hohe Wirkung haben. Die Ergänzungsleistungen müssten zudem auf Familien ausgedehnt werden.
9.24	CSAJ	A notre sens, les lacunes telles que révélées doivent être comblées par des modifications du système lui-même et non par des mesures de compensation temporaires . En ce sens, nous désirons que les montants soient versés au fonds de l'AVS et que les failles du système ainsi reconnues soient comblées.
9.25	D. Hunziker	Man sollte zuerst die AVS auf lange Zeit sichern, bevor man von Zusatzleistungen spricht; also Überweisung an den AVS-Fonds analog UDC-Initiative .

6.2.3 Schuldenabbau

Frage:

Was spricht für bzw. gegen einen Schuldenabbau?

Tabelle 10: Vor und Nachteile des Schuldenabbaus

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.00	CdC	<p>Sofern auf einer raschen Ausgliederung des Sondervermögens aus der BNS beharrt wird, unterstützt die CdC einen Schuldenabbau bei Bund und Kantonen. Für diese Haltung sind die folgenden Überlegungen massgebend:</p> <p>Bund und Kantone haben sich in den 90er Jahren massiv verschuldet (Verdoppelung der Staatsschuld von 100 auf 200 Mrd. Fr.). Mit einer konzertierten Reduktion könnten die Schulden markant gesenkt werden (Kantone um rund 20 %, Bund um rund 5 %), was den Schuldendienst in den Kantonen jährlich um ca. 350 Mio. Fr. oder einen Viertel entlasten würde. Dadurch würde die Handlungsfreiheit der Kantone stark verbessert.</p> <p>Der Schuldenabbau stellt die nachhaltigste Massnahme dar, von der alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen profitieren könnten. Zudem werden zukünftigen Generationen neue Chancen eröffnet.</p> <p>Wenn nicht in besseren Zeiten ein Abbau der Schulden vorangetrieben wird, besteht die Gefahr, dass Bund und Kantone in der nächsten Rezession den neuen Herausforderungen nicht mehr gewachsen sind.</p>
1.02	BE	<p>Mit einer konzertierten Reduktion könnten die Schulden markant gesenkt werden (Kantone um rund 20 %, Bund um rund 5 %), was den Schuldendienst in den Kantonen jährlich um ca. 350 Mio. Franken oder einen Viertel entlasten würde. Dadurch würde die Handlungsfreiheit der Kantone stark verbessert. Der Schuldenabbau stellt die nachhaltigste Massnahme dar, von der alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen profitieren könnten. Wenn zudem in nächster Zeit ein Abbau der Schulden nicht vorangetrieben wird, besteht die Gefahr, dass Bund und Kantone in der nächsten Rezession den neuen Herausforderungen nicht mehr gewachsen sind.</p>
1.03	LU	<p>Von den im vorliegenden Vernehmlassungsverfahren vorgeschlagenen Verwendungszwecken bevorzugen wir die Variante Schuldenabbau. Der Schuldenabbau stellt die nachhaltigste Massnahme dar, von der zudem alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen profitieren. Ein Schuldenabbau verschafft den Gemeinwesen zusätzlichen Handlungsspielraum, um notwendige Aufgaben und Massnahmen anzugehen, für Steuersenkungen oder im Hinblick auf rezessive Zeiten. Bund und Kantone haben sich in den letzten Jahren massiv verschuldet. In den 90er Jahren hat sich die Staatsverschuldung verdoppelt. Während die Verschuldungsquote der öffentlichen Hand 1990 nur 30.9 Prozent des BIP betrug, liegt sie heute bei rund 52 Prozent des BIP (der entsprechende Wert steht bei den Maastricht-Kriterien bei 60 % des BIP). Diese Verschuldung muss zurückgeführt werden. Zudem garantiert einzig die</p>

		Verwendung der Goldreserven für den Schuldenabbau die Staatsquotenneutralität . Schliesslich gehen wir davon aus, dass eine überwiegende Mehrheit der Bürgerinnen und Bürger einen Schuldenabbau vorzieht. Angesichts des hohen Schuldenbergs wäre es für die Mehrheit unverständlich, wenn die in Frage stehenden zusätzlichen Mittel zweckgebunden für neue Aufgaben eingesetzt würden.
1.04	UR	Von den im Vernehmlassungsverfahren zur Diskussion gestellten Vorschläge bevorzugt UR (im Sinne eines Eventualantrags) die Variante Schuldenabbau. Aus Sicht von UR bildet eine konzertierte Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen die nachhaltigste Massnahme , von der alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen profitieren. Mit einer gezielten Reduktion der Verschuldung durch die von der BNS nicht mehr benötigten Reserven können der zukünftigen Generation neue Chancen eröffnet werden. Die zusätzliche Handlungsfreiheit ermöglicht dann, die notwendigen staatlichen Aufgaben besser wahrzunehmen.
1.05	SZ	Mit einem Schuldenabbau wird indirekt der Handlungsspielraum der Kantone erweitert, ihre Aufgaben nach verminderter Schuldenlast wahrzunehmen und nach eigenen Prioritäten zu erfüllen. Jede Zweckbindung der Verwendung dieses Erlöses verletzt die Aufgabenautonomie der Kantone und einen bedarfsgerechten und effizienten Einsatz ihrer Eigenmittel .
1.06	OW	Der Schuldenabbau stellt die einzige nachhaltige Massnahme dar, von der alle Bevölkerungskreise profitieren können.
1.07	NW	Wir bevorzugen die Variante Schuldenabbau. Die massive Verschuldung von Bund und Kantonen, die sich in den 90er Jahren aufgetürmt hat, muss unbedingt abgetragen werden . Die Abtragung der Schulden erweist sich als die nachhaltigste Massnahme , von der die gesamte Bevölkerung profitieren würde, und nicht einzelne Bevölkerungsgruppen, wie das bei zweckgebundenen Ausgaben der Fall wäre.
1.10	FR	Une réduction concertée des dettes de la Confédération et des cantons profiterait à toutes les couches de la population sans discrimination
1.11	SO	Bund und Kantone haben sich in den 90er Jahren massiv verschuldet . Mit einer konzertierten Reduktion der Schulden kann der verlorene finanzpolitische Handlungsspielraum zumindest teilweise wieder zurückgewonnen werden. Der Schuldenabbau stellt die nachhaltigste Massnahme dar, von der alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen profitieren können.
1.12	BS	Der Regierungsrat zieht klar eine Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen der Finanzierung von Bildungsmassnahmen und Überbrückungsleistungen vor. Von einem Schuldenabbau profitiert die gesamte Bevölkerung ohne Bevorzugung einzelner Gruppen . Zudem werden künftige Generationen entlastet und für den Bund und die Kantone wird zusätzliche Handlungsfreiheit geschaffen.
1.14	SH	Eine Reduktion der Schulden von Bund und Kantonen bildet die nachhaltigste Massnahme , von der alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen profitieren . Hiermit wird zudem zusätzliche Handlungsfreiheit geschaffen, die es ermöglicht, die notwendigen staatlichen Aufgaben besser wahrzunehmen; gleichzeitig werden der zukünftigen Generation neue Chancen eröffnet.
1.15	AR	AR unterstützt die Idee, dass die frei werdenden Mittel zur langfristigen Erweiterung des Handlungsspielraums der staatlichen Gemeinschaft durch einen konzertierten Schuldenabbau bei Bund und Kantonen eingesetzt werden sollen. Mit Bezug auf die Verwendung des Bundesanteils spricht sich AR mit aller Entschiedenheit für die Reduktion der Schulden des Bundes aus. Der Bund hat in den letzten Jahren einen beträchtlichen Schuldenberg aufgebaut. Mit der Reduktion durch die von der BNS nicht mehr benötigten Reserven können für die Zukunft neue Chancen eröffnet werden. Wenn die Erlöse auch auf Kantonsebene für den Schuldenabbau verwendet werden, können deren Nettoschulden um rund 20 Prozent reduziert werden. Zudem könnte der Schuldendienst in den Kantonen jährlich um 350 Mio. Fr. oder sogar 25 Prozent reduziert werden.
1.19	AG	Der Abbau von Schulden hat die folgenden entscheidenden Vorteile: - Die bestehenden Schulden von Bund und Kantonen können sofort und markant gesenkt werden. Der Schuldenabbau muss nicht über Jahre hinweg durch

		<p>Überschüsse der laufenden Rechnung erzielt werden.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Die heutige Generation, die die heutigen hohen Schulden der öffentlichen Haushalte zugelassen hat, übergibt der künftigen Generation einen Staatshaushalt ohne hohe aufgelaufenen Schulden. - Die zukünftige Generation erhält neue Chance und neue Handlungsspielräume. Sie kann frei entscheiden, ob sie den gewonnenen Handlungsspielraum für einen weiteren Schuldenabbau, für neue dringende Aufgaben oder für Steuersenkungen verwenden will. Dadurch kann sie die Standortattraktivität in den Bereichen verbessern, wo in Zukunft der grösste Handlungsbedarf besteht. - Dem Grundsatz einer stabilitätsorientierten Finanzpolitik, wie sie im Finanzleitbild des Bundesrats und bei vielen Kantonen festgeschrieben ist, wird auch konkret Nachachtung geschenkt. - Es werden keine neuen Zweckbindungen geschaffen.
1.20	TG	<p>Durch die mit dem Schuldenabbau einhergehende Reduktion der Passivzinsen würden Bund und Kantone finanzielle Handlungsfreiheit gewinnen. Der Schuldenabbau käme allen Bevölkerungsschichten zugute. Insbesondere eröffnete sich damit kommenden Generationen die Chance, anstatt Schulden abbauen zu müssen neue Ideen entwickeln zu können. Wenn nicht in besseren Zeiten ein Abbau der Schulden erfolgt, ist die Gefahr nicht auszuschliessen, dass Bund und Kantone bei einer neuen Rezession den sich dann stellenden Herausforderungen nicht mehr gewachsen sind. Im Weiteren könnten dank des Schuldenabbaus Steuern reduziert werden, was die Standortqualität der Schweiz im internationalen Wettbewerb verbessern würde. Wenn die öffentlichen Haushalte weniger mit Schulden belastet sind, sind sie auch in der Lage, bildungs- und sozialpolitische Aufgaben im Sinne der unterbreiteten Varianten anzugehen.</p>
1.21	TI	<p>I vantaggi dell'utilizzo del capitale vanno a favore dell'intera popolazione e non solo di una ristretta cerchia di beneficiari.</p>
1.22	VD	<p>Le Conseil d'État est d'avis qu'une réduction ciblée des dettes de la Confédération au moyen des réserves excédentaires de la BNS est une mesure durable dont profitera l'ensemble de la population, sans discrimination. Cette solution créera une marge de manoeuvre supplémentaire pour une meilleure réalisation des tâches de l'État grâce notamment à une réduction de la dette et de la charge d'intérêts. Une amélioration de la situation des finances publiques ouvrira également de nouvelles perspectives pour les générations futures.</p>
1.23	VS	<p>Folgende Überlegungen sprechen für einen Schuldenabbau:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der Bund und die Kantone haben sich in den neunziger Jahren massiv verschuldet. Die Staatsschulden haben sich in einem einzigen Jahrzehnt von rund 100 auf rund 200 Mrd. Franken verdoppelt. Mit einer konzertierten Aktion für den Schuldenabbau könnten die Schulden spürbar gesenkt werden, nämlich um rund 20 Prozent für die Kantone und um rund fünf Prozent für den Bund. Dies würde den Schuldendienst in den Kantonen jährlich um rund 350 Mio. Franken oder einen Viertel entlasten. Die Handlungsfreiheit des Bundes und der Kantone könnte stark verbessert werden. - Der Schuldenabbau stellt die nachhaltigste Massnahme dar, von der alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen profitieren könnten. Zudem werden zukünftigen Generationen neue Chancen eröffnet. - Die Verwendung eines bisherigen Aktivpostens der Bilanz zur Finanzierung von laufenden Ausgaben wäre finanzwirtschaftlich unklug. Nur bei einer Verwendung für den Schuldenabbau werden die finanzpolitischen Kompetenzen der kantonalen Parlamente gewahrt, bei denen die Budgethoheit liegt. Es ist Sache der kantonalen Parlamente, darüber zu entscheiden, wie sie die Entlastung beim Schuldendienst politisch umsetzen. - Wenn nicht in besseren Zeiten ein Abbau der Schulden vorangetrieben wird, besteht die Gefahr, dass Bund und Kantone in der nächsten Rezession den neuen Herausforderungen nicht mehr gewachsen sind.
1.24	NE	<p>Au cours de la décennie écoulée, la Confédération et la plupart des cantons se sont fortement endettés. Les charges financières ont augmenté et ainsi réduit considérablement</p>

		<p>leur marge de manoeuvre en matière financière. A cet égard, notre canton se trouve également dans une situation difficile. Le faible potentiel de ressources fiscales dont il dispose, comparativement à d'autres cantons, ne lui a permis d'autofinancer que dans une mesure insuffisante les investissements indispensables qu'il a dû réaliser pour développer ou améliorer les infrastructures et les équipements publics, dans le domaine de la formation et de la recherche, de la protection de l'environnement et des voies de communications en particulier. Cette situation a entraîné une forte augmentation de la dette publique et partant des charges financières. Celles-ci pèsent indirectement sur la charge fiscale déjà très élevée de notre canton.</p> <p>Un allègement de la dette publique au moyen des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale permettrait de réduire les charges financières et de redonner aux collectivités publiques une certaine marge de manoeuvre en matière budgétaire. Il leur ouvrirait de nouvelles perspectives pour la réalisation des tâches publiques ou, si les circonstances le permettent, une réduction de la charge fiscale. De ce fait, il constitue à nos yeux la mesure la plus équitable dont profiteront toutes les couches de la population de même que les générations futures.</p>
1.26	JU	<p>Le Gouvernement jurassien estime que les moyens mis à disposition doivent être utilisés, par voie de recommandation, à la réduction des dettes de la Confédération et des cantons, et cela de façon concertée. Même si cette mesure peu paraître relativement peu spectaculaire, elle aurait l'avantage d'assainir les bilans des collectivités concernées pour une part importante et de leur redonner une marge de manoeuvre budgétaire appréciable. Toutes les couches de la population profiteraient rapidement d'une telle action et le risque d'accroissement encore plus conséquent de l'endettement s'en trouverait nettement diminué.</p>
3.01	PRD	<p>Es gilt zu vermeiden, dass mangels Gesamtkonzept unerwünschte Anreize geschaffen und kurzfristig zwar durchaus unterstützenswerte Bedürfnisse befriedigt würden, ohne dabei aber an die Folgen für die Zukunft zu denken. Wir lehnen eine Schaffung neuer Subventionen ab. Die Verwendung für den Schuldenabbau erfüllt neben anderem auch den vordringlichen Anspruch, alle Bevölkerungskreise ohne Bevorzugung einzelner Gruppen in gleichem Masse am Ergebnis der Freisetzung nicht mehr benötigter Währungsreserven und damit am Volksvermögen teilhaben zu lassen.</p> <p>Selbstverständlich darf die Einbringung dieser Mittel auch hier nicht dazu führen, anstehende Fragen in der Sanierung des Finanzhaushalts auf die lange Bank zu schieben. Daher ist ein Schuldenabbau nur in zwingendem Zusammenspiel mit der Schuldenbremse zu ermöglichen, was zudem auch dem von Volk und Ständen angenommenen Haushaltsziel 2001 entsprechen würde.</p>
3.02	PDC	<p>Den Abbau öffentlicher Schulden erachtet die PDC als wichtiges und vordringliches Anliegen. Nur so kann der notwendige Handlungsspielraum in der Finanzpolitik auch künftig gewahrt werden. Der ungewöhnlich starke Anstieg der Schuldenquote in den letzten zehn Jahren macht eine Reduktion der Verschuldung dringend, denn dies ermöglicht auch eine Entlastung bei der Zinslast der öffentlichen Haushalte. Ausgehend von unserer Position, wonach zwei Drittel der Erträge aus dem Verkauf von 800 Tonnen Gold an die Kantone zurückerstattet werden sollen, müssen wir davon ausgehen, dass die Kantone über die Verwendung dieser Erträge mindestens partiell selber entscheiden.</p>
3.03	PS	<p>Wir lehnen den Einsatz der Mittel zur Schuldentilgung ab. Eine Schuldentilgung führt sowohl beim Bund wie auch bei den Kantonen bloss zu neuen Steuersenkungsforderungen, die sich aufgrund der realen Erfahrungen verteilungspolitisch immer schlecht auswirken (Entlastungen für hohe Einkommen, für starke Wirtschaftsbranchen wie Banken, Börse, etc.).</p>
3.04	UDC	<p>Der vom Bundesrat vorgeschlagene Schuldenabbau kommt nicht der ganzen Bevölkerung, sondern nur dem künftigen Steuerzahler zugute, da Schulden nichts anderes sind als Steuern der Zukunft. Die Schulden abzubauen ist aber nur sinnvoll, wenn der Bund nicht anderswo neue Steuern erhebt, wie dies zum Beispiel für die Sicherung der AVS vorgesehen ist. Zu befürchten ist zudem, dass durch die geringeren Schulden ohne grosses Zögern schon bald wieder neue Schulden dazukommen.</p>

3.07	PST	La réduction de la dette n'est pas du tout prioritaire !
3.09	Grüne	L'idée d'un remboursement de la dette pourrait nous convenir. Mais nous Union patronale suisseons d'ores et déjà qu' une diminution de l'endettement de la Confédération entraînerait aussitôt une baisse de l'imposition des contribuables les plus aisés . Et nous n'approuverions pas cette manière de finalement distribuer le fruit de la vente de l'or de la BNS aux riches.
3.12	PCS	Des moyens financiers extraordinaires tels que ceux provenant de la vente d'or doivent servir à des mesures extraordinaires . Le rétablissement d'un état sain des finances fédérales devrait être en mesure de réduire la dette de la Confédération qui a été fortement influencée par les déficits chroniques des dernières années. Vu la relance de la conjoncture, les futurs comptes devraient laisser un solde positif pour réduire la dette de la Confédération à la condition que l'on ne cède pas aux pressions des milieux qui ne visent qu'à affaiblir les pouvoirs publics notamment par des baisses d'impôt pour les contribuables aisés.
5.01	economiesuisse	Aus Sicht der Wirtschaft geht es darum, die nach Abzug der für die Solidaritätsstiftung reservierten verbleibenden 800 Tonnen Gold einer möglichst sinnvollen volkswirtschaftlichen Verwendung zuzuführen. Als geeignete Beurteilungskriterien kommen hierfür in Frage: der Beitrag zu gesunden öffentlichen Finanzen als wichtiger Standortfaktor und die möglichst gerechte „Gewinnbeteiligung“ der heutigen und zukünftigen Steuerpflichtigen am überschüssigen Notenbankvermögen. Aus dieser Optik stellt für die Wirtschaft der Abbau von Schulden von Bund und Kantonen die einzig sinnvolle Verwendungsmöglichkeit dar. Damit eröffnet sich der Weg für eine Entlastung der Steuerpflichtigen, während gleichzeitig der Handlungsspielraum der Finanzpolitik durch die niedrigere Schuldzinsbelastung verbessert wird.
5.02	USAM	En dépit des hausses d'impôts et d'augmentations continues des recettes de la Confédération, la dette publique de la Confédération, des cantons et des communes s'élevait au total à plus de 200 milliards de francs à fin 1999. Les intérêts de cette dette sont payés avec l'argent du contribuable, alors même que cet argent devrait être utilisé pour des dépenses lui procurant un avantage. Il convient donc de lutter avec la plus grande vigueur contre l'endettement des pouvoirs publics . Sur le plan macroéconomique, la réduction de la dette présente l'avantage d'initier une véritable politique anticyclique puisque l'opération devrait coïncider avec une période d'expansion économique. Enfin l'utilisation d'une partie des réserves de la BNS pour diminuer la dette publique offre des perspectives bienvenues en matière de réduction de la fiscalité .
5.03	UNION PATRONALE SUISSE	Der Einsatz zur Schuldentilgung ist eine konsequente Antwort auf die dramatische Schuldsituation insbesondere beim Bund und die Korrektur eines ungebändigten Ausgabenverhaltens der öffentlichen Hand. Wenn schon in schlechten Zeiten zuviel Geld ausgegeben wurde, sollte dies in guten Zeiten wenigstens korrigiert werden. Bund und Kantone stehen zudem vor der anspruchsvollen Aufgabe eines neuen Finanzausgleichs . In dieser Situation können Mittel zum Schuldenabbau helfend und korrigierend eingreifen, wenn die Umlagerung der Finanzströme, insbesondere bei den Kantonen, zu gewissen Mehrbelastungen führen sollte. Schliesslich ist der Schuldenabbau die umfassendste und demokratischste Rückerstattung an sämtliche Bürger dieses Landes , denn die anderen Massnahmen bevorzugen nur einzelne Gruppen.
5.04	FRPS	Durant la décennie écoulée, l'endettement de la Confédération et des cantons s'est accru dans des proportions très considérables que le ralentissement économique de notre pays a pu, dans une certaine mesure, justifier. La reprise économique aidant, il convient maintenant, l'occasion s'en présentant, de promouvoir une politique anticyclique , qui aurait pour effet de réduire le niveau d'endettement des collectivités publiques et de leur accorder de ce fait une marge de manoeuvre supplémentaire . L'utilisation du solde de 800 tonnes d'or, dans les diverses variantes qui nous sont soumises, nous paraît tomber dans les mêmes travers et complexités que le projet de la "Fondation Suisse solidaire". A force de vouloir contenter tout le monde, on risque de perdre de vue les principes qui doivent présider à une saine orthodoxie budgétaire . Par ailleurs, sur un plan politique, l'utilisation du produit de la vente de l'or de la BNS au profit d'une réduction de l'endettement est la seule manière de couper court à d'interminables débats sur l'utilisation du produit de cette vente .

5.05	ASB	Wir bevorzugen klar und eindeutig die Variante Schuldenabbau, weil wir überzeugt sind, <ul style="list-style-type: none"> - dass der Abbau öffentlicher Schulden sich nachhaltig positiv auf die Erwartungen der Haushalte und der Wirtschaft auswirkt, - dass eine dadurch mögliche Verringerung der Steuerbelastung einen direkten Beitrag zum Wohlstand leistet und gleichzeitig dem unerwünschten Trend zu einer steigenden Fiskalquote entgegenwirkt, - dass damit ein wichtiger Beitrag zur Stärkung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft geleistet wird, - was zusätzlich dazu beiträgt, dass die verfügbaren Einkommen der Haushalte und damit deren Wohlstand auch indirekt zunehmen.
5.08	FSE	Der Vorschlag eines Schuldenabbaus bei Bund und Kantonen vermag nicht zu überzeugen. Der Zweck der in den vergangenen Jahrzehnten in der Nationalbank akkumulierten Mittel kann nicht darin liegen, finanzpolitische Fehler auf kantonaler oder eidgenössischer Ebene zu korrigieren. Weiter ist die Gefahr nicht von der Hand zu weisen, dass die Zuweisung dieser Mittel an Bund und Kantone indirekt Anlass zu Steuersenkungen geben könnten, von denen erfahrungsgemäss längst nicht alle Einkommensschichten im gleichen Ausmass profitieren können. Die bessere Konjunkturlage bietet den öffentlichen Haushalten jetzt durchaus Gelegenheit, die bestehende Schuldenlast auf anderem Wege abzubauen.
5.09	CSC	Der Vorschlag, mit den überschüssigen Goldreserven Schulden abzubauen, lehnt der CSC grundsätzlich ab. Sowohl die Staatsverschuldung als auch die Staatsquote der Schweiz sind im internationalen Vergleich niedrig . Die erfolgreich eingeleitete Stabilisierung der Schulden genügt, um die internationale Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz zu erhalten, und das momentane Wachstum längerfristig zu verstetigen. Ein massiver und kurzfristiger Abbau der Schulden birgt sogar die Gefahr einer wirtschaftlichen Überhitzung. Zudem scheint uns angesichts der bekannten Steuersenkungspläne des Bundes die Gefahr zukünftiger Steuererhöhungen gering zu sein. Wir sehen deshalb keinen nachhaltigen Nutzen in einem Schuldenabbau. Wenn überhaupt Schulden, die in der Rezession aus naheliegenden Gründen angefallen sind, im Aufschwung abgebaut werden sollen, dann müsste dies gemäss der im Finanzleitbild des Bundes festgehaltenen Absicht einer antizyklischen Finanzpolitik aus konjunkturellen Überschüssen der laufenden Rechnung geschehen.
6.01	FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTES	Der FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE setzt sich nicht nur in Fragen der Ökologie für eine nachhaltige Politik ein, sondern er begrüsst auch in der Ökonomie eine Politik, die künftige Generationen nicht unverhältnismässig belastet. Der FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE spricht sich also für einen energischen Abbau der Staatsschulden aus. Allerdings ist es für den FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTE sehr wichtig, das Sondervermögen für den Abbau der Schulden bei Bund und Kantonen im Bereich „ Aufgaben des Sozialstaates “ zu verwenden, damit soziale Aufgaben nicht mit dem Argument „nicht finanzierbar“ gestrichen werden können, bzw. sie finanzierbar bleiben. Wir halten einen solchen Schuldenabbau aus der Sicht unserer Mitglieder für sinnvoller als eine Bildungsinitiative im Bereich der IuK-Technologie, die auf wirtschaftliche Bedürfnisse ausgerichtet ist und den Frauen nur äusserst punktuell zugute kommt.
6.02	SSRV	Wir lehnen die Variante Schuldenabbau ab. Denn das Gold der BNS bildet ein Volksvermögen, an dessen Äufnung alle Generationen, mithin auch jene der älteren Menschen, mitgewirkt haben und deshalb auch daran zu beteiligen sind. Wird dieses Volksvermögen ausschliesslich dem Schuldenabbau gewidmet, dann würde es in den Untiefen neuer Schulden der Kantone versickern ohne sichtbare Leistung zu Gunsten der Steuerzahler und Bürger . Eine Zweckbindung der auf die Kantone und den Bund entfallenden Anteile des „Goldsegens“ wäre nicht möglich und vor allem auch nicht überprüfbar. Ein auf diese Weise bedachtes Gemeinwesen könnte zwar mit dem Gold zunächst Schulden zurückzahlen, aber kurz darauf sich erneut verschulden, eine Investition tätigen oder seine –laufenden Ausgaben im Umfang der empfangenen Mittel erhöhen. Es wird sich nicht nachweisen lassen, dass die Schulden nachhaltig und längerfristig gesenkt worden sind. Das Ausgabenverhalten eines Gemeinwesens kann durch eine Auflage, Schulden zurückzubezahlen, weder mittel- noch längerfristig

		beeinflusst werden. Da fruchteten auch „Empfehlungen“ nichts, wie sie in den Vernehmlassungsunterlagen vorgeschlagen werden. Volksvermögen würde sich auf diese Weise in nichts auflösen. Das können wir nicht unterstützen.
6.04	Pro Senectute	Wir sind grundsätzlich der Auffassung, dass lediglich über die Erträge aus dem durch den Verkauf des Goldes geäußerten Sondervermögen verfügt werden soll. Das Sondervermögen selbst sollte nicht angetastet werden, sondern möglichst noch künftigen Generationen dienen. Deshalb sprechen wir uns gegen eine Verwendung des Sondervermögens zum Abbau der Schulden bei Bund und Kantonen aus. Im Vernehmlassungsbericht wird vorgeschlagen, die Übertragung der Mittel lediglich an eine Empfehlung zu knüpfen. Nachhaltige Effekte zur Sanierung der Finanzen wären so kaum zu erreichen.
7.02	ASSOCIATION SUISSE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES	Die Goldreserven sollten als Volksvermögen möglichst der ganzen Bevölkerung zukommen. Dies lässt sich mit einem Schuldenabbau am Besten erreichen.
8.03	ECH	Obwohl gerade die Volksschulen und die daran anschliessenden Mittel- und Berufsschulen in den letzten zehn Jahren unter der Schuldenlast der Kantone und Gemeinden und den damit verbundenen Sparmassnahmen gelitten haben, sind wir der Meinung, dass die Erträge aus dem Verkauf der Goldreserven nun nicht in erster Linie für einen Schuldenabbau verwendet werden sollen. Einerseits würde ein solcher einmaliger Schuldenabbau die Bruttoverschuldung der Kantone um lediglich 1/9 verringern und andererseits würde dadurch die Gefahr einer Neuverschuldung durch Ausgabenwachstum oder Steuersenkungen wachsen. Das Gold würde sich quasi in nichts „Greifbarem“ auflösen.
8.04	FET	La deuxième proposition qui prévoit l'usage des ressources dégagées pour réduire les dettes des cantons et de la Confédération ne nous semble pas opportune. Le renflouement des dettes de l'un et de l'autre doit être assumé d'une autre manière que cela. Le financement de la dette cumulée des cantons et de la Confédération ne serait pas correcte à notre point de vue et constituerait un dangereux précédent. Les charges qui aurait tendance à dégager de leurs responsabilités des législatifs et exécutifs cantonaux et fédéraux. Le saupoudrage ainsi réalisé n'aurait qu'un effet parcellaire et de courte durée. Les communes seraient réactives à cette "Manne Céleste" dont eux ne profiteraient pas.
9.01	FPV	Il est nécessaire, dans le contexte économique actuel, de maintenir une orthodoxie budgétaire et d'affecter les nouvelles dépenses qui se relèveraient nécessaires aux budgets qui leur sont dévolus.
9.04	PS Frauen	Ein Schuldenabbau muss auf dem ordentlichen Weg über die zu erwartenden Mehreinnahmen von Bund, Kantonen und Gemeinden vorgenommen werden. Wird der Erlös aus den Goldverkäufen für einen Schuldenabbau eingesetzt, führt dies über kurz oder lang zu einer Steuersenkung mit Entlastungen vor allem bei den obersten Einkommen. Volksvermögen würde damit indirekt dazu verwendet, den ohnehin schon bedenklich grossen Graben zwischen arm und reich in diesem Land noch grösser werden zu lassen.
9.05	SSH	Obwohl die Option „ Schuldenrückzahlung “ zwar naheliegend erscheint, ist sie aus unserer Sicht doch zweitrangig, da mit dem angepeilten Ausgleich der Staatsrechnung und in der laufenden Phase des kräftigen BIP-Wachstums die Staatsquote automatisch sinken wird. Wichtig ist es in diesem Zusammenhang, die Ausgaben in Zukunft noch mehr einzufrieren. Zahlungen an die Kantone bergen überdies die Gefahr, dass die Gelder umgehend in den Konsum geleitet werden, was dem Grundziel der Stabilisierung der Staatsquote jedoch zuwiderliefe! Zudem benötigen grosse Anleger (Pensionskassen, etc.) ein gewisses Volumen an Staatsobligationen zu Anlagezwecken, welches mit der Schuldenrückzahlung doch markant eingeschränkt würde. Aus diesen Gründen sind wir

		der Meinung, dass nicht alle Erlöse aus den Goldreserven zur Schuldentilgung verwendet werden dürften.
9.21	VSIG	<p>Die Verteilung von 10 Mrd. Fr. würde es gestatten, die Bruttoschulden der Eidgenossenschaft um etwas mehr als 3.5 % und die der Kantone um 11.5 % zu senken, d.h. die jeweiligen Verschuldungsraten um 1 % bzw. 2 % zu reduzieren.</p> <p>Wenn es tatsächlich zum Verkauf der Hälfte der Goldreserven der BNS kommen sollte, scheint uns die Verwirklichung eines Schuldenabbaus die einzige akzeptable Lösung zu sein. In der Tat ist ein Schuldenabbau nicht den Unabwägbarkeiten der Goldverkäufe unterworfen, da die Verwendung keine präzise Budgetierung erfordert. Zudem würde man eine echte antizyklische Politik initiieren, da der Vorgang sehr wahrscheinlich mit einer Periode wirtschaftlicher Expansion zusammenfallen würde. Schliesslich würde die Verwendung eines Teils der BNS-Reserven zum Abbau von öffentlichen Schulden dank der Schaffung eines gewissen Spielraums die Budgetorthodoxie erleichtern und gleichzeitig Aussichten auf eine Senkung der Steuerlast bieten.</p>
9.23	droit à la vie	<p>L'utilisation pour une réduction de la dette publique serait préférable aux mesures de formation et en matière d'AVS. Elle a toutefois un inconvénient majeur en ce sens qu'il ne s'agit pas d'une tâche nationale de première importance. Il est en plus bien préférable de réduire la dette publique par un effort au niveau du budget et de la discipline dans les dépenses. La réduction de la dette débouche sur la tentation de la faire revenir à la même hauteur dans quelque temps, les demandes ne manquent pas pour toutes sortes de nouvelles tâches que l'on attribuer à l'État. Il faut aussi considérer que le mécanisme d'inflation procure dans la règle une décharge progressive des dettes libellées en monnaie vu l'érosion de la valeur nominale.</p>

Frage:

Möchten Sie die Schulden direkt abbauen, oder zunächst einen Fonds öffnen, um von der ertragsorientierten Bewirtschaftung zu profitieren?

Tabelle 11: Direkter Schuldenabbau oder Fonds zur Schuldentilgung?

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.04	UR	UR befürwortet einen direkten Schuldenabbau , weil so die Angelegenheit einfach, zügig und risikofrei abgewickelt werden kann.
1.05	SZ	Wir sprechen uns für einen direkten Schuldenabbau aus.
1.06	OW	Die Schulden sollten direkt abgebaut werden, d.h. die Kantone erhalten auf der einen Seite ihren Anteil zur Rückzahlung/Tilgung bestehender Schulden und werden dadurch andererseits beim Schuldendienst entlastet. Die Öffnung eines Fonds ist aus unserer Sicht nicht angebracht. Einerseits kann eine Rendite über dem Zinssatz für öffentliche Anleihen nicht garantiert werden und andererseits ist das Bemühen vieler Gemeinwesen zur Zeit darauf ausgerichtet, sich von nicht benötigtem Finanzvermögen zu trennen und den Erlös für den Schuldenabbau einzusetzen.
1.07	NW	Wir können uns eine ertragsorientierte Bewirtschaftung (Spezialfonds) vorstellen, wenn sie von einer ausgewiesenen und kompetenten Fachinstanz innerhalb der BNS oder der Eidg. Finanzverwaltung ausgeführt wird. Mit einer Vereinbarung zwischen Bund und Kantonen sind die Bedingungen (z.B. Kündigungsmodalitäten, Bezüge, usw.) zu regeln.
1.12	BS	BS hat eine leichte Präferenz für die Fondslösung . Doch kann diese Frage auch den jeweils zuständigen Stellen in Bund und Kantonen überlassen werden.
1.14	SH	Der Regierungsrat spricht sich für einen direkten Schuldenabbau aus. Diese Vorgehensweise führt zu keinerlei Ausdehnung der staatlichen Aktivität. Wird die Entlastung beim Schuldendienst nicht durch anderweitige Mehrausgaben aufgehoben, führt die Verwendung der Mittel zum Schuldenabbau durch die verringerte Zinsbelastung zusätzlich zu einer Reduktion der Staatsquote.
1.19	AG	Die Schulden von Bund und Kantonen sind direkt abzubauen . Auf die Einrichtung eines

		Fonds ist zu verzichten. Mit der Einrichtung eines Fonds wird ein rascher Schuldenabbau von Bund und Kantonen verunmöglicht. Wenn die Erträge des Fonds an Bund und Kantone ausgeschüttet werden, besteht die Gefahr, dass diese Mittel für laufende Ausgaben verwendet werden.
1.21	TI	Il nostro Consiglio si esprime a favore della proposta di distribuzione immediata dell'intero capitale a Confederazione e Cantoni rispetto a quella che prevede di distribuire unicamente il reddito maturato sul patrimonio.
1.24	NE	Quant au principe, nous revendiquons la possibilité des cantons d'utiliser librement et de manière autonome les ressources qui leur reviennent. Dans ce sens, nous préconisons un transfert immédiat de la contre-valeur des 800 tonnes d'or à la Confédération et aux cantons. La création d'un « fonds de l'or » commun nous paraît superflue. La Confédération et les cantons sont en mesure d'investir eux-mêmes en placements rémunérateurs les disponibilités qu'ils ne pourraient affecter d'emblée au remboursement d'emprunts arrivant à échéance.
1.26	JU	En fonction de notre propre situation (échéances d'emprunts, charge d'intérêts élevée), nous préférons réduire immédiatement les dettes.
3.01	PRD	Die vorgängige Äufnung eines Fonds ist einem direkten Schuldenabbau vorzuziehen. Dieses Vorgehen bietet den Vorteil der Substanzerhaltung , einer ertragsorientierten Bewirtschaftung und der Möglichkeit, im Rahmen des damit vorhandenen Spielraums auf veränderte Verhältnisse und Bedürfnisse entsprechend rasch zu reagieren.
3.07	PST	La constitution d' un fonds nous paraît bien préférable.
5.01	economiesuisse	Die Frage, ob der Schuldenabbau direkt oder indirekt erfolgen soll, bedarf noch der vertieften Abklärung. Für den direkten Abbau mit unmittelbarer Bereinigung der Bilanzen von Bund und Kantonen spricht die Tatsache, dass damit der „ Verteilungskampf “ endgültig vom Tisch wäre. Unsere Präferenz geht tendenziell in Richtung direkter Abbau. Allerdings sieht diese Lösung, wie der Vernehmlassungsbericht festhält, unspektakulär aus, weil bei oberflächlicher Betrachtungsweise der Gegenwert des Goldes sich gewissermassen in nichts auflöst. Nicht zuletzt aus diesem Grund müsste deshalb die Schuldentilgung mit einer Steuerentlastung verquickt werden, wofür sich verschiedene Möglichkeiten anbieten (Glättung des Steuertarifs, höhere Pauschalabzüge usw.). Die indirekte Lösung des Schuldenabbaus über die Vermögenserträge eines Schuldentilgungsfonds hat den Vorteil, dass die Vermögenssubstanz erhalten bleibt. Allerdings ist damit das Risiko verbunden, dass der Verteilungskampf auch in Zukunft weitergeht. Im Weiteren wären bei der Variante des indirekten Schuldenabbaus die jährlichen Erträge zugunsten von Bund und Kantonen geringer und damit auch das Potential für Steuerentlastungen. Unbestritten ist, dass die Verwaltung dieses Schuldentilgungsfonds nicht durch die BNS erfolgen kann.
5.02	USAM	Nous sommes favorables à une solution permettant de réduire immédiatement les dettes. La création d' un fonds nous paraît compliquée , elle manque de transparence et est susceptible d'engendrer des coûts administratifs inutiles.
5.03	UNION PATRONALE SUISSE	Beide Möglichkeiten sind denkbar. Wir bevorzugen den direkten Schuldenabbau , weil er die Frage definitiv löst und nicht später neue Diskussionen über Verwendungszwecke aufkommen können. Zudem versprechen wir uns davon einen spürbaren Impuls zum Steuerabbau.
5.04	FRPS	Nous sommes favorables à une réduction immédiate , bien qu'échelonnée dans le temps en fonction de l'échelonnement des ventes de l'or de la BNS, et nous ne sommes pas favorables à la constitution d'un fonds que profiterait de rendements plus élevés permettant une réduction supérieure de la dette. En effet, les rendements peuvent être aléatoires et la constitution d' un fonds suscitera immédiatement de appétits qui risquent de détourner son affectation de l'objective poursuivi.
5.05	ASB	Die Mittel aus dem Goldverkauf sollen direkt für den Schuldenabbau verwendet und nicht dem Finanzvermögen der öffentlichen Haushalte gutgeschrieben werden. Die privaten Gläubiger können besser als der Staat beurteilen, welches der beste Verwendungszweck für die frei werdenden Mittel ist.
5.09	CSC	Falls die Variante Schuldenabbau zum Zuge kommen sollte, sind die Schulden unserer

		Meinung direkt abzubauen . Die Bildung eines Fonds verkompliziert unnötig das Vorgehen.
6.02	UPS	Sollte die Variante Schuldenabbau vorgezogen werden, ist der UPS für einen direkten Schuldenabbau .
8.03	ECH	Für den Fall, dass die Bildungsinitiative und Überbrückungsleistungen keine Mehrheit finden, bevorzugen wir die Fondslösung .
9.01	FPV	Il est nécessaire de maintenir une orthodoxie budgétaire et d'affecter les nouvelles dépenses qui se relèveraient nécessaires aux budgets qui leur sont dévolus. Le respect de ce principe serait facilité par l'utilisation des fonds pour une diminution de la dette de la Confédération et des cantons. Ce mode de faire dégagerait en effet quelques marges de manoeuvre, tout en offrant des perspectives en matière de la réduction de la fiscalité.
9.05	SSH	Wir ziehen die Fondslösung gegenüber dem direkten Schuldenabbau darum vor , weil die über die Substanzerhaltung des Vermögens hinausgehenden, jährlich ausgeschütteten Erträge eine gewisse Ausgleichsfunktion auf längere Frist beinhalten. Somit würden diese Erträge den Handlungsspielraum von Bund und Kantonen vergrössern und auch potentielle Investitionen in der Zukunft ermöglichen. In eine ähnliche Richtung geht im Übrigen das in Bearbeitung stehende Konzept des SSH für einen Finanzierungsfonds der Schweizer Hotellerie , der neben der marktüblichen Rendite eine Stiftung zur Finanzierung von Überbrückungsliquidität (Ko-Finanzierungen) und für Projekte im übergreifenden Interesse der Schweizer Hotellerie speisen soll. Dieser Finanzierungsfonds könnte der BNS, respektive Bund und Kantonen, als rentables Anlagevehikel geöffnet werden .
9.21	VSIG	Vorteilhaft erscheint uns die Eröffnung eines Fonds , um von der ertragsorientierten Bewirtschaftung profitieren zu können.

Frage:

Wie soll die Verteilung zwischen Bund und Kantonen bzw. unter den Kantonen aussehen?

Tabelle 12: Verteilung zwischen Bund und Kantonen bzw. unter den Kantonen

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
	CdC alle Kantone	Für die Verteilung zwischen Bund und Kantonen muss der in der BV verankerte Verteilschlüssel für die BNS-Gewinne Anwendung finden. Den Kantonen stehen somit mindestens zwei Drittel des Sondervermögens zu.
1.01	ZH	Der Verkaufserlös soll gemäss den Bevölkerungsanteilen und damit unabhängig von der Finanzkraft auf die Kantone verteilt werden.
1.06	OW	Wir sehen keine Veranlassung, vom bestehenden Auszahlungsmodus bzw. der Berechnung der Kantonsanteile abzuweichen .
1.07	NW	Die Aufteilung zwischen den Kantonen darf nur nach der Einwohnerzahl und nicht nach Einwohnerzahl und Finanzkraft erfolgen. Eine Ausschüttung unter Berücksichtigung der Finanzkraft beeinflusst die Finanzausgleichsbilanz, die keineswegs als Ausgangslage für den NFA herangezogen werden kann. Im Übrigen hat sich die Finanzkraft in den Kantonen während der Phase der zurückbehaltenen Gewinne stark verändert.
1.10	FR	Le Conseil d'État se prononce en faveur d'une répartition entre les cantons en fonction de la clé de répartition intercantonale actuelle.
1.12	BS	Der den Kantonen zufallende Anteil des Sondervermögens sollte aufgrund der Wohnbevölkerung verteilt werden ohne Berücksichtigung ihrer Finanzkraft . Dafür sprechen drei Gründe: - Das BNS-Gold ist Volksvermögen und dies gehört dem Volk, der Bevölkerung. Die Verteilung von Volksvermögen auf die Bevölkerung muss folglich die Finanzkraft nicht berücksichtigen. Es genügt, dass bei der Entstehung von Staatsvermögen die

		<p>finanzkräftigeren Bevölkerungsgruppen und Gemeinwesen mehr beitragen.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Der bestehende Finanzkraftindex gibt die wirkliche finanzielle Situation eines Kantons nur ungenügend weiter, da er weder die Finanzkraft (Ressourcenpotential) noch die Lasten der Kantone korrekt ermittelt. Zudem orientiert er sich fast ausschliesslich an Stromgrössen (Einkommen, etc.), während es hier um die Verteilung einer Bestandesgrösse (Vermögen) geht. - Im NFA wird die Berücksichtigung der Finanzkraft bei der Bestimmung der Kantonsanteile an den Bundeseinnahmen und am Reingewinn der BNS entfallen. Die Verteilung erfolgt künftig einzig aufgrund der Bevölkerungsanteile.
1.23	VS	Die Verteilung unter den Kantonen sollte unseres Erachtens aufgrund des bisherigen Schlüssels für die Gewinnausschüttung gemäss NBG vorgenommen werden, d.h. 5/8 nach Bevölkerung und 3/8 nach Finanzkraft. Sollte für die Verteilung des Kantonsanteils jedoch ein neuer Verteilschlüssel entwickelt werden, dann muss dieser unseres Erachtens zwingend die Verschuldungssituation in den einzelnen Kantonen berücksichtigen .
1.24	NE	Pour la répartition entre les cantons, il nous paraît également aller de soi que la clé en vigueur qui tient compte de la population et de la capacité financière des cantons demeure applicable. Étant donné que la répartition pourrait intervenir en grande partie en 2002 et 2003, c'est l'indice de capacité financière valable pour ces années qui serait déterminant.
1.25	GE	En ce qui concerne la répartition du produit de la vente entre les cantons, la proposition du Conseil fédéral d'appliquer l'art. 27, alinéa 4 de la LBN est inacceptable. Nous nous opposons en particulier à l'utilisation injustifiée d'un critère ayant un impact péréquatif. La répartition du produit devrait se faire uniquement en fonction du critère de la population. Au vu du but visé, il serait également concevable de répartir le produit à partir d'un élément tenant directement compte de l'endettement de chaque canton.
1.26	JU	Nous estimons que les dispositions contenues dans la LBN sont suffisamment précises et connues de tous pour déterminer sans équivoque les parts de chaque canton.
3.01	PRD	Die Erträge aus dem Schuldentilgungs-Fonds können grundsätzlich unter Beibehaltung des geltenden Verteilschlüssels nach Art. 99 Abs. 4 BV und Art. 27 Abs. 4 NBG verteilt werden.
3.03	PS	Die PS lehnt den Einsatz des Sondervermögens zur Schuldentilgung ab. Sollte entgegen ihrem Willen dennoch der Erlös aus den Goldverkäufen (oder ein Teil davon) für einen Schuldenabbau eingesetzt werden, befürwortet die PS ein Abweichen vom Gewinnverteilungschlüssel und eine prioritäre Tilgung der Bundesschulden .
5.01	economiesuisse	Die Wirtschaft hält es nicht für angezeigt, vom verfassungsrechtlichen Verteilschlüssel , wonach die Gewinne der BNS zu zwei Dritteln an die Kantone und zu einem Drittel an den Bund gehen, abzuweichen . Dies um so mehr, als der zur Diskussion stehende überschüssige Goldbestand im Prinzip zurückbehaltene Notenbankgewinne darstellt.
5.02	USAM	Notre Union est d'avis que les revenus générés par la vente des réserves d'or devraient être répartis entre la Confédération et les cantons selon la clé de répartition inscrite à l'article 99 de la Constitution fédérale.
5.03	UNION PATRONALE SUISSE	Wir stellen uns vor, dass der normale Verteilschlüssel wie bei der bisherigen Gewinnverteilung zur Anwendung kommen sollte, da es sich beim Gold indirekt um zurückbehaltene Notenbankgewinne handelt.
5.04	FRPS	Pour éviter de se perdre dans d'inutiles débats, la répartition entre la Confédération et les cantons peut fort bien suivre l' actuelle clé de répartition des bénéfices de la BNS, soit 1/3 à la première et 2/3 aux seconds, selon article 99, alinéa 4, de la Constitution fédérale; entre les cantons, elle peut également être conforme à l'article 27, alinéa 4, de la LBN .
5.09	CSC	Die Verteilung zwischen Bund und Kantonen hat gemäss dem geltenden Gewinnverteilungschlüssel zu erfolgen.
6.02	UPS	Der UPS erachtet die Aufteilung zwischen Bund und Kantonen im Verhältnis 1/3 zu 2/3 als zweckmässig.

6.06	ADF	La répartition 1/3 – 2/3 entre la Confédération et les cantons nous paraît normale. La répartition entre les cantons devrait tenir compte non seulement du nombre d'âmes de la population, mais aussi de leur richesse économique et de la fiscalité qu'ils appliquent à leur contribuables.
8.03	ECH	Wir befürworten den Verteilschlüssel , wie er bei den ordentlichen Gewinnausschüttungen der BNS zur Anwendung gelangt (1/3 Bund; 2/3 Kantone).
8.04	FET	La notion de "bénéfice" de la BNS et le "mécanisme de redistribution" de celui-ci entre les cantons et la Confédération ne sont pas correctes dans le présent cas . Les bases légales appliquées pour les exercices annuels de la BNS ne devraient pas être suivi dans un tel cas d'exception. Nous n'approuvons pas une telle démarche qui constituerait une solution de facilité.
9.05	SSH	Unter der Voraussetzung, dass die angewandte Forschung im Bereich der Bildungsinitiative gefördert werden soll, müsste die Aufteilung in Abänderung des geltenden Gewinnverteilschlüssels erfolgen und die Mittel je zur Hälfte an Bund und Kantone verteilt werden.
9.21	VSIG	Die Verteilung ist unseres Erachtens nach dem geltenden Schlüssel für die BNS-Gewinne vorzunehmen (1/3 für den Bund, 2/3 für die Kantone).
9.24	CSAJ	Nous ne désirons aucune entrée en matière de réduction des dettes de l'état par le biais de la vente de l'or. Si d'aventure cette option venait tout de même à être choisie, nous souhaitons alors que l'entier de la somme attribuée à la réduction des dettes soit attribuée à la réduction des dettes de la Confédération .

Frage:

Sollen die Kantone zum Schuldenabbau aufgefordert werden? Wenn ja, wie verbindlich sollte die Auflage zur Schuldenrückzahlung ausgestaltet werden und wie sieht die Durchsetzung aus?

Tabelle 13: Aufforderung an die Kantone zum Schuldenabbau

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.04	UR	UR lehnt Aufforderungen an die Kantone zum Schuldenabbau als unnötige Eingriffe in die kantonale Finanzhoheit ab.
1.05	SZ	Bund und Kantone sollen sich durch eine Vereinbarung darauf verständigen, die Mittel für den Schuldenabbau einzusetzen.
1.06	OW	Es liegt in der alleinigen Kompetenz der Kantone , mit den ihnen zustehenden Geldmitteln umzugehen und ihre eigenen Prioritäten zu setzen.
1.07	NW	Jede Kontrollfunktion des Bundes zur Verwendung der Mittel für den Schuldenabbau durch die Kantone ist ein Eingriff in die Finanzhoheit der Kantone , den wir ablehnen.
1.12	BS	Der Regierungsrat begrüsst den Vorschlag des Bundesrats, die Übertragung der Mittel an die Kantone lediglich an eine Empfehlung zum Abbau der Schulden zu knüpfen. Eine Auflage wäre schwierig zu überprüfen und nur kurzfristig durchsetzbar. Zudem sollte es im Ermessen der einzelnen Kantone liegen, welche Verwendung (aus ihrer Sicht) am sinnvollsten ist.
1.14	SH	Eine Aufforderung zum Schuldenabbau bei den Kantonen seitens des Bundes ist nicht wünschenswert . Diese Vorgehensweise entspräche einer weiteren Kompetenzübertragung an die Eidg. Räte für die Zweckbestimmung über die Kantonsanteile an den restlichen 800 Tonnen Gold sowie einer zusätzlichen Einschränkung der Finanzautonomie der Kantone.
1.19	AG	Bund und Kantone ist zu empfehlen , die Verkaufserlöse für den Schuldenabbau zu verwenden. Auf eine rechtlich bindende Verpflichtung ist zu verzichten . Eine solche Regelung greift in die Autonomie der Kantone ein. Eine Überprüfung im Einzelnen ist schwierig vorzunehmen und könnte nicht durchgesetzt werden, da Sanktionsmöglichkeiten

		fehlen.
1.21	TI	I Cantoni dovrebbero impegnarsi nel rimborso dei debiti. A nostro giudizio in tal caso si consiglia l'emanazione di direttive vincolanti per i Cantoni . I Cantoni potrebbero p. es. essere obbligati a indicare i debiti (prestiti) che si impegnano a rimborsare alla loro scadenza. Ci rendiamo comunque conto che al lato pratico l'attuazione della misura resta di competenza dei Cantoni i quali si devono assumere l'impegno morale di rispettare gli accordi. Le possibilità d'intervento della Confederazione nel caso di non rispetto o di rispetto parziale degli accordi da parte di un Cantone sono, a nostro avviso, scarse.
1.24	NE	Une obligation formelle de réduire la dette publique nous paraît superflue. En l'occurrence, les cantons auront tout intérêt à réduire leur dette, en fonction des échéances d'emprunts qui se présentent, ou à effectuer des placements permettant de couvrir les intérêts passifs si le rendement attendu est supérieur au coût de l'endettement. Selon les circonstances, ces fonds permettront aussi de financer des investissements d'ores et déjà prévus; ils éviteront un endettement supplémentaire. Nous sommes d'avis qu' il faut renoncer à toute idée d'obligation et de contrôle quant à l'utilisation de ces fonds. En revanche, nous n'avons pas d'objections à l'égard d'une recommandation .
1.26	JU	Les parts des cantons au bénéfice net de la BNS ne peuvent être affectées. Nous préconisons pourtant une réduction des dettes, permettant un assainissement des bilans des cantons et, à ce titre, une recommandation nous semble la plus pertinente. On pourrait demander aux cantons de s'exprimer au préalable sur l'utilisation des sommes réparties. L'effet de la recommandation pourrait être évalué en demandant aux cantons de rapporter après trois ans sur l'affectation effective des sommes attribuées en regard des objectifs exprimés préalablement.
3.01	PRD	Eine Aufforderung der Kantone zum Schuldenabbau erachten wir – unter Zustimmung zu den Ausführungen des Vernehmlassungsberichts – als nicht praktikabel , da sie letztlich nicht überprüfbar und damit auch nicht durchsetzbar ist. Die Abgabe von Empfehlungen des Bundes lehnen wir nicht grundsätzlich ab, befürworten aber die Eigenverantwortung und Kompetenz der Kantone, über die Mittelverwendung nach ihren eigenen Prioritäten zu entscheiden .
3.07	PST	Pas question d'imposer la réduction des dettes aux cantons. Vouloir supprimer toutes les dettes reviendrait à dire que l'on veut supprimer l'argent... L'argent emprunté par les cantons est utile à la bonne marche de l'État, il ne va pas dans un trou ! et les intérêts payés le sont aussi puisqu'ils permettent de prêter de l'argent à d'autres pour des réalisations indispensables à l'économie.
5.01	economiesuisse	Es wäre richtig, auch die Kantone zum Schuldenabbau aufzufordern , obwohl deren finanzielle Lage zum Teil sehr unterschiedlich ist. Leider sind die Ausführungen in dieser Beziehung im Vernehmlassungsbericht sehr vage. Auch diese Frage bedarf noch der vertieften Abklärung .
5.03	UNION PATRONALE SUISSE	Uns genügt, wenn der Erlös des Goldes mit der Zwecksetzung Schuldenabbau den Kantonen zur Verfügung gestellt wird. Auch heute wird über die Gewinnverwendung keine Vorschrift gemacht. Wenn die Kantone Recht auf Erträge haben, verbieten sich Verwendungsvorschriften. Die Souveränität der Kantone in unserem Gemeinwesen verdient in dieser Frage den gehörigen Respekt. Auflagen oder gar Durchsetzungskontrollen wären unwürdig. Schliesslich ist es relativ arbiträr, ob die Kantone die erhaltenen Mittel zum Schuldenabbau einsetzen sollen oder nicht, wenn sie über neue Ausgaben letztlich den Abbaueffekt jederzeit wieder kompensieren können. Hingegen sollte unseres Erachtens die Auszahlung an die Kantone als Erleichterung zur Durchführung des NFA bezeichnet werden. Dieses politische Argument könnte insbesondere die zu befürchtende kleinliche Nachrechnung, ob der NFA den Kantonen per Saldo etwas mehr oder weniger Geld bringt, erübrigen.
5.04	FRPS	La question du contrôle de la réduction de la dette, notamment par les cantons, mérite examen, dans la mesure où le caractère obligatoire de la réduction peut en effet poser problème. Les cantons en particulier devraient donc recevoir une recommandation visant à réduire leur endettement d'un montant correspondant à celui qu'ils auront reçu . Il importe à ce sujet de s'assurer du concours des directeurs des finances cantonaux et que les Grand Conseils des cantons soient dûment informés de l'opération et de ses objectifs. Une

		réduction de l'endettement devrait engendrer une diminution du montant consacré au service de la dette dans les budgets de fonctionnement, ce qui laissera alors une plus grande marge de manoeuvre financière.
5.09	CSC	Die Verwendung für den Schuldenabbau ist den Kantonen mit hoher Verbindlichkeit vorzugeben .
6.06	ADF	Il sera très difficile d'inciter les cantons à réduire leur dettes. Les besoins de chacun sont différents. La Confédération devrait se contenter de faire une recommandation aux cantons pour qu'ils réduisent leurs dettes, ensuite ce sera l'affaire des parlementaires cantonaux.
8.03	ECH	Wir befürworten gegebenenfalls eine Empfehlung des Bundes an die Kantone für die Verwendung des Goldertrags zum Schuldenabbau.
9.05	SSH	Wir vertreten die Meinung, dass es den Kantonen überlassen sein sollte , in welcher Form sie die jährlichen aus dem „Goldfonds“ ausgeschütteten Erträge verwenden wollen. Eine Auflage oder eine Empfehlung, Schulden zurückzuzahlen, würde das Ausgabeverhalten im Bereich von neuen Investitionen der Kantone mittel- bis langfristig ohnehin nicht beeinflussen.

6.2.4 Weitere Bemerkungen

Tabelle 14: Verfassungsrechtliche Übergangsbestimmung zur Goldverwendung

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.00	CdC Kantone	<p>Die Kantonsregierungen sehen sich gezwungen, den vorliegenden Entwurf für einen Bundesbeschluss zur Übergangsbestimmung zu Art. 99 BV abzulehnen, falls dieser weiterhin nicht nur für die für die Stiftung vorgesehenen 500 Tonnen Gold, sondern darüber hinaus auch eine Kompetenzübertragung für die Zweckbestimmung der restlichen 800 Tonnen Gold an das Eidg. Parlament vorsieht.</p> <p>Die vom Bundesrat vorgeschlagene Übergangsbestimmung verknüpft die Frage nach der Finanzierung der Solidaritätsstiftung mit der Verwendung der restlichen 800 Tonnen Gold, was nach Ansicht der CdC sowohl in finanz- als auch in staatspolitischer Hinsicht problematisch ist. Auf diese Weise wird eine in der Öffentlichkeit bereits umstrittene Vorlage auf unnötige Weise zusätzlich belastet. Darüber hinaus greift die vorgesehene Übergangsbestimmung eindeutig in die Finanzautonomie der Kantone ein, würde doch die Verwendung der den Kantonen zustehenden zweckfreien Mittel des Goldverkaufs vom Bundesgesetzgeber vorgeschrieben. Bei dem nun zur Diskussion stehenden Erlös aus dem Verkauf von Goldreserven handelt es sich um nichts anderes als um die Realisierung stiller Reserven der BNS, was zu einem ausserordentlichen Gewinn des Notenbankinstituts führt. Die Anwendbarkeit der verfassungsrechtlichen Gewinnverteilregel nach Art. 99 Abs. 4 BV kann deshalb nicht bestritten werden.</p> <p>Aufgrund dieser Überlegungen schlägt die CdC folgenden Alternativtext für die Übergangsbestimmung vor: „<i>Das Gesetz regelt die Verwendung des Erlöses aus dem Verkauf von 500 Tonnen Gold der BNS.</i>“</p> <p>La disposition constitutionnelle proposée par le Conseil fédéral vise l'ensemble des réserves d'or disponibles, aussi bien les 500 tonnes destinées à la Fondation Suisse solidaire que les 800 tonnes disponibles pour une autre utilisation.</p> <p>Tout d'abord, nous tenons à rappeler que la Banque nationale suisse est un organisme propriété de ses actionnaires, soit pour 2/3 les cantons et 1/3 la Confédération. Nous sommes donc très surpris de la manière dont les cantons sont mis de côté dans un processus décisionnel qui relève majoritairement de leur compétence.</p> <p>Nous ne remettons pas en cause l'affectation de 500 tonnes d'or destinées à la fondation. En revanche, nous jugeons inopportun que la disposition constitutionnelle s'applique également aux 800 tonnes d'or restantes. Le produit de la vente des réserves d'or accumulées par la Banque nationale et dont elle n'a plus besoin représente un bénéfice supplémentaire extraordinaire. Nous considérons que les cantons devraient pouvoir disposer de ce bénéfice extraordinaire dans la proportion déterminée actuellement par l'article 99, alinéa 4, de la Constitution fédérale pour la répartition du bénéfice net de la</p>

		<p>ticle 99, alinéa 4, de la Constitution fédérale pour la répartition du bénéfice net de la banque, soit à raison d'au moins deux tiers, et cela sans aucune obligation d'utilisation préalablement déterminée.</p> <p>Nous nous opposons à toute remise en cause de la clé de répartition actuellement ancrée dans la Constitution et rejetons toute affectation spécifique de ces ressources par le législateur fédéral. Pour cette raison, nous regrettons la teneur de la disposition constitutionnelle transitoire proposée aux Chambres fédérales. Il considère qu'elle conduirait la Confédération à s'ingérer sans nécessité dans l'autonomie financière des cantons.</p> <p>A notre sens, la nouvelle disposition constitutionnelle devrait se borner à régler l'utilisation des 500 tonnes d'or destinées à la Fondation Suisse solidaire. On mettrait ainsi clairement en évidence que la clé de répartition actuelle reste en vigueur pour la part des réserves d'or qui ne sont pas destinées à la fondation et que les cantons pourront disposer librement de ces ressources. Dans ce sens nous souhaitons vivement que le Parlement fédéral modifie la disposition constitutionnelle transitoire comme suit: « <i>La loi règle l'utilisation du produit de la vente de 500 tonnes d'or de la Banque nationale suisse.</i> »</p>
3.03	PS	Wir halten das Scheitern des ersten Revisionsanlaufs des verfassungsrechtlichen Geld- und Währungsartikels in der parlamentarischen Schlussabstimmung vom Juni 1999 im Rückblick für einen Glücksfall. Der neue Anlauf des Bundesrats eröffnet nun die Möglichkeit, mit einem neuen Ansatz nur gerade die Frage der Goldverwendung separat zu entscheiden.
3.05	PLS	Le PLS approuve la décision du Conseil fédéral d'utiliser l'excédent de réserves en or de la BNS et de compléter à cet égard la Constitution par une disposition transitoire permettant au législateur de régler cette utilisation.
5.01	economiesuisse	Wir setzten hinter das taktische Vorgehen bei der Verwendung des Sondervermögens in Form von einzelnen Paketen (zuerst Solidaritätsstiftung mit Verfassungsartikel, dann ein zweites und allenfalls ein drittes Paket) ein Fragezeichen.
6.03	SSRV	Der SSRV unterstützt die Schaffung der Übergangsbestimmung.
9.03	Caritas	<p>Es ist zu befürchten, dass in den parlamentarischen Beratungen über die vorgeschlagene Übergangsbestimmung zu Art. 99 BV die Zustimmung davon abhängig gemacht werden wird, für welche Aufgaben diese Überschussreserven eingesetzt werden sollen. Der Artikel macht keinerlei inhaltlichen Aussagen dazu, er ermöglicht ausschliesslich den gesetzlich zu regelnden Verkauf der 1'300 Tonnen Gold. Während für die 500 Tonnen zur Realisierung der Stiftung bereits ein Gesetzesentwurf beraten wird, beginnt für die 800 Tonnen nun erst die Vernehmlassung. Damit würde sich das Vorgehen nicht als Vorteil erweisen, wie der Bundesrat in seinem Bericht schreibt (S. 10), sondern zum Stolperstein werden. Es handelt sich nämlich nur um ein abstraktes, nicht aber inhaltliches Gesamtkonzept für die Verwendung der überschüssigen Goldreserven.</p> <p>Angesichts der politischen Komplexität dieser Frage muss befürchtet werden, dass über die Verwendung der 800 Tonnen noch lange diskutiert und gestritten werden wird. Insbesondere stimmt nachdenklich, dass der Bund hier zwei völlig unterschiedliche Vorschläge unterbreitet. Dadurch könnte es zu einer grösseren Verzögerung aller Geschäfte rund um das überschüssige Gold der Nationalbank kommen. Dass die insbesondere der Akzeptanz und der (internationalen) Glaubwürdigkeit des Projektes Stiftung solidarische Schweiz zum erheblichen Nachteil gereichen würde, ist nicht von der Hand zu weisen. Wir möchten Sie daher dringend ersuchen, das Geschäft mit der grösstmöglichen Dringlichkeit zu behandeln und insbesondere alles zu unternehmen, dass es nicht zu einer unerwünschten Verzögerung bei der Realisierung der Stiftung solidarische Schweiz kommt.</p>

Tabelle 15: Höhe der Überschussreserven / Notwendiger Bestand an Währungsreserven der BNS

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
3.03	PS	Der Bundesrat will vorerst die Hälfte der rund 2'600 Tonnen Gold veräussern. Die PS ist

		<p>der Meinung, dass sich auch ein weitergehender Abbau der Goldbestände wirtschaftlich rechtfertigen liesse. Sie respektiert jedoch das Abkommen der Zentralbanken, das mit Rücksicht auf die Stützung des Goldpreises bloss eine geplante, restriktive und kontingentierte Goldveräusserung der einzelnen Notenbanken zulässt.</p> <p>Gleichzeitig hält die PS fest, dass der Abbau von Goldreserven der Nationalbank und die bessere Bewirtschaftung der Notenbankreserven ein Jahrzehnt zu spät verwirklicht werde.</p>
3.07	PST	<p>Nous sommes las de constater que le gouvernement ne cesse de parler de la dette de la Confédération et dans le même temps se tait sur les immenses réserves de la BNS. Nous sommes las de constater que la BNS a accumulé, durant les années de crise, des bénéfices qui auraient permis de payer les intérêts de la dette de la Confédération.</p> <p>Pour notre part, nous estimons qu'il ne faudrait pas répéter les erreurs commises dans le passé en ce qui concerne l'or et qu'il serait temps de cesser d'accumuler des provisions soi-disant pour protéger la place financière suisse.</p>
5.01	economiesuisse	<p>Es gibt keine wissenschaftlich objektive Methode, mit der sich der optimale Bestand an Währungsreserven eines Landes bestimmen liesse. Unbestritten ist jedoch, dass ein stark in die Weltwirtschaft integriertes Land mit einem bedeutenden Finanzplatz über reichlich dotierte Reserven verfügen muss. Dabei ist weiterhin ein Teil in Gold zu halten, weil Gold – auch nachdem es seine monetären Funktionen eingebüsst hat – noch immer ein spezielles Reservemedium darstellt: Im Gegensatz zu Devisen, die ja nichts anderes als auf ausländisches Geld lautende Forderungen sind, ist und bleibt Gold das einzige staatenunabhängige internationale Zahlungsmittel. Ebenso unbestritten ist aber auch, dass es die BNS leider allzu lange versäumt hat, die nationalen Währungsreserven ertragreicher zu bewirtschaften.</p>
9.01	FPV	<p>Nous avons émis un certain nombre de doutes quant à l'opportunité de réduire les réserves de la BNS.</p>
9.21	VSIG	<p>Zentralbankreserven können nicht erst bei Bedarf gebildet werden und müssen sofort verfügbar sein, damit in dringenden Situationen angemessen reagiert werden kann. Die Masse der Reserven wird im Hinblick auf Spekulationen um so abschreckender, je grösser sie ist. Objektiv ist allerdings festzustellen, dass die Reserven der BNS für eine effektive Offenmarktpolitik angesichts der Globalzahlen von Welthandel und Weltwährungsreserven bei weitem nicht ausreichen.</p>

Tabelle 16: Stiftung solidarische Schweiz

V-Nr.	Abkürzung	Anträge
1.00	CdC Kantone	<p>Die Kantonsregierungen unterstützen grundsätzlich die Schaffung einer Stiftung solidarische Schweiz. Für diese Solidaritätsstiftung sollen die Erträge aus der Bewirtschaftung von 500 Tonnen Gold Verwendung finden. Die Kantone sind bereit, zugunsten der Solidaritätsstiftung auf 2/3 dieser Erträge, die ihnen nach Art. 99 Abs. 4 BV zustehen, zu verzichten.</p> <p>En approuvant la création de la Fondation suisse solidaire, les gouvernements cantonaux sont d'accord de réserver le résultat de la vente de 500 tonnes d'or pour la constitution du capital de la Fondation.</p>
3.03	PS	<p>Die PS hält an ihrer früheren Position fest, dass 500 Tonnen Gold (resp. der Zinsertrag aus dem Veräusserungswert) während 30 Jahren für die Stiftung solidarische Schweiz reserviert werden sollen.</p>
3.04	UDC	<p>Als Kritikerin der ersten Stunde hat die UDC den überstürzten und schlecht vorbereiteten Schritt, eine Stiftung, gespiesen aus Volksvermögen – zu lancieren, stets verurteilt. Die UDC hat auch die vom Bundesrat vorgenommene Verknüpfung zwischen „nachrichtenlosen Vermögen / Schatten des zweiten Weltkrieges“ und „Schaffung einer Solidaritätsstiftung“ stets beanstandet.</p>
3.05	PLS	<p>Le PLS approuve également le projet de loi fédérale sur la Fondation Suisse solidaire, dont le capital sera constitué par la vente de 500 tonnes d'or, et ce, même si les détails du contenu des propositions concernant cette Fondation restent encore à définir.</p>

3.09	Grüne	Les Verts soutiennent sans réserve le projet de loi fédéral visant à doter une Fondation « Suisse solidaire ».
5.02	USAM	Il importe rappeler que l'USAM avait exprimé son opposition résolue à l'affectation de 500 tonnes d'or appartenant à la BNS à la création d'une Fondation Suisse solidaire.
5.04	FRPS	Le 21 août 1998, la FRPS se prononçait sans ambiguïté en faveur d'un retrait du projet de la Fondation Suisse solidaire , dont la réalisation lui paraissait dépassée et porteuse, l'enfer étant pavé de bonnes intentions, d'innombrables complexités politiques.
5.09	CSC	Der CSC unterstützt den bundesrätlichen Vorschlag, einen Teil der Goldreserven für die Stiftung solidarische Schweiz zu verwenden. Damit kann die Schweiz den Tatbeweis erbringen, dass sie auch heute noch fähig ist, ein hoffnungsvolles, zukunftsgerichtetes Werk zu schaffen.
6.04	Pro Senectute	Wir befürworten die Stiftung und möchten das EFD sowie den gesamten Bundesrat bitten, alles zu unternehmen, damit es nicht zu einer unerwünschten Verzögerung bei der Realisierung der Stiftung kommt.
9.01	FPV	Nous sommes opposés vigoureusement à la mise sur pied de la Fondation.
9.03	Caritas	Caritas hat von Anfang an die Idee der Stiftung solidarische Schweiz unterstützt und sich für eine rasche Realisierung ausgesprochen.
9.06	ASSOCIATION DE SOUTIEN À LA FONDATION SUISSE SOLIDAIRE	Mit der Botschaft betreffend die „Verwendung von Goldreserven und ein Bundesgesetz über die Stiftung solidarische Schweiz “ haben Sie 500 Tonnen Gold als Kapital für die Stiftung solidarische Schweiz reserviert – ein Entscheid, den wir nicht nur begrüßen, sondern mit aller Kraft unterstützen.
9.24	CSAJ	Le CSAJ salue la volonté réaffirmée de la création de la Fondation Suisse solidaire et de la doter de moyens dignes de ses ambitions, à l'Union patronale suisse 500 tonnes d'or.

6.3 Abkürzungsverzeichnisse

Tabelle 17: Abkürzungsverzeichnis der Vernehmlasser

Abkürzung	Vernehmlasser
ADF	Association suisse pour les droits de la femme / Schweizerischer Verband für Frauenrechte / Associazione svizzera per i diritti della donna
AG	Kanton Aargau
AI	Kanton Appenzell Innerrhoden
AIHK	Aargauische Industrie- und Handelskammer
AR	Kanton Appenzell Ausserrhoden
Ausgleichskassen	Konferenz der kantonalen Ausgleichskassen / Conférence des caisses cantonales de compensation / Conferenza delle casse cantonali di compensazione
BE	Kanton Bern
BG	Bundesgericht / Tribunal fédéral / Tribunale federale
BL	Kanton Basel-Landschaft
BS	Kanton Basel-Stadt
CASS	Konferenz der schweizerischen wissenschaftlichen Akademien / Conférence des Académies Scientifiques Suisses / Conferenza delle Accademie Scientifiche Svizzere
Caritas	CARITAS Schweiz / CARITAS Suisse / CARITAS Svizzera
CC GE	Chambre de Commerce et de l'Industrie de Genève
CC JU	Chambre de Commerce et de l'Industrie du Jura
	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la suisse romande et du tessin
CSC	Christlichnationaler Gewerkschaftsbund der Schweiz / Confédération des syndicats chrétiens de Suisse / Federazione svizzera dei sindacati cristiani
CSAJ	Conseil Suisse des Activités de Jeunesse / Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände / Federazione Svizzera delle Associazioni Giovanili
CTIE	Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement / Schweizerische Fachstelle für Informationstechnologien im Bildungswesen
PDC	Christlichdemokratische Volkspartei / Parti Démocrate-Chrétien / Partito Popolare Democratico
droit à la vie	Association suisse pour le droit à la vie
economiesuisse	economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen / Fédération des entreprises suisses / Federazione delle imprese svizzere
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren / Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique / Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione
FÉDÉRATION SUISSE DES FEMMES PROTESTANTES	Evangelischer Frauenbund der Schweiz / Fédération suisse des femmes protestantes
EVG	Eidgenössisches Versicherungsgericht / Tribunal fédéral des assurances / Tribunale federale delle assicurazioni
PRD	Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz / Parti radical-démocratique suisse / Partito liberale-radical svizzero
FET	Fédération des écoles techniques et de métiers / Verband der Technischen Schulen und

	Lehrwerkstätten / Federazione delle scuole tecniche e di mestieri
FH	Fédération de l'Industrie horlogère suisse
FPV	Fédération patronale vaudoise
FR	Canton de Fribourg
FRPS	Fédération Romande des Syndicats Patronaux
GE	Canton de Genève
GL	Kanton Glarus
Grüne	Grüne - Grüne Partei der Schweiz / Les Verts – Parti écologiste suisse / I Verdi – Partito ecologista svizzero
ASSOCIATION DE SOUTIEN À LA FONDATION SUISSE SOLIDAIRE	Gemeinschaft zur Unterstützung der Stiftung solidarische Schweiz / Association de Soutien à la Fondation Suisse solidaire / Associazione per il Sostegno della Fondazione Svizzera solidale
HK GR	Handelskammer und Arbeitgeberverband Graubünden
HK SO	Solothurner Handelskammer
Hunziker D.	Daniel Hunziker, Selzach
IHK TG	IHK Industrie- und Handelskammer Thurgau
IHK VS	Walliser Industrie- und Handelskammer
IVSK	IV-Stellen-Konferenz / Conférence des offices AI / Conferenza degli uffici AI
JU	Canton du Jura
CdC	Konferenz der Kantonsregierungen / Conférence des gouvernements cantonaux / Conferenza dei governi cantonali
ECH	Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer / Association faitière des enseignantes et enseignants suisses / Associazione mantello dei docenti svizzeri
LU	Kanton Luzern
NE	Canton de Neuchâtel
NW	Kanton Nidwalden
OW	Kanton Obwalden
PCS	Parti chrétien-social / Christlich-soziale Partei
PLS	Parti libéral suisse / Liberale Partei der Schweiz
Prometerre	Prometerre Association vaudoise de promotion des métiers de la terre
Pro Senectute	Geschäfts- und Fachstelle Pro Senectute Schweiz
PST	Parti suisse du Travail / Partei der Arbeit der Schweiz / Partito svizzero del Lavoro
SAP	Schweizer Automatik Pool
UNION PATRONALE SUISSE	Schweizerischer Arbeitgeberverband / Union patronale suisse
SBmV	Schweizerischer Baumeisterverband
ASB	Schweizerische Bankiervereinigung / Association suisse des banquiers / Associazione svizzera dei banchieri
SDK	Schweizerische Direktoren-Konferenz gewerblich-industrieller Berufs- und Fachschulen / Conférence suisse des directeurs d'écoles professionnelles et de métiers / Conferenza svizzera dei direttori delle scuole professionali artigianali e industriali
SG	Kanton St. Gallen

USS	Schweizerischer Gewerkschaftsbund / Union syndicale suisse / Unione sindacale svizzera
SGCI	SGCI Schweizerische Gesellschaft für Chemische Industrie
SH	Kanton Schaffhausen
SSH	Schweizer Hotelier-Verein / Société suisse des hôteliers / Società Svizzera degli Albergatori
SKOS	Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe / Conférence suisse des institutions d'action sociale / Conferenza svizzera delle istituzioni dell'azione sociale
UPS	Schweizerischer Landfrauenverband / Union des paysannes suisses
SO	Kanton Solothurn
CDAS	Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren / Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales / Conferenza dei direttori cantonali delle opere sociali
PS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti Socialiste Suisse / Partito Socialista Svizzero
PS Frauen	Sozialdemokratische Frauen der Schweiz / Femmes socialistes suisses / Donne socialiste svizzere
SRF	Swiss Retail Federation
SSRV	Schweizerischer Senioren- und Rentnerverband
FSEA	Schweizerische Vereinigung für Erwachsenenbildung / Fédération suisse pour l'éducation des adultes / Federazione svizzera per l'educazione degli adulti
UDC	Schweizerische Volkspartei / Union Démocratique du Centre / Unione Democratica di Centro
Swissmem	Swissmem
SZ	Kanton Schwyz
TG	Kanton Thurgau
TI	Cantone Ticino
TRI S2	Treffpunkt Sekundarstufe 2 / Rencontre secondaire 2 / Incontro secondario 2
UR	Kanton Uri
USAM	Union suisse des arts et métiers / Schweizerischer Gewerbeverband / Unione svizzera delle arti e mestieri
VD	Canton de Vaud
Viscom	Viscom Schweizerischer Verband für visuelle Kommunikation
VS	Kanton Wallis
FSE	Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände / Fédération des sociétés suisses d'employés
FSEA	Verband schweizerischer Arbeitsämter / Association des offices suisses du travail / Associazione degli uffici svizzeri del lavoro
VSIG	Vereinigung des Schweizerischen Import- und Grosshandels, Basel / Fédération suisse des importateurs et du commerce de gros, Bâle
ASSOCIATION SUISE DES CAISSES DE COMPENSATION PROFESSIONNELLES	Schweizerische Vereinigung der Verbandsausgleichskassen / Association suisse des caisses de compensation professionnelles
ZG	Kanton Zug
ZH	Kanton Zürich

Tabelle 18: Allgemeine Abkürzungen

Abkürzung	Bezeichnung
AVS	Alters- und Hinterbliebenenversicherung
AI	Assurance-invalidité
ALV	Arbeitslosenversicherung
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
BIP	Bruttoinlandprodukt
BNS	Banque nationale suisse
CdC	Conférence des gouvernements cantonaux
IuK-Technologien	Informations- und Kommunikationstechnologien
IV	Invalidenversicherung
CdC	Konferenz der Kantonsregierungen
LBN	Loi sur la banque nationale
MWSt.	Mehrwertsteuer
NBG	Nationalbankgesetz
NFA	Neuer Finanzausgleich
NPF	Nouvelle péréquation financière
NTIC	nouvelles technologies de l'information et de la communication
PIB	Produit intérieur brut
BNS	Schweizerische Nationalbank
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée